



LA PAUVRETE AU FÉMININ

STATISTIQUES D'ACCUEIL 2008

avec le soutien du CRÉDIT COOPÉRATIF

Le Crédit Coopératif est promoteur par vocation et par choix d'une économie au service de l'homme. Il est la banque partenaire de nombreux acteurs de la lutte contre l'exclusion, quelle qu'en soit la nature : handicap physique, mental, psychique, social ; chômage ; dépendance ; solitude. Dans le cadre de relations partenariales stables, nourries d'une expertise de 40 ans de relations étroites, il les accompagne au quotidien comme dans les temps forts de leur développement. Il a la volonté d'accompagner les innovations à forte plus value sociale, comme, avec le Secours Catholique, le micro crédit personnel, et sait accompagner des causes importantes au-delà de la relation bancaire. C'est donc naturellement qu'il apporte son soutien à la réalisation de ce rapport.

www.credit-cooperatif.coop



STATISTIQUES D'ACCUEIL 2008

LA PAUVRETÉ AU FÉMININ

LA PAUVRETÉ AU FÉMININ

Septembre 2008, une grave crise financière fragilise l'économie mondiale. Les conséquences sont immédiates. Les salariés les plus vulnérables sont touchés par un chômage qui, de nouveau, progresse.

Pour les personnes accueillies au Secours Catholique, la crise et son impact sur l'emploi rendent encore plus incertaine l'amélioration de leur situation. En 2008, le nombre de situations accueillies par notre association repart à la hausse. Nos indicateurs du dernier trimestre de l'année confirment cette évolution après deux années consécutives de baisse.

Plus de 90% des personnes secourues par nos équipes vivent sous le seuil de pauvreté. Les nouvelles personnes accueillies s'en sortaient difficilement avant la crise grâce au travail intérimaire et au contrat à durée déterminée. Victimes des plans d'ajustement, elles frappent désormais à la porte des services sociaux qui souvent n'ont d'autres solutions que de les orienter vers le Secours Catholique.

Les femmes avec charge d'enfants et les jeunes restent durablement à la recherche d'un emploi stable. Les personnes rencontrées en 2008 sont encore plus éloignées de l'emploi qu'il y a 10 ans. La piètre qualité de l'emploi et la faible rémunération du travail peu qualifié maintiennent dans la pauvreté ces salariés obligés de faire appel au Secours Catholique.

L'arrivée du RSA doit inverser cette tendance. C'est possible, à condition de faire de l'accompagnement l'élément central du dispositif. Rendre la solidarité active, ce n'est pas stigmatiser celui qui est inactif, principalement en raison de l'état du marché du travail ou parce que ses conditions de vie quotidienne ne lui permettent pas d'être dans la course. C'est mobiliser tous les acteurs politiques, sociaux, économiques pour lui permettre de recoller au peloton de ceux qui vivent du fruit de leur travail.

Dans cette même étude 2008, nous avons souhaité mettre en lumière la féminisation de la pauvreté. Notre société semble parfois accorder plus d'attention aux femmes en difficulté, notamment lorsqu'elles ont charge d'enfants. Ces derniers demeurent le plus puissant moteur de mobilisation pour leurs parents, qu'ils soient en couple ou seuls. La présence d'enfants, principalement lorsqu'ils sont

très jeunes, est un facteur d'intégration par les multiples rencontres liées au suivi de la santé, à la scolarisation, aux loisirs... autant d'occasions de développer un réseau autour de soi. Réseau d'autant plus important que, quel que soit l'âge des femmes en question, c'est bien souvent une rupture qui explique leur isolement : rupture avec la famille pour les plus jeunes, rupture avec le conjoint, et, bien plus tard, veuvage.

Réseau essentiel aussi pour reconnaître l'effort d'éducation de certaines de ces mères, notamment les plus jeunes, qui n'imaginent pas confier leur enfant à quiconque pour pouvoir reprendre - pour elles-mêmes et l'avenir de leurs enfants - le chemin de la formation ou de l'emploi. Pourtant, c'est sans doute au moment où les enfants sont davantage pris en compte par les différents modes de garde et par l'école qu'il serait nécessaire d'accompagner ces femmes, pour éviter que la seule issue, quand les enfants voleront de leurs propres ailes, soit de rester dans la pauvreté et la solitude. Encore faudrait-il, quand ces femmes réussissent à conjuguer famille et vie professionnelle, que leur salaire leur permette de sortir de la pauvreté. C'est rarement le cas car elles occupent massivement les emplois précaires et à temps partiel.

Enfin, il reste beaucoup à faire, au niveau des mentalités, comme au niveau des décideurs économiques et politiques, pour garantir l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, que ce soit au niveau des rémunérations, de l'accès à la formation ou du statut d'emploi : il est en particulier intolérable que le temps partiel subi et les horaires atypiques soient l'apanage des femmes.

Au quotidien, le Secours Catholique est témoin du courage des personnes seules ou des familles qu'il rencontre. Elles vivent en-dessous du seuil de pauvreté tout en gardant courage et dignité, tout en espérant pour leurs proches et leurs enfants un avenir meilleur.

Que cette analyse statistique que nous publions comme chaque année puisse laisser transparaître l'urgence de faire société ensemble, de vivre ensemble pour l'harmonie de tous. Oui, il est urgent de réhabiliter la fraternité qui, au-delà du droit, nous amène à prendre soin de nos concitoyens les plus vulnérables.

Pierre Levené
Secrétaire Général

Sommaire

Introduction	5
1. Profil général	6
1.1 La population accueillie vieillit	6
1.1.1 Les plus jeunes sont toujours les plus fragiles...	7
1.1.2 ... Mais la fragilisation des plus âgés s'ajoute à leur augmentation naturelle	7
1.1.3 Le vieillissement se traduit par une augmentation de l'incapacité au travail pour raison de santé	7
1.1.4 Cette tendance ne peut que se prolonger dans les années à venir	7
1.2 De plus en plus de personnes vivent seules	8
1.3 Le travail n'est pas un rempart suffisant contre la pauvreté	8
1.3.1 L'activité professionnelle des personnes rencontrées recule	8
1.3.2 Même actives, les personnes rencontrées sont loin de l'emploi	8
1.3.3 Le « travail pauvre » se répand	9
1.3.4 Pourtant le niveau de formation des personnes rencontrées augmente	10
1.4 La répartition par logement est stable malgré un coût du logement de plus en plus élevé	10
1.4.1 Davantage de logements stables en 2008	11
1.4.2 Les loyers ont augmenté deux fois plus vite que les prix à la consommation et une fois et demi plus vite que les revenus des locataires	11
1.5 Plus de 90 % des situations rencontrées sont pauvres selon le critère du seuil de pauvreté monétaire	11
1.5.1 Encore 15 % des personnes ou familles sans ressources en 2008 malgré une constante diminution des délais et anomalies de perception	11
1.5.2 La proportion de situations qui vivent uniquement de transferts sociaux est stable	12
1.5.3 Les revenus liés au travail ont progressé plus vite que les revenus de transferts	12
1.5.4 Le pouvoir d'achat réel des ménages pauvres diminue	13
1.5.5 Le niveau de vie des situations rencontrées est toujours très inférieur au seuil de pauvreté	13
1.5.6 Le montant des impayés progresse rapidement	13
1.6 Les étrangers	14
2. Femmes et pauvreté	15
2.1 Pauvreté comparée des hommes et des femmes	15
2.1.1 Des hommes seuls, des mères seules, des femmes seules	16
2.1.2 Les enfants sont une limite aux possibilités et aux conditions d'activité professionnelle des femmes	17
2.1.3 Les enfants sont des vecteurs d'intégration, de sociabilité et de solidarité et une source de mobilisation pour leurs parents	19
2.1.4 Ressources régulières et faibles pour les femmes, irrégulières pour les hommes	20
2.2 Les formes de pauvreté des femmes	22
2.2.1 Les jeunes précaires	25
2.2.2 Les jeunes mères	25
2.2.3 Les femmes en couple avec enfant(s)	26
2.2.4 Les mères seules plus âgées	26
2.2.5 Les femmes sans enfant	27
2.2.6 De mauvais passages ou un parcours ?	28
2.2.7 Les femmes de nationalité étrangère : plus jeunes et plus précaires dans l'ensemble que les Françaises	28
Annexe Nombre et proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (Insee 2009)	29

Introduction

En 2008, le Secours Catholique a rencontré 633 000 «situations de pauvreté», c'est-à-dire des personnes ou des familles en difficultés ; en tenant compte de la composition des familles, cela représente environ 1 450 000 personnes (780 000 adultes et 670 000 enfants). Les chiffres révisés des années antérieures sont les suivants¹ :

2005 : 672 000 (1,52 million de personnes) ;

2006 : 635 000 (1,46 million de personnes) ;

2007 : 619 000 (1,40 million de personnes) ;

Après deux années de baisse, le nombre de situations rencontrées repart donc à la hausse, de 2,3 % en un an. Des hausses de prix importantes, en particulier de l'énergie, sont intervenues au premier semestre, elles n'ont produit tous leurs effets sur les budgets familiaux que quelques mois plus tard, et c'est à partir de la fin de l'été, puis surtout dans les derniers mois de l'année, que les personnes ont été plus nombreuses dans les accueils. Ce n'est qu'en 2009 que nous mesurerons vraiment les premiers effets de la crise qui risque de se répercuter durement sur les budgets dans les prochaines années. Même si la conjoncture s'améliore, il faudra du temps pour que les conséquences se fassent sentir sur les plus fragiles.

En 2008, l'association compte 3 900 équipes, 63 800 bénévoles et 2 430 lieux d'accueils].

Le rapport comporte trois parties :

- Le profil général s'appuie en 2008 sur l'analyse de 93 927 situations différentes, soit un peu plus qu'en 2007. Dans l'étude de cette année qui précède juste la crise économique et financière, la mise en place du revenu de solidarité active (RSA) en 2009, et aussi l'année 2010, année européenne de lutte contre la pauvreté, nous avons cherché à dégager les tendances lourdes observées ces dix dernières années, de façon à repérer les inflexions à venir.
- Le thème central du rapport de cette année est la pauvreté des femmes : après celle des enfants et de leurs familles, qui était au cœur du rapport sur les accueils 2007, il est naturel d'étudier la situation des femmes, à la fois en comparaison de celle des hommes et intrinsèquement.
- Les fiches régionales, comme chaque année, font une synthèse des évolutions repérées en rapport avec la conjoncture régionale.

Quelques définitions :

- une « situation de pauvreté » est une personne ou une famille que le Secours Catholique a rencontrée, accompagnée ou aidée ; sur le plan statistique, c'est analogue à ce que l'Insee désigne par « ménage ».
- Le « demandeur » est la personne de référence de cette « situation » ou ménage.

¹ Des ajustements de méthode aboutissant à des chiffres plus proches de la réalité ont, cette année encore, nécessité une modification des données publiées les années antérieures pour que la série conserve des variations significatives.



I . PROFIL GÉNÉRAL

En ce qui concerne la pauvreté rencontrée par le Secours Catholique, l'année 2008 n'a été que peu marquée par la crise, qui a commencé vraiment à la fin de l'été : 2008 s'inscrit dans la continuité des années antérieures, où l'amélioration de la conjoncture a permis certains progrès dans le domaine de l'activité professionnelle.

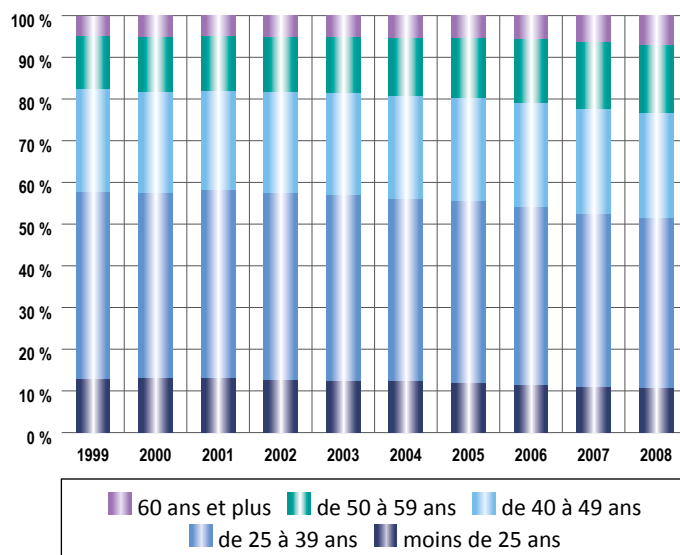
Il peut sembler inutile, en pleine crise, d'étudier une année qui en a peu connu les effets, mais les données ont nécessairement du retard sur la réalité et l'analyse a besoin de recul. Il s'agit d'une part de faire un point « avant crise », de façon à en mesurer les impacts lorsque les données de 2009 arriveront. D'autre part nous disposons cette année de données homogènes sur une période de dix années qui permettent de dégager des tendances longues sur lesquelles on pourra étudier l'incidence des bouleversements économiques actuels. Enfin, l'année 2010 est l'année européenne de lutte contre la pauvreté et là encore, un point précis est nécessaire.

L'année 2008 ne présente pas d'évolutions très marquantes par rapport à 2007, nous les signalerons là où elles se produisent, mais nous nous attachons plutôt à repérer les tendances de ces dix dernières années. Pour cela, nous ne séparons pas systématiquement, comme les autres années, l'étude des étrangers sans statut des autres situations rencontrées : partout où c'est possible, nous rapprochons en effet nos chiffres des données de l'Insee, qui ne fait pas cette distinction. Le tableau 20 inséré en annexe du rapport reprend les taux de pauvreté calculés par l'Insee pour différentes catégories de populations.

La population accueillie vieillit

Le phénomène le plus marquant de ces dix dernières années est l'augmentation, dans les accueils, de la part des personnes âgées de 50 ans et plus.

Graph. 1. Évolution de la répartition par âge des demandeurs accueillis au Secours Catholique



La génération des 50-60 ans, qui est celle du baby-boom d'après-guerre, est particulièrement nombreuse et on peut se demander si sa plus forte présence dans les accueils est due simplement à sa plus forte présence dans la population française, ou bien si sa fragilité s'accroît : les personnes âgées verraient-elles aujourd'hui leur situation se détériorer ? La comparaison de nos données avec celle des derniers recensements de la population permet d'apporter des précisions sur l'exposition à la pauvreté selon l'âge.

Les données publiées par l'Insee portent sur les individus et non sur les « personnes de référence des ménages » qui seraient comparables aux « demandeurs » du Secours Catholique. Pour permettre la comparaison, nous détaillons tous les individus des familles rencontrées en métropole. Les 88 771 situations rencontrées en métropole en 1999 totalisent ainsi 208 475 individus, soit 2,3 personnes par ménage en moyenne. En 2008, 93 927 situations représentent 218 623 individus, soit là encore 2,3 personnes par ménage.

Nous appelons « indice de fragilité » le rapport entre le pourcentage de la tranche d'âge observé dans les accueils et le pourcentage de la même tranche d'âge dans la population française (exemple : pour les moins de 20 ans en 1999, $40,4 / 24,6 = 1,64$). L'indice moyen est nécessairement égal à 1, une valeur plus élevée marque une fragilité plus importante que la moyenne, une valeur inférieure à 1 témoigne d'une relative solidité.

Tableau 1. Répartition des individus par âge (%)

	Recensements		Secours Catholique		Indice de fragilité	
	1999	2008 ²	1999	2008	1999	2008
Moins de 20 ans	24,6	24,5	40,4	42,5	1,64	1,74
De 20 à 29 ans	13,5	12,7	19,1	16,6	1,42	1,30
De 30 à 39 ans	14,6	13,2	17,1	15,5	1,17	1,17
De 40 à 49 ans	14,5	13,9	13,9	13,4	0,96	0,97
De 50 à 59 ans	11,5	13,2	6,8	8,4	0,59	0,63
De 60 à 69 ans	9,3	9,8	2,0	2,6	0,22	0,27
70 ans et plus	12,0	12,7	0,7	1,0	0,06	0,08
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	1,00	1,00

Lecture : les moins de 20 ans représentaient 24,6% de la population française en 1999, et 24,5% en 2008. Leur indice de fragilité est de 1,64 en 1999 et de 1,74 en 2008.

1.1.1 Les plus jeunes sont toujours les plus fragiles...

Les moins de 20 ans, vivant seuls ou le plus souvent chez leurs parents, représentent plus de 40 % des personnes avec lesquelles le Secours Catholique est en relation, directement ou indirectement, alors que dans l'ensemble de la population, ils sont à peine 25%. Leur fragilité est ainsi supérieure à la moyenne, et elle augmente. À l'appui de ce constat, le taux de pauvreté des moins de 18 ans, selon l'Insee, est de près de 18% en 2007, alors que celui de l'ensemble de la population est de 13,4%. C'est aussi de façon plus générale un constat européen³.

² Pyramide des âges au 1^{er} janvier 2009. Source : Insee, estimations de population (résultats provisoires arrêtés fin 2008).

³ La pauvreté et les inégalités dans l'Union européenne, EAPN, Explicatif n°1, 2009.

1.1.2 ...Mais la fragilisation des plus âgés s'ajoute à leur augmentation naturelle

Les personnes de 50 à 59 ans sont moins présentes dans les accueils du Secours Catholique que dans l'ensemble de la population et leur fragilité est donc inférieure à la moyenne (leur taux de pauvreté est effectivement inférieur à 13,2) ; cependant leur part augmente à la fois dans l'ensemble de la population française (+1,7) et dans les accueils (+1,6), et leur indice de fragilité est en légère augmentation (de 0,59 à 0,63). Deux effets se cumulent donc : le plus important de loin est le vieillissement de la génération née dans les années 1950, mais s'y ajoute une certaine fragilisation des plus âgés qui est aussi perceptible chez les personnes âgées de 60 à 69 ans ; alors que leur proportion dans l'ensemble de la population est presque stable, elle augmente dans les accueils et leur indice de fragilité augmente. Quant aux personnes de plus de 70 ans, le Secours Catholique en rencontre très peu, alors que leur taux de pauvreté est voisin de la moyenne. Plusieurs explications coexistent : d'autres associations sont plus présentes sur ce terrain des personnes âgées, souvent isolées et peu mobiles, dont une partie vit en maison de retraite. Mais aussi, les relations de proximité qu'entretiennent les bénévoles du Secours Catholique avec des personnes âgées qu'ils visitent chez elles, en maison de retraite ou à l'hôpital, sont rarement retranscrites dans des dossiers et n'entrent pas dans nos statistiques.

1.1.3 Le vieillissement se traduit par une augmentation de l'incapacité au travail pour raison de santé

Parmi les situations rencontrées en métropole – hors étrangers en attente de statut ou sans papiers –, la proportion de personnes professionnellement inactives pour raison de santé est passée de 7,9% en 1999 à 12,4% en 2008, soit une augmentation de 4,5 points. La proportion de retraités est, elle, passée de 3,4 à 5,4%, soit une augmentation bien inférieure. L'invalidité est caractéristique de la tranche d'âge 50-59 ans : près du quart des personnes de cet âge rencontrées par le Secours Catholique ne travaillent pas en raison de leur état de santé. L'invalidité, qu'elle soit ou non reconnue par une allocation pour adulte handicapé ou par des indemnités de la Sécurité sociale, est souvent le lot de personnes qui n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite, mais qu'un travail pénible a usées prématurément. Elle concerne aussi des personnes qui souffrent de dépression et qui sont fragilisées, moins par un travail que par une vie pénible où l'isolement tient bien souvent un rôle majeur⁴.

1.1.4 Cette tendance ne peut que se prolonger dans les années à venir

Les projections de population de l'Insee dépendent de diverses hypothèses sur l'évolution de la fécondité, du solde migratoire et de l'espérance de vie, mais aucun scénario ne remet en cause le vieillissement, qui est inéluctable. La fragilité des plus âgés va-t-elle progresser ? L'arrivée à la retraite de personnes qui auront connu durant leur vie professionnelle plus de précarité dans l'emploi, les difficultés de financement des retraites avec le déséquilibre entre générations, et enfin la progression de l'isolement risquent de peser surtout sur les personnes dont la vie active aura déjà été difficile, et qui n'auront pas la possibilité de travailler davantage ou plus longtemps.

⁴ Secours Catholique, Pauvreté : accélérateur d'isolement, Statistiques d'accueil 2005.

1.2 De plus en plus de personnes vivent seules

Une autre tendance lourde de ces dernières années est la progression de l'isolement : dans l'ensemble de la population française, de plus en plus de personnes vivent seules, au moins une partie de leur vie. Or les caractéristiques de la population rencontrée par le Secours Catholique font clairement apparaître que la solitude fragilise.

Tableau 2. Comparaison de la répartition des ménages métropolitains par type (%)

	Recensements ⁵		Secours Catholique		Indice de fragilité	
	1999	2008	1999	2008	1999	2008
Personnes seules	31,4	34,8	45,1	44,5	1,44	1,28
Parents isolés	8,5	8,0	25,1	28,7	2,95	3,59
Couples sans enfant	29,8	27,5	7,2	6,2	0,24	0,23
Couples avec enfant(s)	30,3	29,7	22,6	20,6	0,75	0,69
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	1,00	1,00

Lecture : selon le recensement de la population de 1999, 31,4% des ménages étaient des personnes seules ; en 2008 les personnes seules représentent 34,8% des ménages.

Selon l'indice calculé dans les deux dernières colonnes, les couples sont moins fragiles que la moyenne, spécialement lorsqu'ils n'ont pas d'enfant : le Secours Catholique rencontre relativement peu de couples sans enfant, alors qu'ils sont nombreux dans la population française. Même avec des enfants à charge, les couples dans leur ensemble résistent mieux à la pauvreté. Les personnes seules, et tout particulièrement les personnes seules avec des enfants, ont au contraire un indice de fragilité élevé. On remarque aussi que trois des quatre catégories de ménages voient leur vulnérabilité diminuer sur la période étudiée, mais les familles monoparentales sont de plus en plus exposées, alors même que leur part dans la population française a plutôt légèrement diminué.

Schématiquement et sans qu'il y ait de fatalité, lorsqu'un couple avec enfant(s) se sépare, on passe d'une situation relativement solide à deux situations fragiles : un homme seul et une mère seule. Les évolutions de la société, avec la complexification des histoires familiales, jointes à l'allongement de la durée de vie, plus longue pour les femmes que pour les hommes, expliquent ces périodes de plus en plus fréquentes de solitude et de fragilité qui durent plus ou moins longtemps.

1.3 Le travail n'est pas un rempart suffisant contre la pauvreté

La majorité des demandeurs rencontrés au Secours Catholique sont dans l'âge « actif » (25-60 ans), c'est-à-dire qu'ils sont susceptibles d'avoir une activité professionnelle, et leur situation de pauvreté est souvent liée à un défaut de cette activité. On

l'a vu plus haut pour les personnes dans la cinquantaine : elles n'ont pas atteint l'âge de la retraite mais sont dans l'incapacité physique de travailler. Les personnes rencontrées sont parmi les plus pauvres et, le plus souvent, inactives ou éloignées de l'emploi, mais une sur cinq environ travaille ; il s'agit alors souvent de « formes particulières d'emploi », surtout d'emploi à temps partiel et d'emploi intérimaire ou saisonnier.

Tableau 3. Répartition des demandeurs selon leur situation professionnelle (%) (demandeurs français ou étrangers disposant d'un statut les autorisant à travailler)

	1999	2008
Actifs	63,4	59,5
dont Employés	23,2	20,9
En recherche d'emploi	40,2	38,6
dont Indemnisés	21,1	14,3
Non indemnisés	19,1	24,3
Inactifs	36,6	40,5
Ensemble	100,0	100,0

Lecture : en 1999, 63,4% des demandeurs rencontrés par le Secours Catholique étaient en activité professionnelle, répartis en 23,2% qui travaillaient effectivement et 40,2% qui étaient en recherche d'emploi.

1.3.1 L'activité professionnelle des personnes rencontrées recule

Sont considérées comme actives les personnes qui ont effectivement un emploi ou qui en recherchent un. Dans l'ensemble de la population française, le taux d'activité professionnelle des personnes en âge de travailler se situe autour de 70% et il augmente (de 69,5% en 1999 à 72,3% selon la dernière enquête de recensement), principalement en raison de l'augmentation de l'activité professionnelle féminine.

Les personnes rencontrées au Secours Catholique⁶ ont un taux d'activité professionnelle sensiblement inférieur : 59,5% en 2008 pour la métropole, en ne tenant pas compte des étrangers sans droit au travail. Sur les dix dernières années, le taux d'activité des accueillis diminue, particulièrement depuis 2005. L'amélioration de la conjoncture sur cette période a permis aux personnes qui le pouvaient de retrouver un emploi et de ne plus recourir à l'association, ce que confirme la diminution de la part des personnes en recherche d'emploi ; ceux qui restent dans les accueils sont surtout ceux qui sont loin de l'emploi. On peut craindre que la crise ne fasse revenir des actifs dans les accueils.

1.3.2 Même actives, les personnes rencontrées sont loin de l'emploi

Les personnes qui perçoivent des allocations de chômage sont relativement proches de l'emploi, puisque pour avoir droit à ces allocations, il faut avoir travaillé assez récemment. Les demandeurs d'emploi non indemnisés sont au contraire éloignés de l'emploi : soit qu'ils n'aient jamais travaillé (cas des jeunes en particulier), soit qu'ils aient trop peu travaillé pour acquérir des droits, soit qu'ils aient cessé de travailler depuis longtemps et qu'ils aient épuisé ces droits.

⁵ Source : Insee. Les pourcentages sont recalculés sur l'ensemble des ménages ordinaires, à l'exclusion des ménages complexes, qui représentent environ 5% des ménages.

⁶ Demandeurs rencontrés en métropole, français ou étrangers disposant d'un statut les autorisant à travailler.

En 1999, 40% des demandeurs étaient en recherche d'emploi, la moitié environ avec indemnisation, l'autre moitié sans indemnisation du chômage. En 2008, la part globale de la recherche d'emploi n'est que peu inférieure à 40%, mais près des deux tiers ne sont pas indemnisés : les personnes rencontrées en 2008 sont dans l'ensemble plus loin de l'emploi qu'il y a dix ans.

La mise en place du RSA a pour objectif de rendre le travail plus attractif et rémunérateur que l'inactivité. Son démarrage en pleine période de crise est évidemment une difficulté : quels emplois, dans ce contexte, vont pouvoir trouver des personnes qui ont peu ou jamais travaillé ? Quel que soit leur désir d'activité, auront-elles l'opportunité de le réaliser ? Les chiffres de 2009 seront le résultat de multiples tendances parfois contraires.

1.3.3 Le « travail pauvre » se répand

Jusqu'en 2004, la proportion de personnes rencontrées ayant un emploi ou suivant une formation diminue, mais depuis elle progresse, de 19,3% en 2004 à 20,9% en 2008 ; dans le même temps la recherche d'emploi diminue de 5 points. Même s'il ne s'agit pas forcément des mêmes personnes, cela montre que, pour une part, les emplois trouvés ne permettent pas de sortir de la pauvreté, ni même de la grande pauvreté qui est celle que nous rencontrons.

En ne conservant que les catégories principales, la répartition selon le statut des emplois dans la population métropolitaine et dans la population rencontrées par le Secours Catholique en métropole met en évidence les fragilités propres à chaque statut (bien que nos chiffres 2008 soient disponibles, nous indiquons ceux de 2007 par souci de cohérence avec les derniers chiffres disponibles de l'Insee).

Tableau 4. Répartition des personnes ayant un emploi selon le statut des emplois (%)

	Ensemble de la population métropolitaine ⁷		Secours Catholique		Indice de fragilité	
	2003	2007	2003	2007	2003	2007
CDI plein temps	66,1	65,7	29,1	28,8	0,44	0,44
CDD plein temps	5,4	5,4	9,8	10,8	1,81	2,00
Temps partiel	15,2	15,7	40,1	39,7	2,64	2,53
Intérim	1,8	2,2	18,9	18,3	10,50	8,32
Non salariés	11,5	11,0	2,1	2,4	0,18	0,22
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	1,00	1,00

Lecture : en 2003, 66,1% des personnes travaillant en métropole avaient un CDI à plein temps ; c'était le cas de 29,1% des personnes ayant un emploi rencontrées par le Secours Catholique ; l'indice de fragilité, qui est le rapport du second chiffre au premier, est de 0,44.

Le plus faible indice de fragilité est celui de l'emploi non salarié : il recouvre des situations très diverses et assure dans l'ensemble, une bonne protection. Cependant, même si cela ne représente pas des effectifs importants, le Secours Catholique rencontre des artisans en situation catastrophique lorsqu'ils sont obligés d'interrompre brutalement leur activité à la suite d'un accident de santé ou de la perte de leur outil de travail.

Après l'emploi non salarié, l'emploi qui assure la meilleure protection contre la pauvreté est, sans surprise, le CDI à plein temps. À l'opposé, les trois « formes particulières d'emploi » que sont les CDD, l'emploi à temps partiel et l'emploi intérimaire ou saisonnier sont des statuts vulnérables avec des indices de fragilité supérieurs à 1, tout particulièrement le troisième : les intérimaires et saisonniers sont de l'ordre de dix fois plus représentés dans les accueils qu'ils ne le sont dans l'ensemble de la population. Même en faisant la part de possibles différences dans les définitions, les écarts sont assez marqués pour être significatifs.

1.3.3.1 L'emploi à temps partiel est de plus en plus fréquent

Sur l'ensemble de la France, la part des salariés à temps partiel a plus que doublé en 2005 par rapport au début des années quatre-vingt : 18% contre 8%. L'augmentation s'est surtout produite au début de la période et on assiste à une certaine stabilisation depuis 1999. L'emploi à temps partiel est très majoritairement féminin ; il est particulièrement développé dans le secteur des services ainsi que dans les collectivités locales. Les statuts restent en moyenne plus précaires que ceux des salariés à temps complet pour des emplois moins qualifiés. Parmi l'ensemble des salariés à temps partiel, un tiers environ ont choisi cette formule pour pouvoir s'occuper des enfants (essentiellement des femmes), un autre tiers pour raison de santé ou pour consacrer du temps à des études ou à une autre activité ; le dernier tiers ne l'a pas choisi mais y recourt faute de mieux, car ils ne trouvent pas d'emploi à plein temps⁸.

La part des emplois à temps partiel (y compris emplois aidés) chez les personnes rencontrées par le Secours Catholique est de 39,7% en 2007 et 38,3% en 2008. Depuis 1999, toujours en incluant les contrats aidés, ce chiffre a peu évolué. Le rapport entre la proportion observée dans les accueils et dans l'ensemble de la population française donne un indice de fragilité de l'ordre de 2,5 pour ces emplois à temps partiel.

Le problème des emplois à temps partiel des personnes rencontrées est qu'ils rapportent peu et coûtent cher : les temps de transport ne sont pas proportionnels à la durée du travail et peuvent allonger considérablement la durée d'absence réelle (et donc les temps et les frais de garde des enfants) ; il s'agit parfois d'horaires émiettés couvrant une durée d'absence du domicile (et donc là encore de temps de garde) bien supérieure au temps de travail. Enfin, pour un revenu du même ordre, percevoir le RMI donne accès automatiquement à un certain nombre d'avantages et de gratuités que le travail fait perdre. Ce dernier point est au centre de la réflexion qui a mené à l'élaboration du RSA, dont l'objectif est de rendre le travail plus avantageux que l'inactivité. Reste à voir comment cette intention pourra se traduire dans la réalité.

1.3.3.2 L'emploi intérimaire ou saisonnier est particulièrement fragile

Au niveau national, l'emploi intérimaire représente 2% des emplois, de façon à peu près constante chaque année. Le recours à l'intérim est particulièrement important dans le secteur de l'automobile, dans la métallurgie et dans le secteur de la construction. Mais depuis quelques années, certains secteurs d'activité ont vu leurs

⁷ Source : Insee, enquêtes Emploi du 1er au 4e trimestre 2003 et 2007.

⁸ Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), Premières informations, premières synthèses, n° 9.3, septembre 2007.

effectifs intérimaires augmenter sensiblement : en particulier le secteur des transports, l'hôtellerie et la restauration, les activités récréatives, culturelles et sportives et le secteur de la santé et de l'action sociale⁹. Plus de 70% des intérimaires sont des hommes. L'emploi intérimaire est évidemment très sensible à l'activité économique dont il est un indicateur avancé ; les premiers touchés par la crise actuelle sont ces personnes qui, du jour au lendemain, n'ont plus de mission. Selon le Rapport économique et social de Prisme¹⁰ : « Après quatre années de croissance continue, l'emploi intérimaire atteint un niveau historique au premier trimestre 2008. Dès le deuxième trimestre la tendance s'inverse et l'intérim recule. La baisse ne fera que s'amplifier par la suite pour frôler -25% en décembre, le nombre d'intérimaires en mission diminuant en moyenne au cours de l'année de -8,3% avec des tendances sectorielles et régionales contrastées. »

Les travailleurs intérimaires et saisonniers ne sont pas tous en grande difficulté, loin de là, mais ceux que rencontre le Secours Catholique connaissent une grande précarité. Ils sont soit en période de travail, soit entre deux missions et les ressources qu'ils perçoivent suffisent à décrire leur situation : 51% perçoivent un revenu du travail, 15% des allocations chômage, 24% le RMI (revenus auxquels peuvent s'ajouter des allocations familiales ou logement) et 9% n'ont aucun revenu à la date de leur rencontre (1% perçoivent uniquement des revenus autres, pensions alimentaires et bourses principalement). Chaque changement de situation entraîne un changement de ressources, avec des risques de retard de versement et donc de dénuement complet pour ces personnes qui ne gagnent pas, lorsqu'elles travaillent, de quoi vivre plusieurs mois.

1.3.4 Pourtant le niveau de formation des personnes rencontrées augmente

Une autre constante des dix dernières années est l'élévation du niveau de formation des personnes rencontrées par le Secours Catholique, tendance qui suit en cela celle de l'ensemble de la population : près de 60% des accueillis avaient un niveau primaire en 1999, ils ne sont plus que 40% en 2008 ; 25% avaient un niveau secondaire (CAP, BEP...), ils sont près de 40% en 2008. Aux deux extrêmes, au contraire, on ne note pas de changement marqué : 10% environ ont un niveau d'études supérieur (bac ou plus) et 10% aussi ont des difficultés à lire ou à écrire. Les difficultés de ces deux dernières catégories de personnes sont spécifiques : celles qui ont un niveau supérieur sont souvent des jeunes en cours d'études ou de formation, dont les difficultés peuvent être considérées comme provisoires, même si elles sont extrêmes ; à l'opposé, les personnes qui ne maîtrisent pas la lecture et l'écriture sont handicapées durablement : ce sont le plus souvent des personnes sans activité professionnelle ou en recherche d'emploi non indemnisée, de toute façon éloignées de l'emploi, parmi lesquelles les femmes au foyer d'origine étrangère forment un groupe relativement important.

En dehors de l'illettrisme, la répartition par niveau de formation dans l'ensemble de la population française et au Secours Catholique fait apparaître les fragilités spécifiques de chacun (l'Insee publiant ses chiffres de 2003 à 2007, nous retenons aussi ces deux années pour nos propres données).

Tableau 5. Répartition selon le niveau de formation (%)

	France métropolitaine ¹¹		Secours Catholique		Indice de fragilité	
	2003	2007	2003	2007	2003	2007
Primaire	36,8	32,3	57,2	47,1	1,55	1,46
Secondaire	30,7	31,0	34,0	42,4	1,11	1,37
Supérieur	32,5	36,7	8,8	10,5	0,27	0,29
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	1,00	1,00

Lecture : en 2003, 36,8% des personnes de plus de 15 ans en France métropolitaine avaient un niveau de formation primaire ; 57,2% des accueillis du Secours Catholique avaient ce même niveau primaire, ce qui correspond à un taux de fragilité de 1,55.

Le niveau d'études supérieur est très peu exposé à la pauvreté, mais sa fragilité augmente légèrement : de plus en plus de jeunes accèdent au bac qui, de ce fait, perd de son avantage relatif, les exigences des employeurs se relevant aussi. Le niveau secondaire pâtit en tous cas de cette élévation du niveau général de formation : entre 2003 et 2007, sa part ne change pas dans la population française, mais elle progresse très nettement chez les personnes rencontrées et son indice de fragilité augmente. La part du niveau primaire et sa vulnérabilité ont tendance à diminuer : c'est de plus en plus celui de personnes âgées, notamment de femmes, qui ont peu étudié dans leur jeunesse ; elles sont de moins en moins nombreuses, en particulier dans la population d'âge actif.

La faiblesse de la formation a une incidence croissante sur la précarité de l'emploi : selon une étude récente¹², « les emplois peu qualifiés s'écartent de plus en plus des normes standard d'emploi... et le développement des emplois non standard (emplois à durée limitée, emplois à temps partiel courts) a eu lieu essentiellement parmi les emplois peu qualifiés. ». Compte tenu, d'autre part, de l'évolution des niveaux de diplôme dans la population, la part des personnes diplômées occupant des emplois non qualifiés est en hausse constante. Le faible niveau de formation des personnes rencontrées par le Secours Catholique leur donne surtout accès à des emplois peu qualifiés et précaires, sur lesquels ils sont en concurrence avec des personnes mieux formées.



La répartition par logement est stable malgré un coût du logement de plus en plus élevé

La répartition des situations rencontrées par type de logement a très peu changé ces dix dernières années : les trois quarts environ vivent en logement stable, un quart en logement précaire. L'afflux de demandeurs d'asile qui a eu lieu au début des années 2000 a provoqué une nette augmentation de la part du logement précaire, mais depuis 2005, cette part diminue constamment et l'année 2008 se situe au niveau de 1999. Le tableau 6 part de l'année 2002 car de 1999 à 2001, les hébergements collectifs (résidences, foyers...) étaient comptés avec les locations sociales ou privées.

⁹ Dares, Séries statistiques, l'emploi salarié depuis 1970, l'intérim depuis 1995.

¹⁰ Professionnels de l'intérim, services et métiers de l'emploi.

¹¹ Source : Insee, Enquête emploi, Niveau général de formation selon l'âge.

¹² « Une prospective socio-économique du travail et de l'emploi peu qualifié », Insee, L'emploi, nouveaux enjeux, édition 2008.

1.4.1 Davantage de logements stables en 2008

La répartition par type de logement est un des points où l'année 2008 marque une évolution assez nette : la proportion de locataires du parc social progresse de 2 points par rapport à 2007 et atteint 39,1%, celle des personnes hébergées par des proches diminue de 1,3 point.

Tableau 6. Répartition des situations rencontrées selon le type de logement (%)

Ensemble	2002	2007	2008	Variation 2008-2007
Location HLM	39,1	37,1	39,1	+ 2,0
Hébergement collectif	5,0	4,8	5,0	+ 0,2
Location privée	24,7	28,8	28,5	- 0,3
Propriétaire	4,0	3,9	4,1	+ 0,2
Ensemble stable	72,8	74,6	76,7	+ 2,1
Hôtel, pension, garni	2,3	2,2	2,1	- 0,1
Caravane, péniche	1,9	1,8	1,9	+ 0,1
Famille, amis	11,0	9,8	8,5	- 1,3
Centre d'hébergement	7,1	6,6	6,1	- 0,5
Abri de fortune, rue	4,9	5,0	4,7	- 0,3
Ensemble précaire	27,2	25,4	23,3	- 2,1

Lecture : en 2002, 39,1 % des situations rencontrées étaient locataires du parc social.

Les personnes sans domicile, vivant en centre d'hébergement, en squat ou à la rue représentent une fraction constante de la population rencontrée par le Secours Catholique, de 11 à 12 % des situations rencontrées, soit en 2008 de l'ordre de 104 000 personnes, dont 26 000 enfants.

1.4.2 Les loyers ont augmenté deux fois plus vite que les prix à la consommation et une fois et demi plus vite que les revenus des locataires

Tableau 7. Évolution des revenus et des loyers des locataires rencontrés

	1999	2008	Variation	Variation moyenne annuelle
Locataires rencontrés par le Secours Catholique				
Parc social Loyer moyen net	125 €	166 €	+ 32,8%	+ 3,2%
Revenu mensuel moyen	735 €	893 €	+ 21,5%	+ 2,2%
Taux d'effort	17,0%	18,5%	+ 1,5	
Reste à vivre	610 €	728 €	+ 19,3%	+ 2,0%
Parc privé Loyer moyen net	147 €	217 €	+ 47,6%	+ 4,4%
Revenu mensuel moyen	676 €	886 €	+ 31,1%	+ 3,1%
Taux d'effort	21,8%	24,5%	+ 2,7	
Reste à vivre	529 €	669 €	+ 26,5%	+ 2,6%
Données de cadrage				
Indice des prix à la consommation ¹³	100,4	117,54	+ 17,1%	+ 1,8%
SMIC horaire brut ¹⁴	6,21 €	8,61 €	+ 38,6%	+ 3,7%
RMI pour une personne seule	381,47 €	447,91 €	+ 17,4%	+ 1,8%

¹³ Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble des ménages - Métropole + DOM - Mesures hors loyers et hors tabac.

¹⁴ Durée légale du travail ayant changé au cours de la période, le SMIC mensuel n'est pas significatif.

Entre 1999 et 2008, les loyers moyens des personnes et familles rencontrées, une fois déduites les aides au logement, ont augmenté en moyenne de 3,2% par an dans le parc social et de 4,4% par an dans le parc privé. Selon l'Insee, les loyers d'habitation effectifs¹⁵ n'ont augmenté que de 2,2% sur la période, ce qui tendrait à prouver que les loyers des plus pauvres, ceux que le Secours Catholique rencontre, ont progressé plus vite que l'ensemble.

Du côté des ressources, l'augmentation du revenu mensuel des locataires rencontrés a été en moyenne de 2,2% par an pour ceux du parc social et de 3,0% pour ceux du parc privé, soit une progression 1,5 fois moins importante que celle de leurs loyers.

Les loyers ayant progressé plus rapidement que les revenus, ils représentent une part croissante de ces revenus, ce que mesure le taux d'effort : il est égal au rapport du loyer au revenu mensuel et il augmente, sur la période, de 1,5 point dans le parc social et de 2,7 points dans le parc privé. Il s'agit là des loyers nets d'aides au logement, mais une partie des locataires ne perçoit pas ces allocations et, dans ce cas, le taux d'effort est beaucoup plus élevé : en 2008, avant déduction des aides au logement, le taux d'effort moyen est de 43,3% dans le parc social et de 50,7% dans le parc privé.

Quant au « reste à vivre » des locataires, que nous calculons comme différence entre le revenu et le loyer net, il augmente encore, mais moins vite que le revenu. Rapportée à celle de l'indice des prix à la consommation, son évolution laisse encore apparaître un léger gain de pouvoir d'achat sur la période, mais il faut noter que nous n'avons pas les éléments pour calculer un « reste à vivre » une fois payés non seulement les loyers, mais les dépenses d'énergie et d'eau et les remboursements d'emprunts, dont on doit pourtant tenir compte pour calculer ce qui reste vraiment pour vivre.

15 Plus de 90% des situations rencontrées sont pauvres selon le critère du seuil de pauvreté monétaire

1.5.1 Encore 15 % des personnes ou familles sans ressources en 2008 malgré une constante diminution des délais et anomalies de perception

Deux raisons sont à l'origine de l'absence totale de ressources. D'une part, l'absence de droits : c'est le cas des étrangers sans papiers, ou de ceux qui attendent une réponse à leur demande de carte de séjour lorsque le délai de réponse dépasse la période pendant laquelle ils perçoivent une allocation d'attente. C'est aussi le cas des jeunes de moins de 25 ans non concernés par le RMI.

D'autre part, les délais de perception ; certains sont normaux, comme la période durant laquelle une personne doit travailler avant de percevoir son salaire ou le délai d'examen d'un dossier dans le cas d'un changement de situation (chômage, fin de droits, déménagement, accident de santé...). Mais ces délais « normaux », déjà difficiles à assumer pour des personnes qui ne disposent pas de réserves, deviennent catastrophiques lorsqu'ils s'allongent de retards administratifs voire d'erreurs.

¹⁵ Indice des prix à la consommation (IPC) - Ensemble des ménages - Métropole + DOM - par fonction de consommation - Loyers des résidences principales.

Et les banques ajoutent alors leur contribution au déficit en prélevant des frais sur des comptes déjà vides ou sur des revenus théoriquement insaisissables.

La part des personnes sans ressources a connu au cours des dix dernières années des fluctuations dues à des facteurs d'influences contraires : l'afflux de demandeurs d'asile intervenu au début des années 2000 a entraîné des délais d'examen des dossiers dépassant de beaucoup la durée de versement de l'allocation d'attente, et la part des personnes sans ressources dans l'ensemble des situations rencontrées a atteint de ce fait 21% en 2002 et 2003. Mais d'un autre côté, les administrations améliorent leurs procédures : la proportion de situations mentionnant un délai ou une erreur de perception diminue régulièrement (de 17% en 1999 à 11% en 2007, avec une légère remontée en 2008) ; de ce fait, la proportion de situations sans ressources, hors demandeurs d'asile, devrait diminuer : or elle est en 2008 au même niveau qu'en 1999, après avoir connu une légère augmentation jusqu'en 2003 et un recul ensuite. Faut-il penser que, malgré des efforts certains, le chiffre de 11% de situations sans ressources, parmi les personnes ayant des droits à faire valoir, est un niveau incompressible ?

1.5.2 La proportion de situations qui vivent uniquement de transferts sociaux est stable

Les différents revenus peuvent être regroupés en trois catégories :

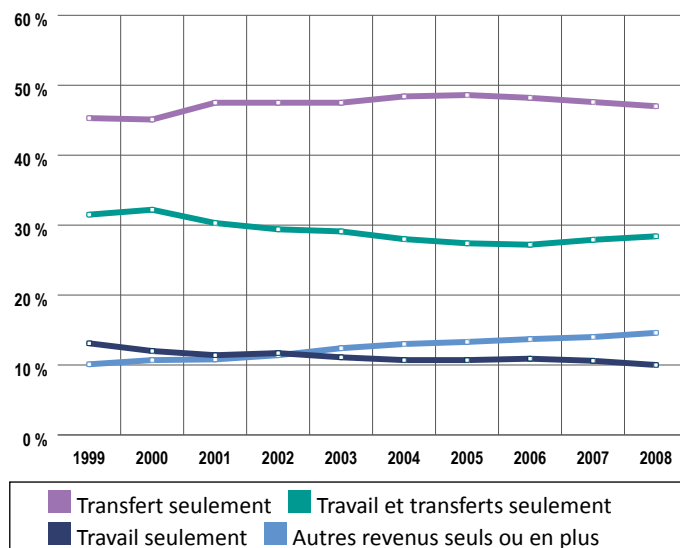
- les revenus issus ou dérivés du travail sont ceux qui dépendent d'un travail actuel (salaires, formation professionnelle) ou passé (chômage, retraites, indemnités journalières) ;
- les transferts sociaux sont le RMI, les allocations familiales, les prestations logement, les allocations pour personnes handicapées et les revenus versés par les centres communaux d'action sociale (CCAS) ;
- les revenus « autres » sont les bourses d'études, les pensions alimentaires et divers autres revenus, parmi lesquels figurent sans doute, principalement, les revenus du travail informel.

Le cumul de plusieurs types de revenus est fréquent, mais pour caractériser au mieux les choses, nous mettons à part les situations qui perçoivent des revenus « autres », seuls ou en plus des autres types.

Près de la moitié des situations rencontrées (hors celles qui n'ont aucunes ressources) vivent uniquement de transferts sociaux ; on dépasse la moitié en ajoutant celles qui perçoivent en plus des revenus « autres » (pensions alimentaires, bourses, revenus informels). Ce chiffre varie peu depuis 1999.

La part des situations percevant un revenu lié au travail, qu'il soit accompagné ou non de transferts sociaux, a quant à elle diminué jusqu'au milieu de la période et depuis, est stable. On peut trouver à cela deux explications : soit les personnes ayant un revenu lié au travail sont moins pauvres et ne sollicitent plus le Secours Catholique, soit le travail étant moins avantageux que l'inactivité, il vaut mieux y renoncer et vivre de transferts sociaux. Il arrive en effet qu'un travail à temps partiel fasse perdre les avantages automatiquement accordés aux bénéficiaires du RMI, tout en occasionnant des frais de transport et de garde d'enfants, et cela sans rapporter vraiment davantage. C'est ce mécanisme aux effets pervers que devrait corriger le RSA, mis en place au 1^{er} juin 2009.

Graphique 2. Répartition des accueillis selon le type de ressources (hors situations sans ressources)



Lecture : en 1999, 45% des situations ayant des ressources vivaient uniquement de transferts sociaux.

On remarque enfin la progression continue de la proportion de situations percevant des revenus « autres », seuls ou en plus des précédents : cette progression est surtout due aux revenus informels, c'est-à-dire issus de « petits boulots » ou de travail non déclaré. Sans sortir les personnes de la pauvreté, ces revenus complémentaires, occasionnels ou réguliers, constituent un apport non négligeable.

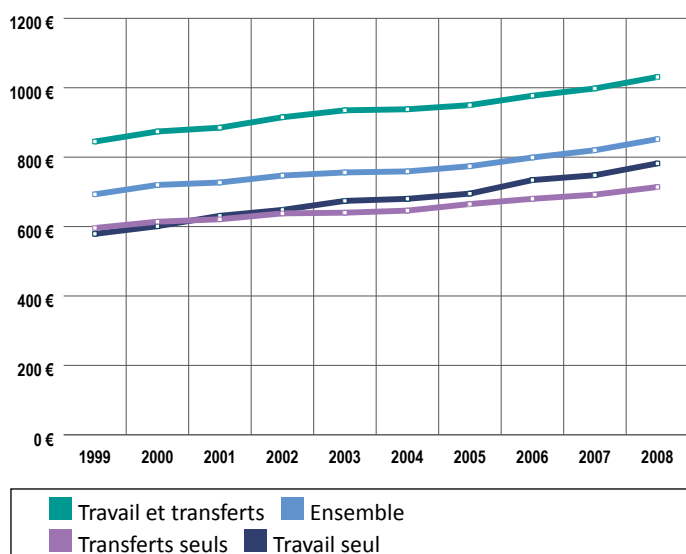
1.5.3 Les revenus liés au travail ont progressé plus vite que les revenus de transferts

Le revenu mensuel moyen de l'ensemble des personnes et familles rencontrées, hors situations sans ressources, était de 693€ (4544 F) en 1999, il est de 852€ en 2008, soit une augmentation moyenne annuelle de 2,3%¹⁶.

Si le cumul de revenus du travail et de transferts sociaux assure le revenu moyen le plus élevé, les situations qui perçoivent uniquement des revenus issus ou dérivés du travail et celles qui perçoivent uniquement des transferts sociaux se situent à des niveaux voisins. En 1999, les secondes présentaient même un léger avantage sur les premières. Depuis le début des années 2000, l'écart s'est cependant inversé et le travail prend un certain avantage. Si le RSA atteint ses objectifs, cette tendance devrait marquer une inflexion plus décisive. Une partie des bénéficiaires du RSA pourrait être en mesure de quitter les accueils du Secours Catholique.

¹⁶ Ce revenu moyen de l'ensemble des situations rencontrées est un peu inférieur aux revenus moyens des locataires du tableau 7 : les locataires sont, dans l'ensemble, moins pauvres que l'ensemble des ménages rencontrés.

Graphique 3. Évolution du revenu mensuel moyen selon l'origine des ressources



Lecture : en 1999, le revenu mensuel moyen de l'ensemble des situations rencontrées, quelle que soit l'origine des ressources, était de 693 €.

1.5.4 Le pouvoir d'achat réel des ménages pauvres diminue

L'augmentation moyenne du revenu des ménages rencontrés entre 1999 et 2008 est de 2,3 % par an. Sur la période, l'indice des prix à la consommation a augmenté en moyenne de 1,8 % par an, ce qui laisse apparaître théoriquement un gain de pouvoir d'achat de 0,5 % par an.

Mais, compte tenu de la structure particulière du budget des ménages pauvres, tout laisse à penser qu'il n'y a pas eu d'augmentation de pouvoir d'achat, bien au contraire. Nous avons déjà évoqué l'augmentation des loyers des ménages rencontrés, augmentation deux fois plus rapide que celle de l'indice des prix à la consommation. D'autre part, l'indice du prix de l'électricité, du gaz et des autres combustibles a augmenté de 9,6 % en moyenne annuelle entre 2007 et 2008¹⁷ : ces prix se sont envolés au premier semestre 2008 pour redescendre à partir de novembre, mais cela a pesé toute l'année sur les budgets des ménages et c'est certainement une des raisons de l'augmentation du nombre de situations rencontrées par le Secours Catholique en 2008. Selon une récente étude de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), les dépenses énergétiques pèsent 2,5 fois plus lourd dans le budget des ménages les plus pauvres que dans celui des plus aisés¹⁸. Selon une autre étude, dans certaines régions de France et pour une partie des ménages les plus pauvres, l'accès à l'eau potable pèse sur le budget et le prix de l'eau augmente plus vite que l'inflation¹⁹.

Autre indicateur, ponctuel mais significatif : on a relevé méthodiquement le prix de 187 articles de première nécessité (alimentation, entretien, hygiène) achetés en gros pour être proposés contre une somme modique à des personnes en difficultés dans une épicerie sociale du Secours Catholique. Ces articles sont choisis aux tarifs les plus avantageux. Ce relevé fait apparaître une augmentation du prix de cet ensemble de biens de 3,7 % en moyenne annuelle 2007/2006 et 7,0 % en moyenne annuelle 2008/2007. Cette augmentation est bien supérieure à celle de l'indice des prix

à la consommation et même à celle de l'indice des prix des produits de grande consommation²⁰ : les « premiers prix » augmenteraient ainsi beaucoup plus vite que les autres.

L'augmentation du revenu a ainsi toutes les raisons d'avoir été entièrement absorbée, et au-delà, par les augmentations de tarifs et de prix des biens de première nécessité, qui forment l'essentiel des dépenses des ménages pauvres que nous rencontrons.

1.5.5 Le niveau de vie des situations rencontrées est toujours très inférieur au seuil de pauvreté

Le niveau de vie est estimé par le revenu par unité de consommation (UC). On l'obtient en divisant l'ensemble des ressources d'un ménage par son nombre d'UC calculé de la manière suivante²¹ : le premier adulte du ménage compte pour 1, les autres adultes et enfants de plus de 14 ans comptent pour 0,5 et les enfants plus jeunes comptent pour 0,3. Le but est de tenir compte de la taille de la famille mais aussi des économies d'échelle qui peuvent être réalisées. C'est sur la base du revenu par UC qu'est calculé le seuil de pauvreté.

Le seuil de pauvreté le plus récent est celui de l'année 2007, il est égal à 908 €. Nous constatons chaque année que la proportion de situations rencontrées par le Secours Catholique dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté de l'année (et non de l'année antérieure) est de l'ordre de 94 %. En appliquant ce coefficient à l'année 2008, nous estimons le seuil de pauvreté de 2008 à 940 € (la même estimation l'an dernier nous avait conduits à estimer le seuil 2007 à 910 €).

Le revenu moyen par UC de l'ensemble des situations rencontrées en 2008 est bien inférieur au seuil de pauvreté, même à celui de l'année 2007 : il est égal à 538 €, hors situations sans ressources. Cela représente une augmentation de 3,5 % par rapport à 2007 où il était de 520 €. Si l'on ne tient compte que des personnes de nationalité française ou des étrangers ayant un statut leur donnant le droit de travailler, le niveau de vie moyen est de 554 € en 2008, en augmentation de 3,6 % par rapport au chiffre de 2007 (535 €).

Le niveau de vie varie selon le type de ménage :

Personne seule	605 €
Parent isolé	514 €
Couple sans enfant	558 €
Couple avec enfant(s)	468 €
Ensemble	538 €

Le nombre de personnes composant le foyer est déterminant et sur cette échelle, ce sont les couples avec enfant(s) qui ont le niveau de vie le plus bas et les personnes seules qui ont le niveau le moins bas. Ces chiffres se situent de toute façon très au-dessous du seuil de pauvreté.

1.5.6 Le montant des impayés progresse rapidement

Avec des revenus si faibles, il est dans une majorité de cas impossible de faire face à l'ensemble des dépenses. Mais si 71 % des personnes et familles rencontrées avaient des dettes en 1999, en 2008 elles ne sont que 62 %. Cette diminution n'a pas été continue et le minimum a été atteint en 2003 et 2004 où « seulement » 53 % des situations mentionnaient des impayés. Pour éclairer un peu cette évolution, il faut dire que l'endettement est davantage le fait des personnes moins

¹⁷ Insee, Indice des prix à la consommation, électricité, gaz et autres combustibles, ensemble.

¹⁸ www.batiactu.com

¹⁹ www.pro-environnement.com/eau/information-environnement.

²⁰ Insee, Indice des prix à la consommation, Indices mensuels de prix des produits de grande consommation - Ensembles des ménages - France métropolitaine - Grande distribution - Ensemble : +0,8 % entre 2006 et 2007, +4,7 % entre 2007 et 2008.

²¹ Echelle d'Oxford modifiée, commune aux pays d'Europe.

pauvres. Ceux qui ont les revenus les plus faibles restreignent toutes leurs dépenses et ne s'endettent pas, ou très peu.

Le montant des impayés a au contraire progressé rapidement pendant la période. Plutôt qu'au montant moyen, nous nous intéressons au montant médian²², moins sensible aux valeurs extrêmes. Si l'ensemble des dettes d'un ménage peut atteindre des valeurs très élevées, et il s'agit alors de surendettement, dans la plupart des cas rencontrés, les dettes sont de quelques centaines d'euros ; mais avec des revenus qui sont aussi de quelques centaines d'euros, leur remboursement est un vrai défi.

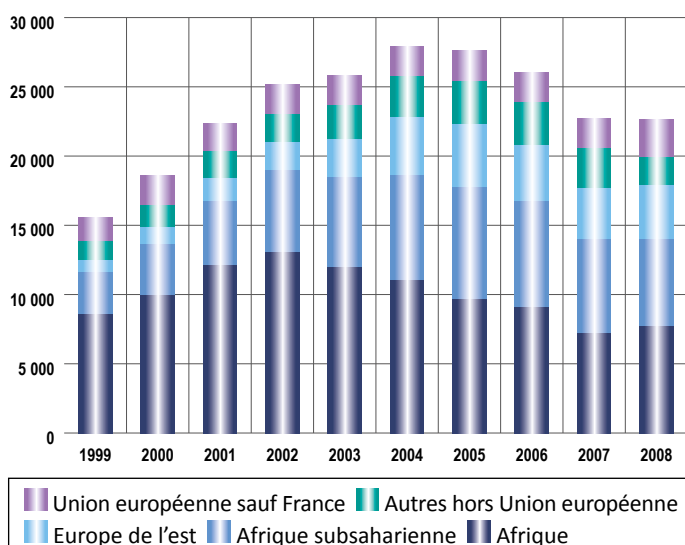
Le montant médian des impayés était de 457€ (3 000 F) en 1999, il est de 691€ en 2008, soit une augmentation moyenne de 4,7%, à comparer avec l'augmentation moyenne, au cours de la même période, du revenu des ménages rencontrés (2,3%). Le remboursement des dettes tient, avec les dépenses liées au logement et les dépenses alimentaires, une part de plus en plus importante dans le budget des ménages rencontrés. Ainsi que nous l'avons noté dans le paragraphe relatif au logement, le « reste à vivre » que nous sommes en mesure de calculer est loin de mesurer ce qu'il reste réellement à une famille pour vivre, une fois payées toutes les charges incompressibles.

1.6 Les étrangers

Nous terminons ce profil général, centré sur les grandes tendances de ces dix dernières années, par un point sur la situation des étrangers rencontrés. En 2008, ils représentent 26,7% de l'ensemble des situations (leur part est en très légère diminution par rapport à 2007).

La répartition par nationalité des étrangers rencontrés a très nettement évolué au cours de ces dix dernières années : la proportion de ressortissants de pays du Maghreb a diminué de plus du tiers, alors que celle des ressortissants de pays de l'Afrique subsaharienne et surtout de l'Europe de l'Est prenaient une part croissante. L'entrée de nouveaux pays dans l'Union européenne n'a pas bouleversé cette répartition.

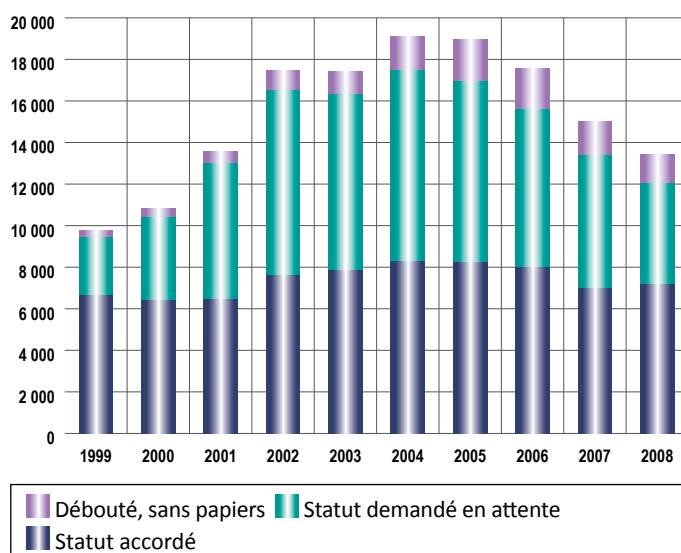
Graphique 4. Répartition des étrangers rencontrés selon leur nationalité



²² C'est la valeur telle que 50% des montants d'impayés lui sont inférieurs et 50% lui sont supérieurs.

De façon plus fine, les dix nationalités les plus représentées dans les accueils en 2008 sont, dans l'ordre, l'Algérie, le Maroc, la Russie (personnes principalement originaires, sans doute, de Tchétchénie), la Roumanie, les deux Congos, la Guinée, la Serbie (personnes principalement originaires, sans doute, du Kosovo), l'Arménie et la Tunisie. Ces dix pays rassemblent plus de 60% des étrangers rencontrés par le Secours Catholique.

Graphique 5. Répartition des étrangers rencontrés selon leur statut (hors Union européenne)



L'augmentation de la part des étrangers dans les accueils ainsi que les difficultés d'obtention de statut auxquelles ils ont été et sont encore confrontés sont clairement mises en évidence sur le **graphique 5**. Si les personnes en attente de statut sont nettement moins nombreuses en 2008, les situations sans papiers représentent aujourd'hui encore 10% des étrangers rencontrés et 2,4% de l'ensemble des situations. Et le Secours Catholique ne rencontre que les personnes sans papiers qui sont dans la plus grande précarité ; beaucoup par ailleurs vivent et travaillent sans existence légale.



2. FEMMES ET PAUVRETÉ

Dans la continuité de l'étude portant sur les enfants et les familles, qui faisait l'objet du rapport statistique sur les accueils de 2007, nous avons choisi de nous intéresser cette année aux femmes : la plupart des enfants, non seulement en France mais dans le monde, vivent avec leur mère, que celle-ci soit seule ou qu'elle vive en couple ; s'ils vivent aussi parfois avec leur père sans leur mère, c'est rarement avec leur père seul, mais le plus souvent avec l'épouse ou la compagne de celui-ci. Enfants, familles et femmes sont ainsi étroitement liés. La vie des enfants, leur bien-être ou leur mal-être, leur aisance ou leur pauvreté, dépendent des conditions de vie des femmes qui s'occupent d'eux. Réciproquement, les conditions de vie des femmes sont très liées à la présence d'enfants, à leur âge, aux possibilités de garde et de travail, etc. Mais si la présence d'un enfant au foyer génère des contraintes, elle est aussi un facteur de sociabilité, d'intégration et de solidarité, depuis les coups de mains ponctuels entre parents, voisins ou amis aux relations qui se créent à la PMI²³, à la garderie ou à l'école, en passant par les contacts avec le monde de la santé, les services liés à la protection de l'enfance, les compléments de ressources...

Les femmes sont à la fois les premiers acteurs et les premiers bénéficiaires de ces solidarités.

Bien que la vie des femmes et celle des enfants soient très imbriquées, nous ne limitons pas l'étude aux mères de famille : d'une part, les situations de pauvreté peuvent concerner des femmes qui n'ont pas d'enfant, d'autre part, les enfants ne vivent avec leur mère que pendant un temps de leur vie, mais toute la vie des femmes est conditionnée par ce passage.

Deux approches permettent d'éclairer la question des femmes en situation de pauvreté : d'une part, l'étude de ce qui caractérise et différencie les hommes et les femmes en situation de pauvreté ; d'autre part, l'analyse des formes de pauvreté propres aux femmes.

2.1 Pauvreté comparée des hommes et des femmes

Les formes de pauvreté des hommes et des femmes rencontrés au Secours Catholique se distinguent très nettement. Lorsqu'ils vivent en couple, ils partagent, bien sûr, la même façon de vivre, mais quand ils sont seuls, leurs conditions de vie sont très

²³ Protection maternelle et infantile.

différentes. Or, rappelons-le, près des trois quarts des situations rencontrées par le Secours Catholique sont des personnes seules, avec ou sans enfant(s).

2.1.1 Des hommes seuls, des mères seules, des femmes seules

Parmi les personnes et familles rencontrées, les deux groupes les plus importants et à peu près équivalents en nombre sont les hommes seuls et les mères seules. En considérant chaque couple comme formé d'un homme et d'une femme, on obtient une répartition des adultes (hors autres personnes au foyer) et non plus des ménages. À partir de ce tableau, plusieurs constats s'imposent.

Tableau 8. Répartition des hommes et des femmes rencontrés selon la forme du ménage (%)

	Effectifs		Pourcentages	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Seul	25 588	35 101	52,5	60,3
dont sans enfant	22 092	13 936	45,3	23,9
avec enfant(s)	3 496	21 165	7,2	36,4
En couple	23 136	23 136	47,5	39,7
dont sans enfant	5 376	5 376	11,0	9,2
avec enfant(s)	17 760	17 760	36,5	30,5
Ensemble	48 724	58 237	100,0	100,0
Pourcentage	45,6 %	54,4 %		

Lecture : l'échantillon de situations étudiées comporte 25 588 hommes seuls et 35 101 femmes seules.

2.1.1.1 Les femmes sont plus touchées que les hommes par la pauvreté

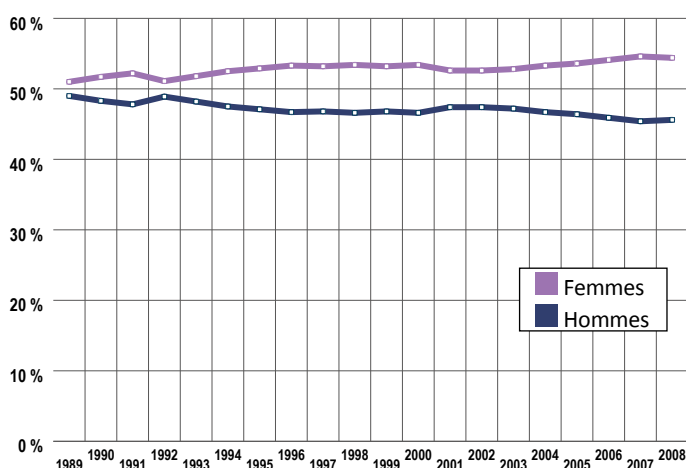
Dans l'ensemble de la population française²⁴, les femmes sont plus nombreuses que les hommes : en 2007, parmi les personnes âgées de 20 ans et plus, 52,5% sont des femmes et 47,5% sont des hommes. À la naissance, les garçons sont plus nombreux que les filles et, jusqu'à 35 ans, les hommes sont majoritaires. Mais les femmes, qui ont une espérance de vie à la naissance plus longue que celle des hommes, sont nettement plus nombreuses aux âges élevés.

Comparée à la répartition nationale, la répartition hommes/femmes de la population rencontrée par le Secours Catholique présente une proportion de femmes plus élevée (54,4% contre 52,5% dans l'ensemble de la population), c'est l'indice d'une fragilité plus grande. Effectivement, selon l'Insee, le taux de pauvreté des femmes était en 2007 de 14,0% alors que celui des hommes n'était que de 12,8%²⁵.

2.1.1.2 La pauvreté se féminise

En 2008, les femmes représentent 54,4% des adultes rencontrés ; en 1989, première année pour laquelle nous possédons des chiffres conséquents, 51,0% des adultes rencontrés étaient des femmes ; vingt ans après, leur part a donc augmenté de 3,4 points. L'évolution est lente mais s'est accentuée ces dernières années. Les femmes sont plus fragiles que les hommes et cette fragilité s'accroît.

Graphique 6. Évolution de la répartition hommes/femmes dans les accueils du Secours Catholique



La fragilité, aussi bien des hommes que des femmes, tient pour beaucoup à l'isolement, et celui-ci augmente dans la société française.

2.1.1.3 De plus en plus de personnes, et de femmes en particulier, vivent seules

Dans le recensement de 1999, 12% des hommes et 18% des femmes vivaient seuls, sans conjoint ni enfant ; en 2005, soit six ans plus tard, 13% des hommes et 19% des femmes vivent seuls. Le taux de pauvreté des personnes seules est en 2007 de 17,4% contre 13,4% pour l'ensemble de la population française²⁶, ce qui indique bien la fragilité des personnes seules.

Les situations rencontrées par le Secours Catholique confirment pleinement cette fragilité : 45,3% des hommes rencontrés et 23,9% des femmes vivent seuls, sans conjoint ni enfant. Les hommes seuls sont ainsi en proportion 3,5 fois plus élevée dans les accueils que dans l'ensemble de la population ; l'écart est beaucoup moins important pour les femmes. Lorsqu'ils vivent seuls, les hommes sont ainsi beaucoup plus exposés à la pauvreté que les femmes.

2.1.1.4 L'absence de conjoint expose fortement à la pauvreté

Vivre seul représente une fragilité, mais c'est surtout l'absence de conjoint qui est fragilisante : avec ou sans enfant(s), les personnes sans conjoint sont particulièrement exposées à la pauvreté et c'est une situation qui se répand.

De 65% d'accueillis sans conjoint en 1989, on passe à 72% en 2008 (personnes seules, avec ou sans enfant). Et cet isolement augmente surtout chez les femmes : durant les vingt dernières années, la proportion d'hommes sans conjointe a augmenté de 5 points (de 47,5% à 52,5%), alors que celle des femmes sans conjoint a augmenté de plus de 10 points (de 49,5% à 60,3%). En 2008, un peu plus de la moitié des hommes rencontrés vivent seuls, les autres en couple ; mais six femmes sur dix vivent seules et quatre seulement en couple.

Avec ou sans enfant(s), les femmes seules sont effectivement de plus en plus nombreuses dans la population française. Si dans le passé, la monoparentalité était le plus souvent due au décès précoce de l'un des parents, c'est aujourd'hui, en général, le résultat d'une séparation du couple. L'enquête Étude de

²⁴ Recensement de la population, Insee

²⁵ Voir en annexe les taux de pauvreté calculés par l'Insee (tableau 21).

²⁶ Voir tableau 20 en annexe.

l'histoire familiale, menée par l'Insee en 1999, montre aussi qu'après une rupture d'union, la moitié environ des hommes se remettent en couple, contre un tiers seulement des femmes. Enfin, les femmes vieillissent souvent seules, du fait de leur espérance de vie plus longue que celle des hommes.

Cette particulière fragilité des femmes et des mères seules n'est pas nouvelle : depuis toujours, « la veuve et l'orphelin » sont les personnes les plus menacées par la misère et celles à qui la société doit témoigner la plus grande solidarité. Aujourd'hui, il s'agit plus souvent de séparation que de veuvage et, par ailleurs, le développement de l'activité professionnelle des femmes les rend moins impuissantes sur le plan économique. Force est de constater qu'elles restent cependant spécialement exposées.

2.1.1.5 La monoparentalité augmente et se précarise

Dans l'ensemble de la population française, le nombre de familles monoparentales a été multiplié par 2,5 depuis quarante ans ; elles représentent aujourd'hui environ 9% des ménages. Toujours selon l'Insee, le taux de pauvreté des familles monoparentales est de 32,4% et il atteint 64,4% pour les mères seules sans activité professionnelle, qui sont ainsi, de loin, les plus menacées par la pauvreté²⁷.

Les situations rencontrées par le Secours Catholique confirment amplement cette fragilité et son évolution : la proportion de parents isolés est passée de 22,8% en 1989 à 29,4% en 2008 ; leur part est donc aujourd'hui 3,4 fois plus élevée dans la population rencontrée que dans l'ensemble de la population française. Si la monoparentalité est très largement féminine, il faut noter que la monoparentalité masculine a progressé ces dernières années de façon significative, aussi bien au Secours Catholique que dans l'ensemble de la population. L'augmentation dans les accueils de la proportion de parents isolés s'est accompagnée d'une diminution de celle des parents vivant en couple, si bien que globalement, les familles avec enfant(s) représentent toujours la moitié des situations rencontrées, sans véritable changement. La pauvreté des familles, qui était souvent celle des familles nombreuses, a changé de forme mais non de volume.

Si l'isolement est un facteur majeur de pauvreté qui touche particulièrement les femmes, la présence d'enfants est une circonstance à la fois aggravante et atténuante de leur situation.

2.1.2 Les enfants sont une limite aux possibilités et aux conditions d'activité professionnelle des femmes

Il est impossible de parler de la situation des femmes sans parler de la façon dont elle est conditionnée par les enfants, y compris après leur départ du foyer. Malgré l'évolution de la société et la place croissante des pères dans la famille, ce sont encore très largement les mères qui assument l'éducation des enfants.

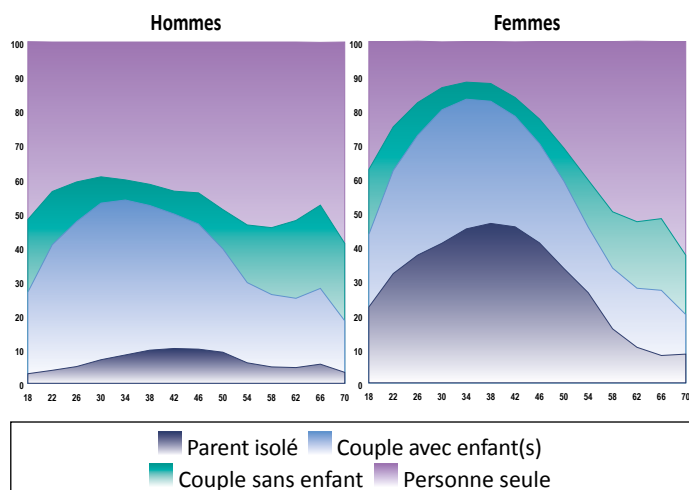
2.1.2.1 Les enfants vivent presque toujours avec une femme, qu'elle soit ou non leur mère

En 2008, 92% des enfants connus du Secours Catholique vivent dans une famille où se trouve une femme, que celle-ci soit ou non leur mère, qu'elle ait ou non un conjoint.

La forme des ménages varie avec l'âge, mais la « parentalité »

concerne toujours beaucoup plus les femmes que les hommes : vers 35 ans, l'âge où un maximum de ménages ont des enfants, 83% des femmes rencontrées vivent avec des enfants, contre 53% des hommes.

Graphique 7. Répartition des hommes et des femmes rencontrés selon l'âge et le type de ménage (%)



Lecture : parmi les hommes de 18 à 21 ans rencontrés en 2008 par le Secours Catholique, 3% sont des pères seuls, 24% vivent en couple avec un ou plusieurs enfants, 21% vivent en couple sans enfant et 52% vivent seuls.

La situation des femmes, beaucoup plus que celle des hommes, est donc conditionnée par la présence d'enfants.

2.1.2.2 Malgré une progression rapide, l'activité professionnelle des femmes reste inférieure à celle des hommes

Selon les dernières enquêtes de recensement de la population française, le taux d'activité²⁸ des hommes est de 76,9% en 2006, soit 1,3 point de plus qu'en 1999, alors que celui des femmes est de 67,4%, soit 3,9 points de plus qu'en 1999 : leur taux d'activité est plus faible que celui des hommes, mais en augmentation soutenue.

Chez les personnes rencontrées par le Secours Catholique en 2008, 60,2% des hommes et 53,5% des femmes sont actifs alors qu'en 1999, ils étaient respectivement 67,2% et 56,5%. Cela appelle trois remarques :

- L'activité professionnelle est plus réduite chez les personnes accueillies, aussi bien les hommes que les femmes ; l'inactivité est évidemment un facteur de risque de pauvreté.
- L'activité professionnelle féminine a fortement progressé ces dernières années dans l'ensemble de la population française, en même temps que les séparations de couples et la monoparentalité devenaient de plus en plus fréquentes, et ce n'est probablement pas sans lien. L'accès de plus en plus important des femmes à l'emploi a certainement permis à un grand nombre d'entre elles d'envisager une vie autonome en cas de séparation et si, d'après les caractéristiques des personnes rencontrées au Secours Catholique, les femmes et les mères seules ont un risque de pauvreté élevé, ce n'est pas une fatalité.

²⁷ Voir tableau 20 en annexe.

²⁸ Sont considérées comme professionnellement actives les personnes qui ont un emploi ou sont en recherche d'emploi.

- Alors qu'elle augmente dans l'ensemble de la population, l'activité professionnelle diminue chez les personnes rencontrées : de 7 points chez les hommes et de 3 chez les femmes : le travail protégerait-il mieux aujourd'hui de la pauvreté ? La comparaison entre les revenus issus du travail et les revenus des transferts sociaux montre que la différence était faible il y a dix ans et qu'elle a depuis nettement progressé. Les personnes rencontrées par le Secours Catholique sont parmi les plus pauvres, et ceux que l'on appelle « travailleurs pauvres » sont souvent moins pauvres que les personnes reçues.

2.1.2.3 Vivre en couple facilite l'activité professionnelle

Dans le domaine professionnel, la situation des ménages est radicalement différente selon qu'il s'agit de couples ou de personnes seules. Lorsque les deux adultes d'un couple ont un emploi, il est très rare qu'ils aient recours au Secours Catholique et ils sont très peu représentés dans notre échantillon. Nous rencontrons essentiellement des ménages avec un seul, et le plus souvent aucun emploi. Pour pouvoir comparer la situation des couples et celles des personnes seules, on combine les situations professionnelles : « l'un au moins des adultes travaille en CDI à plein temps », s'il s'agit d'un foyer monoparental, signifie que c'est la situation de l'unique adulte ; s'il s'agit d'un couple, cela sous-entend que l'autre adulte peut se trouver dans n'importe quelle situation professionnelle, y compris l'inactivité. Les cinq modalités sont ordonnées par rapport à l'intensité de l'activité professionnelle et donc le CDI à plein temps passe avant l'emploi à temps partiel et l'inactivité vient en dernier. Cette photographie instantanée des situations professionnelles ne rend pas compte des difficultés dues à un changement de situation, nous aurons l'occasion d'évoquer ce problème dans l'analyse des types de pauvreté.

Dans 70% des couples rencontrés, l'un au moins des adultes est professionnellement actif ; lorsqu'il s'agit de ménages d'un seul adulte (homme ou femme, avec ou sans enfant(s)), ils sont moins de 60%, les hommes un peu plus souvent que les femmes.

Tableau 9. Répartition des situations rencontrées selon la situation professionnelle combinée (%)

	Hommes seuls	Femmes seules	Couples
Au moins un CDI plein temps	3,1	3,8	12,3
Au moins un emploi autre ou formation	11,9	16,0	19,6
Au moins un chômeur indemnisé	14,3	12,0	15,9
Au moins un recherche d'emploi non indemnisée	28,3	21,8	22,1
Au moins un actif	57,7	53,6	69,9
Pas d'activité professionnelle	42,3	46,4	30,1
Total	100,0	100,0	100,0

Lecture : 3,1% des hommes seuls rencontrés par le Secours Catholique et 3,8% des femmes seules travaillent en CDI à plein temps ; dans 12,3% des couples rencontrés, l'un des deux adultes travaille en CDI à plein temps.

Les actifs sont ceux qui ont effectivement un emploi ou qui en cherchent un ; mais parmi les demandeurs d'emploi, il existe deux situations très différentes. Certains sont au chômage indemnisé, ce qui signifie qu'ils ont déjà travaillé et qu'ils

ont perdu leur emploi depuis peu de temps, ils sont donc relativement proches de l'emploi. À l'inverse, ceux qui sont en recherche d'emploi non indemnisée sont ceux qui n'ont jamais travaillé ou qui ont travaillé il y a trop longtemps pour être encore indemnisés, ils sont éloignés de l'emploi.

Les couples sont globalement plus proches de l'emploi que les personnes seules, ils ont une chance double que l'un des deux adultes soit dans cette situation. Les personnes seules, hommes ou femmes, en sont plus éloignées : 70,6% des hommes seuls et 68,2% des femmes seules sont soit inactifs soit en recherche d'emploi non indemnisée, ce qui ne diffère que par l'intention manifestée par la personne. À ce niveau de comparaison, ce n'est pas le genre qui fait la différence entre les ménages, mais la forme du ménage. Les différences les plus importantes entre hommes et femmes, en laissant de côté les couples, se situent dans leurs formes d'emploi et d'inactivité.

2.1.2.4 Plus de « travailleurs pauvres » parmi les femmes rencontrées que parmi les hommes

Globalement, et en s'en tenant aux personnes sans conjoint, les femmes rencontrées par le Secours Catholique ont nettement plus souvent un emploi que les hommes, et les « travailleurs pauvres » sont dans bien des cas des « travailleuses pauvres ». Les différences ne se situent pas sur les emplois à plein temps : CDI ou CDD sont un peu plus souvent le fait des femmes que des hommes, mais l'écart est peu important. Sur le travail intérimaire ou saisonnier et surtout sur l'emploi à temps partiel, les différences sont au contraire marquées.

Tableau 10. Répartition des hommes et des femmes seuls selon le type d'emploi (%)

	Hommes seuls	Femmes seules
CDI plein temps	3,2	3,9
CDD plein temps	1,2	1,5
Intérim, saisonnier	3,7	2,0
Temps partiel	2,5	7,6
Emplois aidés	1,0	1,1
À son compte	0,4	0,3
Travail autre ou informel	1,3	1,4
Formation professionnelle	1,9	2,1
Ensemble emploi	15,2	19,9

Lecture : dans l'ensemble, 15,2% des hommes seuls rencontrés par le Secours Catholique ont un emploi ou suivent une formation professionnelle, contre 19,9% des femmes seules rencontrées.

Les femmes sont proportionnellement trois fois plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel. Subi ou choisi, ce travail répond souvent au besoin de concilier vie familiale et professionnelle, et la présence d'enfants au foyer est déterminante. L'intérim au contraire est presque deux fois plus souvent le fait des hommes.

Temps partiel régulier pour les femmes, alternance de périodes d'emploi à plein temps et de chômage pour les hommes sont ainsi caractéristiques. Cette répartition n'est pas propre aux accueillis du Secours Catholique : dans l'ensemble de la population française, 70% des intérimaires sont des hommes et 82% des personnes travaillant

à temps partiel sont des femmes²⁹. Il en découle deux formes de pauvreté : l'insuffisance chronique de ressources est souvent le lot des femmes, l'instabilité et l'insécurité, celui des hommes.

2.1.2.5 La recherche d'emploi : un désir de changement plus présent chez les hommes que chez les femmes

Si les femmes que nous rencontrons sont plus souvent employées que les hommes, ces derniers sont plus souvent en recherche d'emploi, avec des indemnités de chômage dans un cas sur trois seulement.

Tableau 11. Répartition des hommes et des femmes seuls en recherche d'emploi (%)

	Hommes seuls	Femmes seules
Chômage indemnisé ou attente	14,6	11,9
Chômage sans droits reconnus	28,2	21,8
Ensemble recherche d'emploi	42,8	33,7

Lecture : 42,8% des hommes seuls rencontrés par le Secours Catholique sont en recherche d'emploi, contre 33,7% des femmes seules.

Pour caractériser à l'extrême la différence, on peut dire que, pour les femmes, le choix est de travailler ou non : soit elles ont effectivement un emploi, soit elles n'en cherchent pas. Pour une grande partie d'entre elles, la décision e choix est prise et le désir de changement de situation, manifesté par la recherche d'emploi, est moins présent que chez les hommes. En revanche, les hommes seuls qui ont recours au Secours Catholique sont nettement plus souvent des personnes qui voudraient travailler et ne trouvent pas d'emploi.

2.1.2.6 L'inactivité des femmes est liée aux enfants, celle des hommes relève plus souvent de la grande exclusion

Quant à l'inactivité professionnelle, elle est globalement un peu plus souvent le fait des femmes, mais les différences entre les formes d'inactivité des hommes et des femmes sont importantes.

Tableau 12. Répartition des hommes et des femmes seuls selon le type d'inactivité professionnelle (%)

	Hommes seuls	Femmes seules
Etudiant	2,6	1,5
Inaptitude santé	12,4	11,8
Retraite, préretraite	5,2	5,6
Au foyer	1,5	14,6
Sans droit au travail	8,7	5,0
Autre sans emploi	11,6	7,9
Ensemble des inactifs	42,0	46,4

Lecture : 42,0% des hommes seuls rencontrés sont professionnellement inactifs, contre 46,4% des femmes seules

L'âge et l'invalidité touchent hommes et femmes dans des proportions équivalentes. La différence la plus importante entre les hommes et les femmes est liée à la présence d'enfants : l'inactivité « au foyer » est caractéristique des femmes, alors qu'elle est presque inexistante chez les hommes. Les formes d'inactivité

les plus propres aux hommes relèvent quant à elles de la grande exclusion : absence de droit au travail des étrangers en attente de statut ou sans papiers et inactivité « autre », qui est souvent celle des personnes à la rue. Il y a par ailleurs davantage d'étudiants parmi les hommes seuls (en particulier des étudiants étrangers).

Les difficultés des hommes seuls sont très liées au manque d'emploi, alors que celles des femmes seules ont beaucoup à voir avec la présence d'enfants, qui conditionne à la fois l'accès à l'emploi et les formes d'emploi.

Sur le plan de l'activité professionnelle des femmes, les enfants pèsent donc négativement, dans le sens de l'inactivité ou d'un emploi à temps partiel. Mais dans d'autres domaines, celui du logement en particulier, la présence d'enfants joue au contraire un rôle positif.

2.1.3 Les enfants sont des vecteurs d'intégration, de sociabilité et de solidarité et une source de mobilisation pour leurs parents

Par le biais de leurs enfants, les femmes sont en contact régulier avec le monde de la santé et celui de l'école, avec les administrations locales, les services sociaux mais aussi le monde du sport ou de la culture. Les enfants sont en outre un moyen particulièrement facile d'entrer en contact avec d'autres parents. Ils représentent donc une fenêtre ouverte sur le monde extérieur et, si elle est en mesure de la saisir, une chance pour leur mère de sortir de l'isolement. Les enfants sont aussi un puissant moteur de mobilisation pour leurs parents. Enfin, les services sociaux sont particulièrement attentifs aux familles avec enfant(s) et aux conditions de vie des enfants.

2.1.3.1 Les services sociaux sont particulièrement présents auprès des femmes et des enfants.

Les deux tiers des ménages rencontrés chaque année par le Secours Catholique sont des nouveaux contacts, avec quelques différences : les mères seules et les couples avec enfant(s) sont un peu plus nombreux à revenir d'une année sur l'autre, alors que les personnes seules et les couples sans enfant viennent de façon plus ponctuelle dans les accueils.

La façon dont les nouveaux contacts se présentent est révélatrice : les situations les plus souvent orientées par les services sociaux sont les femmes seules, avec ou sans enfant(s), et les couples avec enfant(s) : là où il a des enfants et/ou des femmes, l'aide se met en place plus facilement ; elle est peut-être aussi plus sollicitée par les intéressées. La proportion nettement plus faible d'hommes seuls, avec ou sans enfant(s), orientés par les travailleurs sociaux laisse penser qu'il y a plus de distance entre les services sociaux et les hommes seuls qu'entre ces mêmes services sociaux et les femmes ou les couples ; ils semblent moins se connaître.

Tableau 13. Origine des nouveaux contacts (%)

	Initiative individuelle	Services sociaux
Mères isolées	15,8	78,9
Femmes seules	18,7	75,6
Couples avec enfant(s)	22,4	72,4
Couples sans enfant	22,7	71,3
Hommes seuls	33,8	60,0
Pères isolés	46,1	50,1

Lecture : 15,8% des mères isolées venant pour la première fois au Secours Catholique se présentent de leur propre initiative, alors que 78,9% sont adressées par les services sociaux.

²⁹ Insee, Femmes et hommes. Regards sur la parité, édition 2008, fiche 5.2, statut et temps de travail.

L'aide des services sociaux consiste non seulement à diriger les personnes vers les associations, mais aussi, en premier lieu, à faire accéder les personnes à leurs droits et d'abord à un logement adapté à leurs ressources.

2.1.3.2 Logement stable pour les femmes et les enfants, logement précaire pour les hommes seuls

À l'évidence, la précarité du logement concerne avant tout les hommes seuls. Là où il y a des enfants et/ou des femmes, le logement stable est de très loin le plus fréquent. Il n'y a aucune différence entre les femmes seules et celles qui vivent en couple.

Tableau 14. Répartition par type de logement (%)

		Logement stable	Logement précaire
Personnes seules	Hommes	60,0	40,0
	sans enfant	56,7	43,3
	avec enfant(s)	80,9	19,1
	Femmes	84,1	15,9
	sans enfant	78,8	21,2
	avec enfant(s)	87,6	12,4
Couples		84,2	15,8
	sans enfant	80,3	19,7
	avec enfant(s)	85,3	14,7

Lecture : 60% des hommes seuls, avec ou sans enfant(s), vivent en logement stable contre 84,1% des femmes seules, avec ou sans enfant(s).

La présence d'enfants fait une grande part de la différence, puisque les hommes seuls avec enfant(s) sont pour 80,9% en logement stable. Mais le sexe joue aussi un rôle : les femmes seules sans enfant vivent beaucoup plus souvent en logement stable que les hommes seuls sans enfant.

2.1.3.3 Les mères isolées sont prioritaires dans le parc social

La proportion de locataires du parc social, là où il y a des enfants, est très supérieure à ce qu'elle est pour les personnes isolées ou les ménages sans enfant. Et c'est pour les mères seules qu'elle est la plus importante. C'est sans doute un indice de l'action sociale, qui s'exerce d'autant plus que des enfants sont en cause. Les plus mal lotis de ce point de vue sont encore les hommes seuls sans enfant.

Tableau 15. Proportion de locataires du parc social (%)

Sans enfant	Hommes seuls	21,9
	Femmes seules	36,9
	Couples	35,3
Avec enfant(s)	Pères isolés	45,6
	Mères isolées	51,9
	Couples	47,1

Lecture : 21,9% des hommes seuls rencontrés par le Secours Catholique sont locataires du parc social.

2.1.3.4 Peu de femmes sans domicile, mais beaucoup hébergées par des proches

Parmi les situations vivant en logements précaires, deux sont caractéristiques de la différence entre les hommes et les femmes : l'absence de domicile et l'hébergement par des proches.

Tableau 16. Proportion de situations en logement précaire (%)

		Famille, amis	Centre d'hébergement, squat ou rue
Sans enfant	Hommes seuls	13,0	26,8
	Femmes seules	10,8	7,4
	Couples	7,2	8,3
Avec enfant(s)	Pères isolés	8,8	6,9
	Mères isolées	6,2	3,0
	Couples	4,1	5,0

Lecture : 13,0% des hommes seuls rencontrés par le Secours Catholique sont hébergés par des proches.

La plupart des personnes sans domicile sont des hommes seuls. Les couples quant à eux sont un peu plus souvent sans domicile qu'hébergés chez des proches. Quant aux femmes seules, surtout si elles ont des enfants, elles sont plus souvent chez des proches, famille ou amis, que sans domicile. La rue est évidemment dangereuse pour les femmes, mais peut-être aussi ont-elles beaucoup plus de mal à vivre sans même un semblant de toit, de foyer ou de « coin à soi ». L'hospitalité à l'égard d'une jeune femme s'exerce peut-être aussi plus facilement – et d'autant plus si elle a un enfant – qu'à l'égard d'un homme seul ou d'un couple.

Un autre facteur explique la plus grande précarité des hommes seuls : la plus forte proportion d'étrangers parmi eux, à la fois dans les accueils du Secours Catholique et dans l'ensemble de la population française. Même si depuis 1975, la population immigrée se féminise, elle a toujours comporté une majorité d'hommes³⁰. Les personnes étrangères en attente de statut ou sans papiers que le Secours Catholique rencontre sont beaucoup plus souvent des hommes que des femmes, et bien souvent des hommes seuls.

2.1.4 Ressources régulières et faibles pour les femmes, irrégulières pour les hommes

Le tableau 17 détaille, par type de ménage, les ressources effectivement perçues au moment où les personnes rencontrent le Secours Catholique. Les ressources sont regroupées par type³¹. Aux revenus du travail ou aux transferts sociaux peuvent s'ajouter des revenus autres. Dans ce cas, nous comptons ces situations à part (« autres en plus »). La présence ou l'absence d'enfant(s) est déterminante.

³⁰ Insee, Femmes et hommes - Regards sur la parité, édition 2008, Fiche 1.5, « Les immigrés ».

³¹ Revenus issus ou dérivés du travail : salaires, indemnités chômage ou maladie, retraites. Transferts sociaux : RMI, allocations familiales, allocations logement, allocations pour personnes handicapées, CCAS. Autres : pensions alimentaires, bourses, revenus du travail informel pour autant qu'il soit indiqué.

Tableau 17. Types de ressources selon le type de ménage (%)

		Aucunes ressources	Travail seul	Transferts seuls	Travail et transferts	Autres en plus	TOTAL
Personnes seules	Hommes	28,1	11,0	39,6	15,6	5,7	100,0
	sans enfant	30,8	11,1	39,0	14,4	4,7	100,0
	avec enfant(s)	11,7	10,8	43,3	22,5	11,7	100,0
	Femmes	10,6	6,7	42,0	22,7	18,0	100,0
	sans enfant	16,0	12,6	36,0	27,8	7,6	100,0
	avec enfant(s)	7,2	3,1	45,6	19,6	24,5	100,0
Couples		6,7	8,9	7,9	33,8	32,7	100,0
	sans enfant	14,3	17,8	29,9	31,1	6,9	100,0
	avec enfant(s)	8,2	5,7	38,3	36,3	11,5	100,0

Lecture : 28,1 % des hommes seuls rencontrés par le Secours Catholique sont sans ressources au moment de leur rencontre.

2.1.4.1 Les hommes seuls sont près de trois fois plus souvent sans ressources que les femmes

28,1% des hommes seuls rencontrés sont sans ressources, soit près de trois fois plus que parmi les femmes et les couples. Cette proportion dépasse 30% pour les hommes seuls sans enfant. L'absence de ressources est nettement plus rare dès que des enfants vivent au foyer.

Elle peut être due à une absence de droits, quand il s'agit d'étrangers sans statut ou de jeunes de moins de 25 ans. Pour les autres, elle est surtout due à une rupture de perception de ressources. Ainsi, le travail intérimaire et saisonnier, qui est surtout le fait des hommes, occasionne des ruptures en chaîne : entre deux périodes d'embauche, la perception d'indemnités de chômage peut se faire attendre, et le RMI n'arrive qu'après une période de latence.

2.1.4.2 42% des femmes seules vivent uniquement de transferts sociaux

Si les hommes seuls sont les plus nombreux à être sans ressources, les femmes seules sont celles qui vivent le plus souvent uniquement de transferts sociaux, et lorsqu'elles ont des enfants, la proportion dépasse 60% d'entre elles – en ajoutant celles qui perçoivent en plus une pension alimentaire (« autres en plus »). Les allocations familiales sont les ressources les plus répandues et concernent la majorité des familles avec enfants. Le RMI s'adresse aux plus de 25 ans et les allocations logement ou pour personnes handicapées traversent toutes les catégories de ménages. Les couples avec enfant(s) sont les plus nombreux à percevoir à la fois des revenus issus du travail et des transferts sociaux.

2.1.4.3 Les femmes ont en moyenne des ressources plus élevées que les hommes, mais un niveau de vie plus faible

En ne tenant compte que des personnes qui ont des ressources, le revenu moyen des personnes et familles rencontrées est détaillé dans le **tableau 18**. Les familles avec enfant(s) ont des

revenus plus élevés que les ménages sans enfant, qu'il s'agisse de personnes seules ou de couples : les allocations familiales en particulier viennent s'ajouter aux autres revenus.

Tableau 18. Revenu mensuel moyen et revenu mensuel moyen par UC selon le type de ménage

		Revenu mensuel moyen	Revenu par UC moyen ³²
Personnes seules	Hommes	668 €	563 €
	sans enfant	593 €	583 €
	avec enfant(s)	810 €	479 €
	Femmes	633 €	559 €
	sans enfant	646 €	630 €
	avec enfant(s)	910 €	520 €
Couples		1 072 €	488 €
	sans enfant	853 €	558 €
	avec enfant(s)	1 132 €	469 €

Lecture : le revenu mensuel moyen des hommes seuls rencontrés est de 668 €, 593 € s'ils n'ont pas d'enfant et 810 € s'ils en ont.

Mais lorsqu'on calcule le revenu moyen par UC, qui rend mieux compte du niveau de vie et est comparable au seuil de pauvreté, on constate que ces compléments de revenus ne suffisent pas à rétablir l'équilibre avec les ménages sans enfant : le niveau de vie des familles avec enfant(s) est sensiblement plus faible que celui des personnes seules ou des couples sans enfant. Il faut noter aussi que, avec ou sans enfant(s), les hommes seuls ont toujours un niveau de vie inférieur à celui des femmes seules : cela suggère que, dans l'ensemble, les hommes accèdent moins bien à l'ensemble de leurs droits que les femmes et que le non-recours est chez eux plus courant ; la plus grande mobilisation des services sociaux auprès des femmes, notée dans les paragraphes précédents, est sans doute en cause.

2.2 Les formes de pauvreté des femmes

Les résultats présentés ici proviennent de l'analyse multicritère effectuée sur 41640 femmes rencontrées au cours de l'année 2008 par le Secours Catholique. Nous nous en tenons aux femmes de nationalité française car les types de pauvreté qui émergent de l'analyse sont plus clairs. Nous situerons ensuite les femmes étrangères par rapport à ces types.

Ce qui différencie le plus les femmes entre elles, c'est la présence d'enfants au foyer : deux groupes apparaissent absolument distincts selon qu'elles ont ou non des enfants et nous les distinguons d'emblée. Le groupe des femmes sans enfant se décompose ensuite nettement selon l'âge et le niveau de revenu, qui vont de pair ; dans le groupe des femmes avec enfant(s), l'âge, la forme de la famille et la situation professionnelle sont les facteurs décisifs.

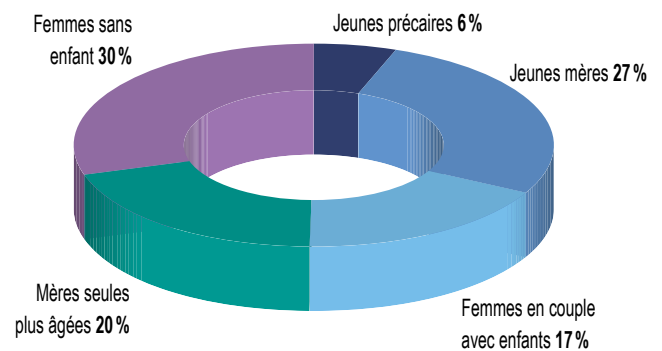
Cinq types majeurs de femmes en difficultés peuvent ainsi être définis : chaque type n'est pas parfaitement homogène, et toutes les femmes d'un groupe ne réunissent pas l'ensemble des caractéristiques, mais chaque groupe s'organise autour d'un « noyau central » dont les individus se rapprochent suffisamment pour être rattachés à un groupe plutôt qu'à un autre. Par exemple, le groupe « jeunes précaires » a pour caractéristiques principales la jeunesse, l'absence d'enfant et la très grande précarité ; mais on y trouvera aussi des femmes plus âgées, sans enfant et très précaires. Le choix de retenir cinq groupes répond au désir de ne pas multiplier à l'excès les types, en cherchant une homogénéité parfaite qui n'existe pas. Cette typologie est déjà très significative et permet de caractériser

des situations très fréquentes. Le rapprochement avec les résultats des deux enquêtes menées en 2005 et 2006 auprès d'accueillis (enquête Isolement et enquête Enfance Familles, dont les résultats ont fait l'objet des rapports sur les accueils 2005 et 2007) permet d'enrichir les constats.

Avec les réserves exprimées ci-dessus sur l'homogénéité des types, nous les caractérisons comme suit :

- les jeunes précaires ;
- les jeunes mères ;
- les femmes en couple avec enfant(s) ;
- les mères seules plus âgées ;
- les femmes sans enfant.

Graphique 8. Répartition des types de pauvreté féminine



L'ensemble des chiffres qui soutiennent l'analyse sont rassemblés dans le tableau 19 : les cases mauves soulignent des valeurs supérieures à la moyenne caractéristiques d'un type, les cases bleues des valeurs inférieures.

Tableau 19. Données relatives aux caractéristiques des 5 types de pauvreté féminine (%)

5 types de pauvreté féminine		Jeunes précaires	Jeunes mères	Femme en couple avec enfant(s)	Mères seules plus âgées	Femmes sans enfant
Âge	Moins de 25 ans	53,5	17,6	5,4	0,1	7,9
	De 25 à moins de 40 ans	26,0	65,0	57,0	14,5	24,5
	De 40 à moins de 50 ans	11,0	15,9	30,6	47,3	20,2
	De 50 à moins de 60 ans	6,4	1,3	6,4	32,1	29,3
	60 ans et plus	3,1	0,1	0,5	6,1	18,1
Type de ménage	Femme seule	72,3	65,7	29,0	77,3	74,1
	En couple	27,7	34,3	71,0	22,7	25,9
Nombre d'enfant(s)	Aucun	100,0				100,0
	1		34,3	30,6	49,2	
	2		31,3	33,0	30,6	
	3		19,0	21,3	13,2	
	4 et plus		15,4	15,2	7,1	
Âge du plus jeune enfant	Moins de 3 ans		42,3	28,2	0,9	
	De 3 à moins de 6 ans		31,0	24,3	3,1	
	De 6 à moins de 11 ans		20,9	28,9	18,2	
	De 11 à moins de 18 ans		5,2	15,9	45,1	
	18 ans et plus		0,5	2,7	32,6	
Lieu de vie	Milieu urbain	91,4	86,4	75,0	85,7	82,4
	Milieu rural	8,6	13,6	25,0	14,3	17,6

5 types de pauvreté féminine		Jeunes précaires	Jeunes mères	Femme en couple avec enfant(s)	Mères seules plus âgées	Femmes sans enfant
Logement	Location HLM	7,4	47,0	47,9	65,4	45,7
	Hébergement collectif	9,8	1,7	0,5	0,4	1,7
	Location privée	17,0	35,9	41,2	22,9	40,7
	Propriétaire	1,2	0,8	9,4	8,1	7,2
	Ensemble stable	35,4	85,5	99,0	96,8	95,2
	Hôtel, pension, garni	2,9	1,1	0,1	0,2	0,9
	Caravane, péniche	3,4	4,8	0,3	1,6	1,4
	Famille, amis	32,2	6,5	0,5	1,2	2,0
	Centre d'hébergement	13,3	1,5	0,1	0,2	0,5
	Abri de fortune, rue	12,9	0,6		0,1	0,1
	Ensemble précaire	64,6	14,5	1,0	3,2	4,8
Dans ce logement depuis	Moins de 6 mois	67,5	29,7	14,1	7,7	19,2
	De 6 mois à moins d'un an	10,9	13,8	12,3	5,2	11,5
	De un an à moins de 2 ans	10,0	18,3	18,8	7,7	15,9
	De 2 ans à moins de 5 ans	7,8	25,3	30,0	19,4	20,4
	5 ans et plus	3,9	12,9	24,8	60,1	32,9
Qualité du logement	Aux normes	80,3	90,5	94,2	94,3	93,5
	Insalubre, dégradé	12,4	7,4	5,3	5,4	6,4
	Surpeuplé	8,5	2,8	0,9	0,5	0,3
Emploi du demandeur	CDI plein temps	0,7	0,3	22,9	2,3	4,3
	CDD plein temps	1,1	0,6	4,6	1,5	1,7
	Intérim, saisonnier	3,5	1,8	5,6	2,3	2,6
	Temps partiel/Emplois aidés	3,5	2,7	14,1	10,2	8,3
	Travail indépendant	1,7	1,6	3,5	2,1	1,8
	Formation professionnelle	5,0	1,5	2,4	1,3	1,8
Inactivité prof. du demandeur	Études	6,5	0,6	0,1	0,2	1,0
	Inaptitude santé	5,6	5,5	5,9	19,5	19,4
	Retraite, préretraite	1,2	0,1	0,4	4,7	14,6
	Au foyer	2,6	32,8	10,5	14,3	4,0
	Autre sans emploi	14,2	9,8	1,5	8,4	6,2
Situation prof. combinée ³³	Au moins un CDI plein temps	0,9	0,3	31,5	2,5	5,1
	Au moins un emploi autre ou formation	16,0	9,2	34,6	18,4	17,7
	Au moins un chômeur indemnisé	10,1	8,1	25,4	14,2	16,8
	Au moins un recherche d'emploi ss indemnité	44,0	37,9	1,9	19,7	17,4
	Pas d'activité professionnelle	29,0	44,5	6,6	45,3	43,1
Dans cette situation prof. depuis	Moins de 6 mois	61,7	33,3	33,9	18,4	28,4
	De 6 mois à moins d'un an	13,0	13,2	18,2	9,7	13,1
	De un an à moins de 2 ans	10,3	17,8	18,3	11,5	16,3
	De 2 ans à moins de 5 ans	10,8	22,5	16,1	23,6	19,6
	5 ans et plus	4,2	13,2	13,4	36,8	22,6
Niveau de formation	Difficultés à lire, à écrire	5,2	7,1	5,6	6,7	5,5
	Primaire	31,4	40,5	36,2	56,3	45,1
	Secondaire	47,5	45,5	49,0	31,9	38,4
	Supérieur	15,9	6,9	9,2	5,1	11,0

³³ La situation professionnelle « combinée » prend en compte la situation professionnelle du conjoint, lorsqu'il y en a un : il peut y avoir des différences avec la situation professionnelle du « demandeur ». Ces différences sont minimes lorsqu'il y a une majorité de femmes seules.

5 types de pauvreté féminine		Jeunes précaires	Jeunes mères	Femme en couple avec enfant(s)	Mères seules plus âgées	Femmes sans enfant
Type de ressources	Aucunes	58,5	4,4	0,1	1,1	0,7
	Travail seul	9,4	0,7	5,7	6,3	15,7
	Transferts seuls	24,9	69,7	5,6	42,2	39,3
	Travail et transferts	2,5	4,9	74,0	25,6	36,9
	Autres en plus	4,7	20,3	14,7	24,7	7,4
Revenus	Revenus du travail	13,7	3,6	58,3	17,0	18,7
	Retraite	2,0	0,1	1,8	6,8	16,4
	Indemnités chômage	9,6	3,7	29,8	13,8	16,6
	Bourse d'études	3,2	0,2	0,2	0,5	0,4
	Sécurité sociale	1,8	1,6	9,8	7,9	8,3
	Allocations familiales	5,4	78,1	71,7	45,3	4,1
	Allocations pour personnes handicapées handicapés	8,6	6,6	6,9	15,0	13,7
	Prestations logement	32,2	76,9	79,9	77,3	70,5
	RMI	35,5	42,3	9,6	39,3	27,0
	Pension alimentaire	1,4	10,6	7,9	14,7	2,1
Revenu par UC ³⁴	0 €	64,2	4,9	0,1	1,2	0,8
	Moins de 200 €	5,4	8,5	2,6	6,8	4,3
	De 200 à moins de 400 €	14,8	31,0	11,3	36,0	15,4
	De 400 à moins de 600 €	10,1	41,9	29,1	43,0	22,0
	De 600 à moins de 900 €	4,4	13,5	45,2	12,2	42,5
	900 € et plus	1,0	0,1	11,7	0,7	15,1
Existence d'impayés	Oui	38,8	60,9	82,3	69,7	70,3
	Non	61,2	39,1	17,7	30,3	29,7
Nature des impayés	Loyer, énergie, eau	37,3	49,0	41,3	50,0	47,6
	Crédit consommation	11,1	14,7	18,3	13,4	12,4
	Crédit voiture	8,1	5,7	9,1	5,8	5,5
	Impôts	8,4	7,2	13,4	8,2	9,5
	Assurances	5,4	7,5	10,4	9,2	10,4
	Découvert bancaire	26,2	19,1	25,2	17,6	21,5
Surendettement	Pas de dossier	96,6	90,7	74,0	85,5	86,5
	Dossier déposé	2,8	5,7	15,6	8,3	8,3
	Dossier accepté	0,6	3,6	10,3	6,1	5,3
Contact avec le Sec.Cath.	Premier contact	83,3	67,7	74,8	50,8	67,4
	Personne déjà connue	16,7	32,3	25,2	49,2	32,6
Origine des premiers contacts	Initiative individuelle	31,9	21,1	14,6	14,8	14,5
	Organisme privé	4,8	2,3	1,0	1,7	1,4
	Services sociaux	61,7	74,7	81,3	79,7	81,0
	Autre équipe ou service du Sec.Cath.	1,7	1,9	3,2	3,8	3,1
Circonstances récentes affectant la personne ou un membre de la famille	Abandon, séparation, divorce	26,4	79,9	43,0	58,7	41,4
	Maladie ou accident	5,9	5,5	38,7	21,2	28,3
	Handicap	2,8	3,3	12,6	13,9	15,0
	Décès	2,8	1,5	4,9	11,9	14,6
	En prison ou sortant de prison	6,4	4,5	2,6	1,2	1,6
	Famille éloignée	15,8	6,3	4,4	2,2	6,9
	Jeune en rupture familiale	43,6	2,4	0,5	0,2	1,2
	Violences subies	6,7	4,6	1,4	1,7	2,4

³⁴ Le nombre de personnes sans ressources est égal à celui des personnes dont le niveau de vie est égal à 0 €, mais le nombre de réponses à ces deux questions étant un peu différent, les deux pourcentages ne sont pas identiques.

Les trois groupes de femmes avec enfant(s) sont très semblables à ceux que l'étude Enfance Familles de 2007 avait permis de dégager, à partir de données différentes. En incluant les femmes sans enfant dans l'étude de cette année, on ajoute deux formes de pauvreté : celle des jeunes et celle des femmes âgées.

2.2.1 Les jeunes précaires

Des filles, parfois très jeunes, se retrouvent à la rue : sans parents (un tiers des jeunes en errance seraient des « enfants de la Ddass ») ou ayant rompu avec eux, parfois à la suite de violences familiales, sans toit, sans ressources, elles se manifestent peu, et pas de manière suivie, auprès des services sociaux ou des associations. Certaines vivent « dans la rue, en bande avec des chiens, habillées comme des garçons, inaccessibles »³⁵ ; d'autres jeunes filles connaissent aussi une grande précarité et un grand isolement du fait de leurs études, de leur formation ou de leur emploi, qui les ont attirées dans une ville où elles ne connaissent personne ; les logements pour étudiants et jeunes sont en nombre insuffisant et chers, les familles modestes ne peuvent subvenir aux besoins de leurs enfants. La rue est dangereuse pour les filles qui essaient le plus souvent de loger chez des proches. Quant à leurs ressources, elles ne proviennent que de « petits boulots », et la prostitution n'est pas exclue³⁶.

Dans ce groupe, plus de la moitié des femmes rencontrées par le Secours Catholique ont moins de 25 ans et un quart entre 25 et 35 ans. La très grande précarité est, chez les femmes, très majoritairement le fait des jeunes, mais ce groupe comporte aussi des femmes plus âgées qui vivent dans les mêmes conditions³⁷.

Le plus souvent, elles vivent seules, mais un peu plus d'une sur quatre vit en couple. Toutes leurs caractéristiques portent la marque de la précarité.

Dans les circonstances qu'elles mentionnent comme ayant provoqué leur situation, rupture familiale, éloignement de la famille et violences subies sont caractéristiques, ainsi que les rapports avec la prison (personne de la famille en prison ou sortant de prison, éventuellement l'intéressée elle-même). Les femmes de ce groupe sont presque toujours des premiers contacts et elles viennent souvent de leur propre initiative ; même si les services sociaux sont sollicités, ils sont moins présents auprès d'elles qu'auprès de l'ensemble des accueillis. Ces jeunes filles ne sont, dans l'ensemble, pas dans une démarche d'accompagnement suivi, mais plutôt de soutien ponctuel.

Elles vivent le plus souvent en logement précaire : dans une proportion largement dominante, chez des proches, parents ou amis, puis, à parts à peu près égales, en « hébergement collectif », c'est-à-dire foyers ou résidences (étudiantes, jeunes travailleuses), en centre d'hébergement ou d'urgence, en squat ou dans la rue. Dans tous les cas, c'est presque toujours en ville. Lorsqu'elles rencontrent le Secours Catholique, elles sont dans ce logement ou ce type d'hébergement depuis peu de temps.

³⁵ Véronique Mougin, Les SDF, Paris, Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2005.

³⁶ Laura D., Mes chères études. Étudiante, 19 ans, job alimentaire : prostituée, un témoignage sur un phénomène mal connu en France, la prostitution étudiante, écrit avec la collaboration de Marion Kirat, Paris, Max Milo Éditions, 2008.

³⁷ « L'accueil des femmes en situation de grande exclusion » (janvier 2005) et « Être une femme sans domicile fixe après 50 ans » (janvier 2009), rencontres de la MIPES, Mission d'information sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Ile-de-France. L'Ile-de-France est la région la plus touchée par la grande précarité.

Les logements ou hébergements en question sont, bien plus souvent que dans l'ensemble des accueils, qualifiés d'insalubres ou de surpeuplés.

Encore en cours d'études ou en formation professionnelle, ou surtout en recherche d'emploi non indemnisée, elles n'ont la plupart du temps aucune activité professionnelle reconnue ; 14 % d'entre elles ne cherchent même pas d'emploi (inactivité « autre »). Le seul travail où on les voit un peu est le travail intérimaire ou saisonnier. Lorsqu'elles ont un emploi, c'est le plus souvent récent.

Leur niveau d'études, bien que plus élevé que celui de la moyenne des personnes rencontrées (16 % ont au moins le bac et près de la moitié un niveau secondaire de type CAP, BEP...), n'est pourtant le plus souvent pas très élevé dans l'absolu – une partie d'entre elles, rappelons-le, est encore en cours d'études ou en formation.

La moitié de ces jeunes femmes n'ont aucunes ressources régulières ou officielles ; elles doivent pourtant bien vivre de quelque chose (aide familiale, « petits boulots »...), mais ce sont des revenus ponctuels. 35 % perçoivent le RMI, ce sont celles qui ont plus de 25 ans ou qui vivent avec un conjoint plus âgé. Leur niveau de vie est alors, dans la plupart des cas, inférieur à 400 euros par UC. Malgré ce très faible revenu, elles ont rarement des dettes et lorsque cela se produit, elles ont surtout recours au découvert bancaire.

2.2.2 Les jeunes mères

Que ce soient ces mêmes jeunes femmes qui un jour ont un enfant, ou bien d'autres dont la situation se précarise après qu'elles ont eu des enfants, un autre type de pauvreté est celui des jeunes femmes précaires avec enfant(s). Sur bien des points, ces jeunes femmes portent des traces de précarité qui les rapprochent du type précédent, mais la présence d'enfants change radicalement leur situation. D'une part, elle s'améliore dans le domaine du logement, des ressources, de l'intervention des acteurs sociaux et associatifs, mais d'autre part, elle a tendance à s'installer dans la durée : peu de personnes sont en cours d'études ou en formation, peu travaillent. Pour nombre d'entre elles, leurs enfants donnent sens à leur vie et elles ne souhaitent pas les confier à d'autres pour aller travailler ; certaines voient dans le fait de s'en occuper elles-mêmes l'occasion de réparer des failles de leur propre enfance.

Les jeunes mères sont un peu plus âgées que les jeunes précaires : si, comme elles, plus de huit sur dix ont moins de 40 ans, elles ont le plus souvent dépassé 25 ans. Elles vivent un peu plus souvent en couple que les précédentes, mais dans leur grande majorité, elles sont seules avec un ou plusieurs enfants, dont le plus jeune a la plupart du temps moins de 6 ans.

Parmi les circonstances ayant provoqué leur situation, la rupture du couple est très majoritaire et caractérise ce groupe : huit sur dix ont quitté leur compagnon ou en ont été abandonnées ; l'éloignement de la famille, les ruptures familiales, les violences subies et, là encore, le lien avec la prison sont moins importants que dans le premier groupe mais restent caractéristiques.

Comme les jeunes femmes en grande précarité du groupe précédent, quoique à un degré bien moindre, leur situation se caractérise par la précarité du logement : par rapport à l'ensemble des femmes avec enfant(s), ce sont elles qui vivent le plus souvent en logement précaire ou dans des logements insalubres ou surpeuplés ; cependant la grande majorité

d'entre elles vit en logement stable. Leur ancienneté dans leur logement est plus élevée que celle des jeunes précaires, mais plus faible que celle des autres groupes.

Ce sont plus rarement des premiers contacts, et les personnes qui reviennent d'une année sur l'autre sont plus nombreuses ; les services sociaux sont aussi plus mobilisés.

Il est rare qu'elles n'aient aucunes ressources, même si, parmi les femmes avec enfant(s), c'est chez ces jeunes femmes que cela se produit le plus souvent. Leurs uniques ressources sont presque toujours les transferts sociaux (RMI, allocations familiales et logement pour l'essentiel), auxquels s'ajoute parfois une pension alimentaire (ressources de type « autres »). Elles ont en effet très rarement un emploi, et sont pour un tiers au foyer et pour un autre tiers en recherche d'emploi non indemnisée : cela ne fait en pratique aucune différence, mais traduit une mobilisation plus importante chez celles qui disent vouloir travailler.

Leur niveau de vie dépasse rarement 600 euros par UC, mais malgré cela elles sont moins souvent endettées que la moyenne des femmes étudiées.

L'enquête Isolement menée en 2005³⁸ révélait que quatre facteurs principaux exposent à souffrir de solitude : le fait de ne pas avoir de conjoint, le manque d'argent, le fait de ne pas pouvoir sortir facilement de chez soi et le manque de famille (au sens élargi). Les jeunes femmes avec enfant(s) que nous rencontrons cumulent très souvent ces quatre facteurs. Le fait qu'elles n'occupent que très rarement un emploi les tient à l'écart de la vie sociale et les enferme dans la pauvreté ; ne pouvant faire garder leur(s) enfant(s) faute d'argent et d'entourage familial, elles sont coincées chez elles. Et pour plus des trois quarts, elles n'ont pas de conjoint. Cependant, par le biais des enfants, de l'école, de la PMI, des services de santé scolaire, elles sont en lien avec des professionnels et avec d'autres parents.

L'enquête Enfance Familles³⁹ menée fin 2006 identifie aussi ce groupe de parents qui, dans leurs préoccupations, soulignent de façon caractéristique leur isolement, leur désir de renouer avec leur famille et d'avoir plus de contacts avec d'autres parents, et aussi leur désir d'avoir un meilleur logement et la crainte, pour les plus précaires, qu'on ne leur retire leurs enfants.

2.2.3 Les femmes en couple avec enfant(s)

En suivant le fil de l'âge, on en arrive à un type de pauvreté très différent, celui de femmes un peu plus âgées que les précédentes (entre 25 et 50 ans pour la plupart), vivant très majoritairement en couple, avec des enfants.

Ces familles vivent presque toujours en logement stable, presque aussi souvent en location privée qu'en location sociale, et on trouve parmi elles la plus forte proportion de propriétaires de leur logement. Un quart vit en milieu rural et c'est caractéristique de ce groupe.

Ce sont plutôt des familles nombreuses : plus d'une de ces familles sur trois a au moins trois enfants ; le plus jeune enfant a le plus souvent entre 3 et 11 ans, il est donc scolarisé, ce qui facilite l'accès à l'emploi pour les femmes.

La plupart du temps, l'un au moins des deux adultes du couple a un emploi, parfois les deux, et les CDI à plein temps ne sont

pas rares. Il arrive aussi que l'un des deux ou les deux soient au chômage indemnisé ; de toute façon, en général, les deux adultes, et donc les femmes, sont actifs professionnellement et proches de l'emploi.

Leurs revenus se composent principalement de salaires ou d'indemnités de chômage auxquels s'ajoutent des transferts sociaux (allocations familiales et allocations logement pour l'essentiel) et leur niveau de vie (estimé par le revenu par unité de consommation) est le plus élevé de l'ensemble des familles avec enfants, tout en étant cependant presque toujours inférieur au seuil de pauvreté.

On peut se demander pourquoi ces familles, et donc ces femmes, s'adressent au Secours Catholique, alors que tous les indicateurs qui les concernent semblent plus favorables que ceux de l'ensemble des accueillis. Plusieurs types de raisons apparaissent : maladie, accident ou handicap d'un membre de la famille sont caractéristiques de ce groupe, ce qui est confirmé par la fréquence de perception des indemnités journalières de la Sécurité Sociale ; ces circonstances peuvent entraîner une perte de revenus et/ou des frais importants. Ces familles arrivent en général à surmonter leurs difficultés par elles-mêmes, sans aide extérieure, mais il suffit de peu pour les déséquilibrer complètement. Autre caractéristique des familles de ce groupe : l'endettement et le surendettement, beaucoup plus présents que dans les autres groupes ; plus de huit familles sur dix ont des dettes, parmi lesquelles les plus typiques portent sur le crédit à la consommation, le crédit et l'assurance voiture, les impôts et les découverts bancaires. Malgré leur activité professionnelle, ces familles ont des revenus trop justes pour faire face à l'ensemble de leurs charges, et elles utilisent toutes les facilités de trésorerie possibles. Enfin, autre raison, le chômage indemnisé est souvent récent, et donc dû à une perte d'emploi qui a entraîné une diminution de ressources dans les mois qui précèdent.

Ce type de pauvreté n'est pas proprement féminin, il est celui de couples. Ce groupe est en effet le seul des cinq dans lequel les couples sont très majoritaires. Leurs difficultés sont directement liées au « travail pauvre » qui ne permet pas de faire face aux imprévus : tout accident de la vie met ces familles en grande difficulté, qu'il concerne la santé, l'emploi ou des biens (comme la voiture) qui sont indispensables en milieu rural, mais aussi, des frais imprévus (banque, impôts), parfois dus à des erreurs ou à des retards. Les familles de ce groupe sont, pour les trois quarts d'entre elles, de nouveaux contacts, ce qui confirme le fait que leur recours au Secours Catholique est accidentel. Les services sociaux sont spécialement présents dans ce cas.

On retrouve ce type de familles dans l'enquête Enfance Familles de 2006 et dans l'enquête Isolement 2005 : elles sont en général bien entourées sur le plan social et familial, et leurs difficultés, pour lourdes qu'elles soient, restent des difficultés financières et n'entraînent pas de mal-être profond rejaillissant sur les enfants. Ce sont aussi les familles les moins exposées à la solitude.

2.2.4 Les mères seules plus âgées

Encore un peu plus âgées que les précédentes, les femmes de ce groupe sont à nouveau des femmes seules avec enfant(s). Le plus souvent, elles ont au moins quarante ans. Elles n'ont en général qu'un ou deux enfants vivant avec elles, et ces enfants sont le plus souvent adolescents.

³⁸ Secours Catholique, Pauvreté : accélérateur d'isolement, statistiques d'accueil 2005.

³⁹ Secours Catholique, Familles, enfance et pauvreté, statistiques d'accueil 2007.

Elles vivent toujours ou presque en logement stable, et tout particulièrement en location sociale, en général en ville. Elles habitent leur logement depuis longtemps et ce logement est de bonne qualité.

Leur niveau de formation est peu élevé, primaire pour plus de la moitié d'entre elles. Elles sont très souvent éloignées de l'emploi, surtout inactives ; contrairement aux jeunes femmes avec enfant(s) du second groupe, elles sont assez rarement en recherche d'emploi et leur choix semble fait : ou bien elles ont un emploi et il s'agit alors le plus souvent de travail à temps partiel, ou bien elles ne travaillent pas et ne cherchent pas d'emploi. Leur inactivité est souvent, et de façon caractéristique, due à une incapacité liée à la santé : handicap, maladie physique ou psychique. Parmi les circonstances expliquant le recours au Secours Catholique, la séparation du couple vient en tête, mais n'est pas typique de ce groupe ; le décès récent d'un membre de la famille (le conjoint sans doute dans bien des cas) et le handicap sont au contraire propres aux femmes les plus âgées. Qu'elles soient actives ou non, leur situation professionnelle n'est pas récente.

Elles perçoivent presque toutes des transferts sociaux : allocations familiales, allocations pour personnes handicapées et allocations logement, auxquelles s'ajoutent le RMI ou un revenu du travail. Un quart d'entre elles perçoivent en outre des revenus de type « autre », souvent une pension alimentaire. Au total, s'il est très rare qu'elles n'aient aucun revenu, leur niveau de vie est dans la plupart des cas inférieur à 600 euros par UC, soit un montant du même ordre que celui des jeunes femmes avec enfant(s) du second groupe. Par rapport à ces dernières, elles se distinguent essentiellement par le fait qu'elles perçoivent moins d'allocations familiales – celles-ci s'arrêtent lorsqu'il ne reste qu'un enfant à charge –, et davantage d'allocations pour personnes handicapées. 70% d'entre elles ont des dettes, et dans la moitié des cas, il s'agit de dettes liées au logement (loyer, énergie ou eau) ; les découverts bancaires sont en revanche peu fréquents, de même que les autres formes de crédit.

Ces caractéristiques suggèrent une pauvreté durable, avec peu de possibilités d'en sortir. Elle peut être récente, ou accentuée récemment par le décès ou le départ d'un conjoint, mais elle semble bien ancrée, comme en témoignent la durée de la situation professionnelle ou celle du logement, et comme le montre également le fait que la moitié de ces femmes sont déjà connues du Secours Catholique lorsqu'elles viennent dans les accueils. L'incapacité au travail pour raison de santé, reconnue ou non par des allocations pour personnes handicapées ou, dans une moindre mesure, par des indemnités journalières de la Sécurité Sociale, est aussi sans doute dans bien des cas durable.

Ce type de pauvreté apparaît également dans l'enquête Isolement et dans l'enquête Enfance Familles. Comme les jeunes femmes avec enfant(s) du second groupe, ces femmes sont particulièrement exposées à la solitude : là, ce ne sont plus les enfants qui les empêchent de sortir de chez elles, mais le handicap ou la maladie, et parfois aussi le manque de moyens de transport. Et leur isolement risque d'augmenter avec l'âge : tant que les enfants sont scolarisés, ils restent une occasion de lien social, à moins que leur mère ne fuie ces contacts avec l'école parce qu'ils ne se passent pas bien ; mais plus les enfants grandissent, plus ils assument eux-mêmes les démarches qui les concernent et moins leurs parents sont reliés à leur

environnement. Et finalement, les enfants quittent le domicile familial.

Dans l'enquête Enfance Familles, ces mères d'adolescents disent avoir des problèmes de santé ou de mal-être récurrents. Elles insistent sur leur isolement et sur leurs difficultés éducatives.

2.2.5 Les femmes sans enfant

La moitié environ des femmes de ce groupe ont au moins 50 ans et c'est bien le groupe dans l'ensemble le plus âgé ; mais il comprend aussi une moitié de femmes plus jeunes. Ce qui les rassemble, c'est de ne pas avoir d'enfant au foyer et de ne pas vivre dans l'extrême précarité des femmes du premier groupe. Les trois quarts de ces femmes vivent seules, en logement stable dans la très grande majorité des cas. Les seuls logements précaires où elles sont un peu présentes sont les caravanes et chez des proches : ce groupe ne comprend pas les femmes à la rue les plus âgées, qui se rapprochent davantage des très jeunes du premier groupe.

Du point de vue de la situation professionnelle, elles ressemblent aux femmes du groupe précédent : l'inactivité est la situation la plus répandue, en raison de l'invalidité mais aussi, dans ce groupe, de l'âge : les retraitées sont nettement plus fréquentes. Parmi celles qui ont un emploi, les CDI à plein temps sont plus fréquents que chez les femmes du même âge qui ont un enfant au foyer ; mais emploi à temps partiel, chômage indemnisé et chômage non indemnisé se trouvent dans des proportions voisines.

Il est exceptionnel qu'elles n'aient aucun revenu et on peut penser que lorsque cela se produit, c'est dans le délai de mise en œuvre de leurs droits. Leurs ressources sont variées : retraites, indemnités de chômage, indemnités de la Sécurité Sociale, allocations pour personnes handicapées apparaissent dans des proportions significativement élevées ; revenus du travail, RMI et prestations logement sont perçus dans des proportions moyennes ; au contraire, les allocations familiales et les pensions alimentaires sont très peu présentes chez ces femmes le plus souvent sans enfant. Le niveau de vie de ce groupe est, avec celui des couples avec enfant(s), le plus élevé de l'ensemble des femmes, tout en restant inférieur au seuil de pauvreté. Elles sont très souvent endettées, mais rarement surendettées : leurs dettes portent sur le loyer, l'énergie et l'eau, et aussi de façon significative sur les assurances ; en revanche, toutes les formes de crédit, y compris les découverts bancaires, sont relativement peu présentes.

Deux tiers d'entre elles sont des nouveaux contacts et un tiers sont déjà connues, ce qui représente une proportion moyenne. Les services sociaux sont très présents et sont à l'origine de 80 % des nouveaux contacts. Les circonstances qui ont provoqué leur recours au Secours Catholique sont, de façon caractéristique pour ce groupe, la maladie, le handicap ou le décès d'une personne de la famille et, à un degré moindre, l'éloignement de la famille. On peut y ajouter la perte d'emploi, puisque le chômage indemnisé est souvent récent.

Un peu comme les couples avec enfant(s), ces femmes semblent, sur le plan du logement et des ressources, mieux loties que les autres, mais souvent leur situation s'est récemment dégradée sur le plan familial, professionnel ou de la santé. Dans une position déjà fragile, elles ne peuvent plus faire face seules. Le décès du conjoint en particulier peut provoquer une forte réduction de ressources.

En outre, ces femmes sont très exposées à la solitude : vivant seules, avec de faibles ressources, une famille peu présente et des difficultés à sortir de chez elles du fait de l'âge, de la maladie ou du handicap, elles ont sans doute autant besoin de contacts que d'aide financière.

2.2.6 De mauvais passages ou un parcours ?

Si l'on met à part le groupe central des couples actifs, les quatre autres groupes se composent toujours en majorité de femmes seules, d'abord sans enfant, puis avec de jeunes enfants, puis avec des enfants adolescents, et enfin sans enfant. Leurs caractéristiques communes sont une activité professionnelle inexistante ou réduite et des ressources provenant en très grande partie de transferts sociaux, caractéristiques auxquelles s'ajoute un grand isolement. Dès que des enfants sont présents, les services sociaux les accompagnent vers un logement stable et des ressources régulières, mais l'emploi qui assurerait leur autonomie est le plus souvent exclu : à cause du manque de formation, à cause des enfants lorsqu'ils sont petits, à cause de l'invalidité puis à cause de l'âge plus tard. Dans la plupart des cas, le niveau de formation des femmes rencontrées est plutôt faible et seules les plus jeunes poursuivent des études ou suivent des formations. Il faut remarquer que la formation professionnelle est non seulement le fait des jeunes, mais aussi des couples actifs.

Il est clair que les femmes rencontrées par le Secours Catholique sont précisément celles qui ont des difficultés et que pour une partie d'entre elles, il ne s'agit lors de leur rencontre que d'un passage difficile plus ou moins durable ; mais combien parcourent intégralement et dans la solitude le chemin qui va de la grande précarité à la pauvreté ? En dehors des aides qui leur sont apportées pour assurer le quotidien, quels moyens met-on en œuvre et que leur propose-t-on pour leur permettre de sortir à temps de ce parcours ? Il semble parfois plus facile de les aider lorsqu'elles ne travaillent pas, mais cela peut compromettre leur avenir. Leur désir légitime d'élever leurs enfants ne peut qu'être respecté, mais il ne faudrait pas négliger de les accompagner vers une reprise d'activité, non seulement pour leur assurer une meilleure autonomie, mais aussi pour maintenir les liens sociaux et l'estime de soi. On peut penser que les problèmes de santé physiques ou psychiques que connaissent relativement tôt certaines des femmes rencontrées sont dus à l'usure provoquée par une vie difficile et triste.

2.2.7 Les femmes de nationalité étrangère : plus jeunes et plus précaires dans l'ensemble que les Françaises

Les femmes étrangères connaissent aussi la grande précarité, la monoparentalité avec des enfants petits puis adolescents, les difficultés propres aux couples, à l'âge et à l'isolement. Mais la nationalité, avec les problèmes de statut, de langue et aussi les particularismes culturels, introduit des décalages.

Les femmes étrangères rencontrées vivent beaucoup plus souvent en couple que les femmes françaises (la moitié d'entre elles) ; les mères isolées sont donc en proportion plus faible, et plus encore les femmes seules. C'est une population plus jeune que celle des femmes françaises : la moitié environ d'entre elles ont entre 25 et 40 ans, mais les plus jeunes comme les plus âgées sont moins présentes dans les accueils. Si l'abandon ou la séparation est la raison la plus souvent invoquée comme cause des difficultés de leur vie, juste après vient l'éloignement de la famille, dont on perçoit ici encore toute l'importance dans la sphère de la pauvreté et de l'isolement. Bien que de façon minoritaire, les violences subies sont mentionnées deux fois plus souvent par les femmes étrangères que par les femmes françaises et font partie des raisons qui peuvent les avoir amenées en France.

Que ce soit pour des raisons de langue, de statut ou de culture, elles sont plus souvent inactives que les femmes françaises : dans la moitié des ménages où elles vivent, il n'y a aucune activité professionnelle. Tous les emplois sont dans l'ensemble plus rares, de même que le chômage indemnisé.

Les services sociaux semblent moins présents auprès d'elles, puisque la proportion de celles qui sont adressées au Secours Catholique par ces services est inférieure de 10 points à ce qu'elle est pour les femmes françaises dans leur ensemble. C'est sans doute dû à leur impuissance lorsque ces personnes n'ont aucun droit.

Un tiers d'entre elles vit en logement précaire : par rapport aux femmes françaises, elles sont particulièrement présentes à l'hôtel, chez des proches ou en hébergement d'urgence, mais aussi dans des hébergements collectifs (foyers, résidences, centres d'accueil pour demandeurs d'asile ou CADA). Elles sont moins souvent locataires, surtout dans le parc privé, et encore plus rarement propriétaires que les femmes françaises.

Alors que les femmes françaises sont rarement sans aucune ressources, c'est le cas de plus du quart des femmes étrangères rencontrées. Lorsqu'elles ont des revenus, dans plus de la moitié des cas, comme les femmes françaises, elles vivent de transferts sociaux. Le cumul de revenus du travail et de transferts est plus rare que chez les femmes françaises. On note une plus forte mention de revenus « autres », qui comprennent les bourses d'études, les pensions alimentaires et les revenus du travail informel.

ANNEXE⁴⁰**Tableau 20. Nombre et proportion de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté (60 % du revenu médian) en 2007 selon le type de ménage (Insee 2009)**

Types de ménage auxquels appartiennent les individus	Nombre total d'individus	Nombre d'individus pauvres	Taux de pauvreté
	(en milliers)		(en %)
Individus appartenant à un ménage dont la personne de référence a moins de 65 ans	49 016	6 890	14,1
Personnes seules	5 197	904	17,4
Hommes inactifs	549	175	31,9
Hommes actifs	2 224	326	14,7
Femmes inactives	606	164	27,1
Femmes actives	1 818	239	13,1
Familles monoparentales	4 865	1 578	32,4
Pères	737	119	16,1
Mères inactives	952	613	64,4
Mères actives	3 176	846	26,6
Couples	37 122	4 000	10,8
Couples d'inactifs avec ou sans enfant(s)	2 595	494	19,0
Homme inactif - femme active avec ou sans enfant(s)	2 141	318	14,9
Homme actif - femme inactives sans enfant	1 145	129	11,2
Homme actif - femme inactives avec un enfant	1 137	261	23,0
Homme actif - femme inactives avec deux enfants	2 107	412	19,5
Homme actif - femme inactives avec trois enfants ou plus	2 537	842	33,2
Couples d'actifs sans enfant	4 723	215	4,6
Couples d'actifs avec un enfant	6 502	299	4,6
Couples d'actifs avec deux enfants	9 629	541	5,6
Couples d'actifs avec trois enfants ou plus	4 604	489	10,6
Ménages complexes	1 832	408	22,3
Individus appartenant à un ménage dont la personne de référence a 65 ans et plus	10 839	1 144	10,6
Personnes seules	3 503	528	15,1
Couples	6 434	540	8,4
Autres (familles monoparentales et ménages complexes)	901	76	8,5
Ensemble des individus	59 855	8 034	13,4

Tableau 21. Proportion de personnes pauvres par sexe et âge

	Femmes	Hommes
Moins de 18 ans	17,8	17,9
18 à 24 ans	23,7	20,4
25 à 34 ans	12,4	11,4
35 à 44 ans	13,1	10,5
45 à 54 ans	12,3	10,6
55 à 64 ans	9,4	9,5
65 à 74 ans	9,6	7,9
75 ans et plus	13,4	8,9
Ensemble	14,0	12,8

⁴⁰ Champ : personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2007.

Introduction

aux analyses régionales

Comme chaque année, les analyses régionales qui suivent font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des départements d'outre-mer, que nous étudions individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente chaque année. Certaines de ces caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

La crise qui a commencé dès l'été 2008 n'a pas eu beaucoup d'effets sur les accueils de l'ensemble de l'année, mais on perçoit ici ou là le début d'un retournement, en particulier avec l'augmentation des délais et anomalies de perception, qui portent le plus souvent sur les allocations chômage ou le RMI : les pertes d'emploi plus nombreuses, avec ou sans droit aux indemnités de chômage, entraînent des changements dans les ressources et des délais de perception susceptibles de mettre en difficulté des ménages qui n'ont pas les réserves nécessaires pour attendre l'arrivée de ces revenus. Les perspectives pour l'année 2009 sont par ailleurs sombres dans l'ensemble des régions.

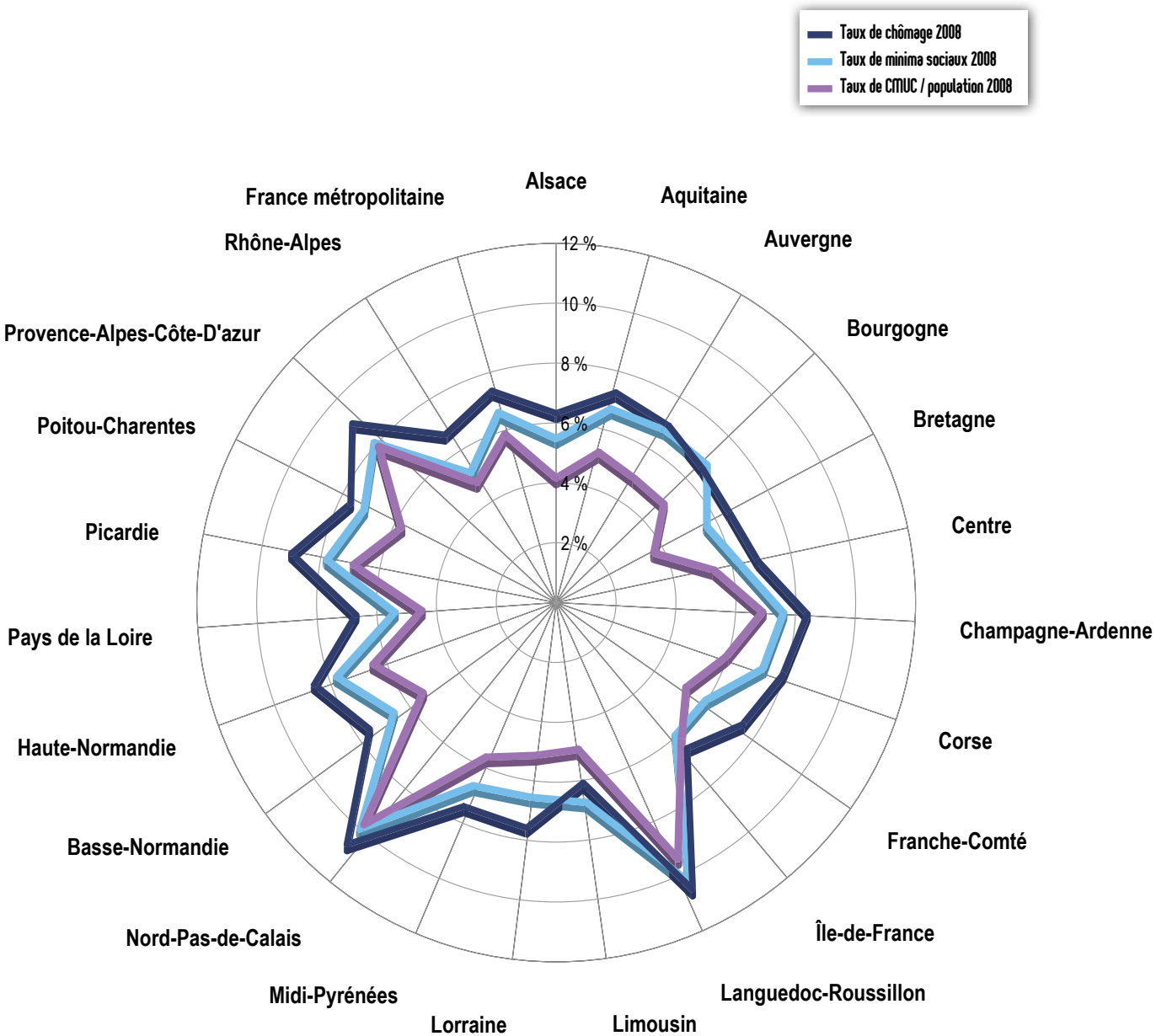
Quelques précisions :

- Dans ces analyses, nous étudions l'ensemble des situations rencontrées : s'il a semblé justifié d'étudier à part les étrangers en attente de statut ou sans papiers lorsque le problème se posait de façon cruciale, c'est moins le cas aujourd'hui.
- Chaque analyse est accompagnée d'un graphique mettant en évidence les différences avec l'ensemble des régions métropolitaines sur quelques points caractéristiques.
- Les dernières données sur le parc locatif social par région montrent des évolutions qui ne sont pas sans rapport avec ce que nous pouvons observer et nous nous y référons quand c'est le cas¹.

Définitions :

- Le demandeur est la personne de référence du ménage. Un certain nombre de caractéristiques étudiées (l'âge, la situation professionnelle, le niveau de formation, la nationalité, le statut) se rapportent au demandeur et non à l'ensemble des personnes, conjoint et enfants compris.
- Le taux d'effort est le rapport du loyer moyen net d'aides au revenu moyen des locataires. Nous calculons le taux d'effort séparément pour les locataires du parc social et pour ceux du parc privé.
- Le montant d'impayé médian est le montant tel que, parmi les ménages ayant des impayés, la moitié a des impayés d'un montant inférieur, l'autre moitié a des impayés d'un montant supérieur. L'impayé médian est beaucoup moins sensible aux valeurs extrêmes que l'impayé moyen, et rend mieux compte de l'endettement de l'ensemble des accueillis.

¹ Commissariat général au développement durable, « Le parc locatif social au 1er janvier 2008 », Chiffres et statistiques n° 41, juin 2009.



Alsace

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ▲ 18 750 Situations rencontrées ▲ 2 670 Bénévoles ▲ 83 Lieux d'accueil ▲ 6 552 Situations analysées

Conjoncture 2008 : recul de l'activité économique à partir de juin¹

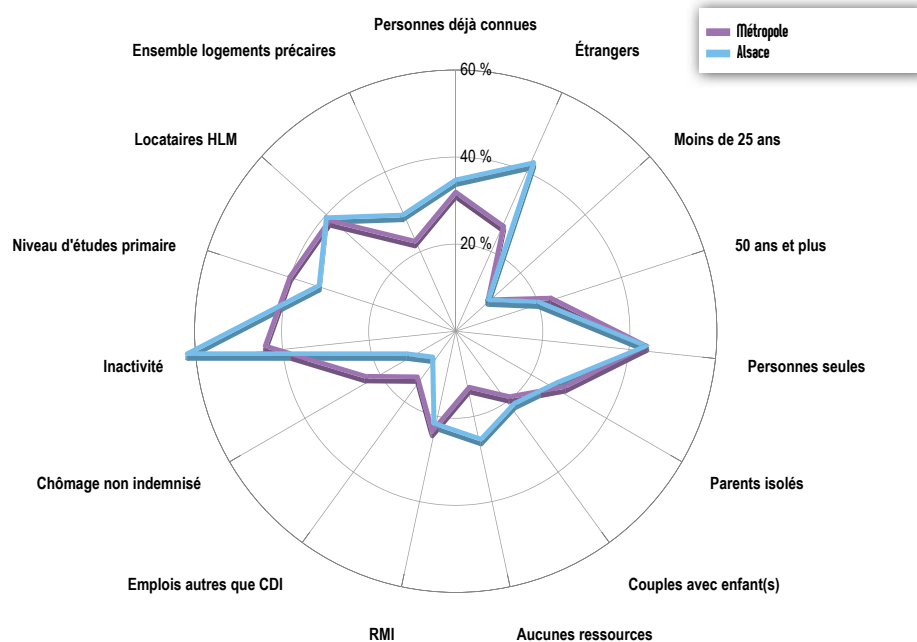
En Alsace, le recul de l'activité se fait sentir progressivement à partir du second semestre. Dans l'industrie, la production et la demande décélèrent et les perspectives sont sombres. Aucun secteur n'échappe à cette morosité, même si l'automobile est la branche la plus touchée. Dans le bâtiment, l'activité est en repli et la construction de logements neufs est particulièrement touchée. Dans l'hôtellerie, la fréquentation est restée stable par rapport à l'été 2007, mais la clientèle étrangère est moins nombreuse. Le taux de chômage localisé se stabilise à 6,7% en Alsace au quatrième trimestre 2008, contre 7,8% pour l'ensemble de la France métropolitaine. Mais le nombre de demandeurs d'emploi dans la région a nettement progressé en 2008. En revanche le nombre d'allocataires du RMI ne change pratiquement pas.

Les situations rencontrées

Le nombre total de situations rencontrées en Alsace augmente chaque année depuis 2003, et l'embellie économique de ces dernières années n'a pas eu de conséquences sur le nombre d'accueils.

En 2008 comme les autres années, ce qui distingue le plus les situations rencontrées en Alsace, c'est la place des étrangers, très légèrement plus importante en 2008 qu'en 2007. Les personnes originaires d'Europe de l'Est sont particulièrement nombreuses, plus que les ressortissants des pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. La proportion d'étrangers en attente de statut augmente à nouveau, après plusieurs années de diminution, mais celle des personnes sans papiers ne change pas et reste inférieure à la moyenne métropolitaine. Au total, à peine la moitié des étrangers rencontrés en Alsace bénéficient d'un statut, provisoire ou définitif, qui leur permet de travailler.

En conséquence directe, l'inactivité professionnelle atteint un niveau record. Ce chiffre se décompose en plusieurs catégories, parmi lesquelles les plus importantes sont les étrangers sans droit au travail (17,7%) et les inactifs « autres »



(23,1%). Par rapport à 2007, la distinction entre ces inactifs « autres » et les demandeurs d'emploi sans indemnisation a changé ; comme elle dépend uniquement de ce que dit la personne elle-même de son désir de travailler, il peut y avoir diverses interprétations. Il est certain que l'inactivité est très présente chez les personnes rencontrées en Alsace, il est peu probable que le désir de travailler ait à ce point chuté.

Cette forte présence étrangère apparaît aussi dans plusieurs indicateurs de précarité, au premier rang desquels figure le logement : bien qu'en baisse, la proportion de logements précaires reste très nettement plus élevée qu'au plan national. Ainsi, 18,3% des situations rencontrées vivent en centre d'hébergement, en squat ou à la rue. L'absence de ressources est un autre indicateur. En effet, plus de 28% des situations rencontrées sont sans ressources, alors qu'au niveau métropolitain, le chiffre n'est « que » de 15,5%, soit presque la moitié. Les étrangers en attente de statut ou sans papiers sont aussi, plus souvent que les autres personnes rencontrées, soit des hommes seuls, soit des couples avec enfant(s), mais plus rarement des mères seules, et la composition familiale de l'ensemble des situations rencontrées en Alsace est un peu différente de la

composition métropolitaine. Enfin ces étrangers sans statut sont souvent jeunes, et l'Alsace est la région où la proportion de personnes rencontrées dans les accueils ayant entre 25 et 39 ans est la plus importante.

Si l'on s'en tient aux personnes qui ont un statut leur permettant de travailler, on observe en 2008 une augmentation de la proportion de personnes ayant un emploi : elle est toujours plus faible en Alsace que dans d'autres régions, et le « travail pauvre » y semble moins présent, mais les CDD et les emplois à temps partiel sont plus nombreux en 2008 qu'en 2007.

La proportion de bénéficiaires du RMI continue à diminuer en 2008 chez les personnes et familles rencontrées, mais celle des personnes en attente de ressources, que ce soit un délai normal ou anormal, augmente, en particulier pour ce qui concerne le RMI et, dans une moindre mesure, les allocations chômage. On peut penser que la crise qui a commencé à l'été 2008 a d'abord frappé les personnes en contrat précaire qui, pour une part, peuvent prétendre à des indemnités de chômage et pour une autre, ne relèvent que du RMI ; parmi ces personnes, celles qui n'ont pas les réserves nécessaires pour attendre ces ressources sont contraintes de demander de l'aide aux associations.

¹ Sources : Insee Alsace, Chiffres pour l'Alsace - Conjoncture n° 31, mars 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Alsace		France métropolitaine
4 975 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		0,8 %	0,9 %	12,4 %
Étrangers (hors UE)	Maghreb	11,4 %	10,1 %	9,3 %
	Afrique subsaharienne	9,5 %	8,4 %	7,9 %
	Europe de l'Est	14,0 %	14,6 %	4,8 %
	Autres	4,7 %	4,7 %	2,1 %
	Statut accordé	51,5 %	49,5 %	51,6 %
	Statut demandé	39,9 %	42,1 %	38,3 %
	Débouté, sans papiers	8,5 %	8,4 %	10,2 %
	En France depuis moins de 6 mois	20,0 %	19,4 %	21,2 %
Familles	Hommes seuls	31,2 %	29,8 %	27,3 %
	Femmes seules	13,0 %	14,1 %	17,4 %
	Couples sans enfant	6,3 %	6,2 %	6,2 %
	Pères isolés	2,2 %	3,1 %	3,7 %
	Mères isolées	24,8 %	23,7 %	24,9 %
	Couples avec enfants	22,5 %	23,1 %	20,5 %
Age	Moins de 25 ans	9,6 %	10,4 %	10,5 %
	25-49 ans	71,2 %	69,6 %	66,2 %
	50 ans et plus	19,1 %	20,0 %	23,3 %
Emploi	CDI plein temps	3,2 %	3,3 %	4,8 %
	Emplois précaires ¹	7,7 %	7,6 %	10,9 %
	Indépendant et informel	0,5 %	0,7 %	2,0 %
	Total	11,5 %	11,5 %	17,7 %
Formation professionnelle		1,5 %	1,1 %	1,8 %
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	9,5 %	12,6 %	13,2 %
	Non indemnisés	28,1 %	12,8 %	23,7 %
	Total	37,6 %	25,4 %	36,8 %
Inactifs	Etudiants	1,1 %	1,7 %	1,4 %
	Incapacité liée à la santé	8,5 %	7,6 %	11,3 %
	Retraités	3,0 %	2,8 %	5,0 %
	Au foyer	9,3 %	9,2 %	10,2 %
	Sans droit au travail	20,3 %	17,7 %	7,1 %
	Autres	7,1 %	23,1 %	8,6 %
	Total	49,4 %	62,0 %	43,7 %
Logements stables	Location HLM	29,2 %	39,5 %	38,9 %
	Hébergement collectif	6,4 %	8,2 %	4,9 %
	Location privée	27,6 %	19,9 %	28,5 %
	Propriétaire	2,6 %	2,5 %	3,9 %
	Total	65,9 %	70,1 %	76,3 %
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,8 %	1,8 %	2,1 %
	Caravane, péniche	1,3 %	1,3 %	2,0 %
	Famille, amis	9,9 %	8,6 %	8,5 %
	Centre d'hébergement, abri de fortune	22,0 %	18,2 %	11,1 %
	Total	34,1 %	29,9 %	23,7 %
Parc social	Loyer moyen net	212 €	204 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	24,2 %	22,9 %	18,6 %
Parc privé	Loyer moyen net	242 €	228 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	27,7 %	23,8 %	24,5 %
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		832 €	873 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		511 €	530 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	55,1 %	56,6 %	61,8 %
	Montant médian	772 €	909 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	28,8 %	28,0 %	15,9 %
	RMI	25,4 %	23,9 %	26,3 %
	Transferts sociaux seulement	35,6 %	31,9 %	39,4 %
Au moins un délai ou une anomalie de perception		12,5 %	13,1 %	12,0 %

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Aquitaine

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 27 590 Situations rencontrées ▶ 3 260 Bénévoles ▶ 122 Lieux d'accueil ▶ 2 613 Situations analysées

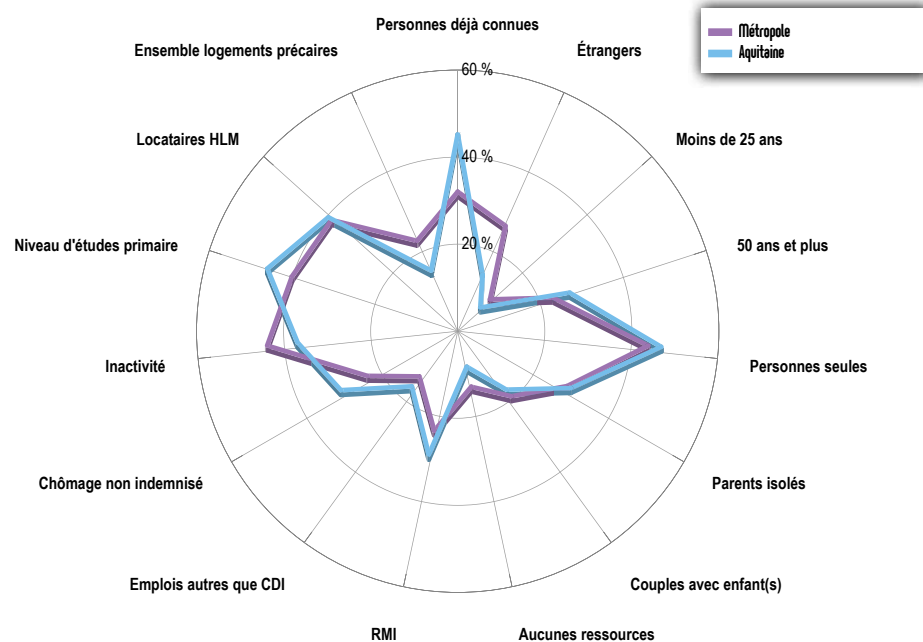
**Conjoncture 2008 :
stabilité et incertitude¹**

Le recul global de l'activité économique s'est accentué en fin d'année. Le tiers des chefs d'entreprises déclarent une stagnation, voire une baisse de leur chiffre d'affaires, pour le second semestre 2008, qui se traduit par une faible activité en matière d'investissement et de recrutement. L'incertitude est très forte en ce qui concerne les prix. Les prévisions font cependant état d'une hausse de la demande, notamment dans le secteur de l'hôtellerie ou des services aux entreprises. La hausse du taux de chômage (+0,3 point en un an) et celle du nombre de demandeurs d'emploi (+6,2%) sont du même ordre qu'au niveau national. La baisse du nombre des allocataires du RMI s'est poursuivie en 2008 à un rythme moins élevé que l'année précédente (-2,5%).

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées en Aquitaine a diminué en 2008. Les étrangers sont toujours peu nombreux dans les accueils de la région, particulièrement les Africains. Le plus souvent, ils sont en France depuis plusieurs années et ont un statut leur donnant accès au travail.

L'Aquitaine est une des régions où l'âge moyen des personnes rencontrées est le plus élevé. La part des jeunes est plus faible que la moyenne, celle des plus âgés est plus importante et cette tendance s'accroît. Ces personnes âgées sont souvent des femmes seules et la proportion de ces dernières augmente nettement. L'invalidité est fréquente : un demandeur (ou personne de référence du ménage) sur six est inapte au travail pour raison de santé. L'augmentation de la part des retraités confirme encore cette progression de l'âge des personnes rencontrées. Si l'illettrisme est plus rare qu'en moyenne métropolitaine, le niveau d'études primaire est le plus fréquent, et cela correspond en effet à la structure par âge : les personnes les plus âgées,



particulièrement les femmes, faisaient moins d'études dans leur jeunesse.

Toutes les personnes et familles rencontrées ne sont cependant pas des personnes âgées et les familles avec enfant(s) représentent près de la moitié des situations. Les parents isolés sont les plus nombreux, et on note, comme dans beaucoup de régions, une progression marquée de la monoparentalité masculine. Malgré le vieillissement observé, une grande majorité de demandeurs sont actifs professionnellement. L'emploi est relativement fréquent, avec une surreprésentation de travaux intérimaires ou saisonniers : l'Aquitaine est à la fois une région agricole et une région touristique, et cette forme d'emploi y tient une grande place. La recherche d'emploi est la situation professionnelle la plus courante chez les personnes rencontrées, et trois demandeurs d'emploi sur quatre sont des chômeurs non indemnisés : jeunes ou femmes, le plus souvent, ces personnes n'ont soit jamais travaillé, soit pas assez, soit elles ont cessé de travailler depuis trop longtemps pour avoir droit à des allocations chômage. Dans l'ensemble, bien que ne s'installant pas dans l'inactivité professionnelle, sauf

pour des raisons d'âge ou de santé, les personnes rencontrées sont éloignées de l'emploi, et plus de la moitié des situations rencontrées ne vit que de transferts sociaux.

Les situations rencontrées sont très souvent en logement stable. L'Aquitaine est la région où le parc social, encore assez peu dense, a le plus progressé en 2008, et la proportion de locataires HLM parmi les situations rencontrées est nettement plus importante qu'en 2007 – elle rejoint celle des locataires du parc privé, jusque-là très majoritaires. Les taux d'effort nets progressent dans les deux parcs et se rapprochent des moyennes métropolitaines, auxquelles ils étaient jusqu'ici assez inférieurs. Parmi les impayés, les dettes de loyer restent d'ailleurs relativement peu fréquentes alors que les dettes d'eau sont très courantes.

La pauvreté en Aquitaine, sans être extrême, est cependant ancrée et durable et la part des situations déjà connues du Secours Catholique les années précédentes augmente encore et atteint 46%.

¹ Sources : Aquico, Observatoire économique des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Aquitaine, février 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Aquitaine		France métropolitaine
2613 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		17,9 %	17,2 %	12,4 %
Etrangers (hors UE)	Maghreb	6,6 %	5,7 %	9,3 %
	Afrique subsaharienne	0,7 %	1,0 %	7,9 %
	Europe de l'Est	2,3 %	3,4 %	4,8 %
	Autres	0,8 %	0,5 %	2,1 %
	Statut accordé	65,1 %	67,9 %	51,6 %
	Statut demandé	33,7 %	17,9 %	38,3 %
	Débouté, sans papiers	1,2 %	14,3 %	10,2 %
	En France depuis moins de 6 mois	9,7 %	12,3 %	21,2 %
Familles	Hommes seuls	29,8 %	25,7 %	27,3 %
	Femmes seules	16,6 %	20,2 %	17,4 %
	Couples sans enfant	5,1 %	4,4 %	6,2 %
	Pères isolés	2,8 %	4,9 %	3,7 %
	Mères isolées	27,3 %	25,5 %	24,9 %
	Couples avec enfants	18,4 %	19,3 %	20,5 %
Age	Moins de 25 ans	8,7 %	7,7 %	10,5 %
	25-49 ans	67,4 %	65,7 %	66,2 %
	50 ans et plus	24,0 %	26,6 %	23,3 %
Emploi	CDI plein temps	3,6 %	4,2 %	4,8 %
	Emplois précaires ¹	15,2 %	13,3 %	10,9 %
	Indépendant et informel	2,9 %	4,2 %	2,0 %
	Total	21,7 %	21,7 %	17,7 %
Formation professionnelle		1,8 %	1,4 %	1,8 %
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	11,8 %	10,3 %	13,2 %
	Non indemnisés	28,3 %	29,5 %	23,7 %
	Total	40,1 %	39,9 %	36,8 %
Inactifs	Etudiants	0,4 %	0,8 %	1,4 %
	Incapacité liée à la santé	15,4 %	15,6 %	11,3 %
	Retraités	3,9 %	5,3 %	5,0 %
	Au foyer	8,6 %	8,5 %	10,2 %
	Sans droit au travail	2,6 %	1,2 %	7,1 %
	Autres	5,6 %	5,7 %	8,6 %
	Total	36,5 %	37,1 %	43,7 %
Logements stables	Location HLM	29,4 %	38,2 %	38,9 %
	Hébergement collectif	3,1 %	4,1 %	4,9 %
	Location privée	45,2 %	38,2 %	28,5 %
	Propriétaire	3,7 %	4,1 %	3,9 %
	Total	81,4 %	84,7 %	76,3 %
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	1,8 %	1,6 %	2,1 %
	Caravane, péniche	1,5 %	1,4 %	2,0 %
	Famille, amis	5,4 %	4,1 %	8,5 %
	Centre d'hébergement, abri de fortune	9,9 %	8,2 %	11,1 %
	Total	18,6 %	15,3 %	23,7 %
Parc social	Loyer moyen net	138 €	147 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	16,3 %	18,3 %	18,6 %
Parc privé	Loyer moyen net	179 €	203 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	20,8 %	23,9 %	24,5 %
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		825 €	800 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		541 €	526 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	60,0 %	61,1 %	61,8 %
	Montant médian	400 €	560 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	8,8 %	10,0 %	15,9 %
	RMI	35,3 %	31,2 %	26,3 %
	Transferts sociaux seulement	47,4 %	50,9 %	39,4 %
Au moins un délai ou une anomalie de perception		7,1 %	14,7 %	12,0 %

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Auvergne

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 11 580 Situations rencontrées ▶ 1 810 Bénévoles ▶ 69 Lieux d'accueil ▶ 3 742 Situations analysées

Conjoncture 2008 : des indicateurs peu favorables¹

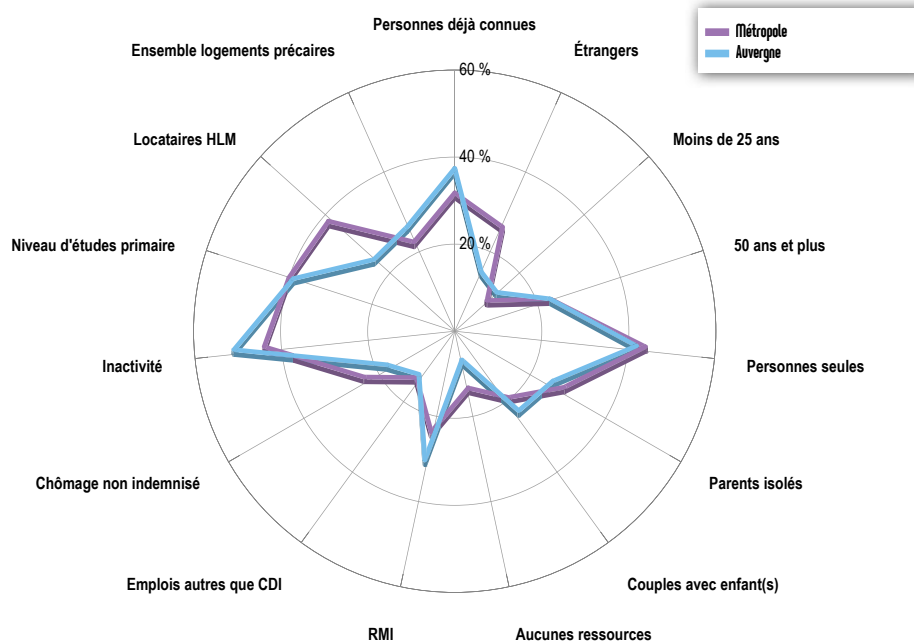
Même si le ralentissement de l'activité économique n'a pas atteint sa pleine ampleur en fin d'année, son impact sur l'économie régionale a été perceptible. Dans l'industrie, les perspectives sont peu prometteuses. Les craintes émises en 2007 par les professionnels de la construction sur le devenir de leur activité ont pris corps et le nombre d'autorisations de mise en chantier de logements a reculé de 27% en un an. Les agriculteurs ont vu leurs coûts de production augmenter fortement. Le taux de chômage (7,3%) reste inférieur à la moyenne métropolitaine mais à progressé de 0,6 point en un an. Le nombre de demandeurs d'emploi a fortement augmenté : +7,3% en un an. Quant aux allocataires du RMI, leur nombre ne diminue plus.

Les situations rencontrées

Leur nombre est stable après la diminution enregistrée en 2007.

L'Auvergne est, après Poitou-Charentes, la région où la proportion de situations rencontrées en milieu rural est la plus importante, et cette caractéristique se renforce encore en 2008. Comme en Poitou-Charentes, les moins de 25 ans sont surreprésentés et leur part augmente, de même que celle des 25-39 ans, alors que la part des personnes âgées reste moyenne : la crise économique réduit les possibilités d'accès à l'emploi, déjà dispersées en milieu rural. La proportion de couples avec enfant(s) augmente et c'est encore l'indice d'une dégradation des possibilités d'emploi, puisque, en général, ces familles sont plus protégées de la pauvreté que les ménages d'un seul adulte. Les familles monoparentales voient leur part au contraire diminuer légèrement, mais comme dans la plupart des régions, la monoparentalité masculine progresse. Le nombre moyen d'enfants par famille est le plus élevé de toutes les régions métropolitaines.

L'inactivité professionnelle augmente fortement et dépasse 50% des demandeurs, essentiellement du fait de



l'inactivité « au foyer ». Réciproquement, la proportion de demandeurs d'emploi non indemnisés – catégorie qui correspond le plus souvent aux personnes rencontrées – diminue. Lorsque la conjoncture se dégrade et que les possibilités d'emploi se font plus rares, beaucoup de personnes renoncent à l'espoir de trouver un emploi et se déclarent inactives. C'est pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, femmes et jeunes pour la plupart, que la question se pose de cette façon. On remarque en effet que la proportion de personnes ayant effectivement un emploi et celle des chômeurs indemnisés ne change que très peu ; on note seulement une légère diminution de l'emploi intérimaire et saisonnier et de l'emploi informel (« petits boulots », travail au noir), catégories qui concernent bien souvent des jeunes. La dégradation de l'activité économique se traduit par une augmentation de la part des personnes en attente de RMI ou d'allocations chômage. 47,5% des ménages rencontrés vivent uniquement de transferts sociaux, soit une proportion très nettement supérieure à la moyenne métropolitaine.

En ce qui concerne le niveau de formation, la proportion de personnes ayant des difficultés à lire ou à écrire est nettement

plus élevée en 2008 qu'en 2007, et c'est à rapprocher de la part croissante de ménages vivant en caravane (10% de l'ensemble des situations rencontrées en 2008) : gens du voyage ou personnes en grande précarité, c'est en Auvergne que le Secours Catholique en rencontre le plus, la plupart d'entre eux sont Français. La proportion d'étrangers dans les accueils d'Auvergne est d'ailleurs relativement faible par rapport à la moyenne métropolitaine. Les autres formes de logements précaires sont plutôt sous-représentées dans la région. Les personnes à la rue sont moins nombreuses en 2008.

Parmi les logements stables, les locations privées sont nettement plus nombreuses que les locations sociales : le parc social n'est pas particulièrement dense mais surtout, les loyers y sont faibles, comme ils le sont aussi dans le parc privé, qui est un parc social de fait. Rapportés aux revenus des ménages locataires, ces loyers nets d'aides au logement correspondent à des taux d'effort faibles, de 16% dans le parc social et de 18% dans le parc privé. C'est sans doute ce qui explique la faible proportion de situations ayant des impayés (46%).

¹ Sources : Insee Auvergne électronique n° 26, février 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Auvergne		France métropolitaine
3742 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		26,5 %	28,1 %	12,4 %
Etrangers (hors UE)	Maghreb	5,6%	4,6%	9,3%
	Afrique subsaharienne	2,3%	2,2%	7,9%
	Europe de l'Est	2,0%	3,7%	4,8%
	Autres	1,0%	1,4%	2,1%
	Statut accordé	61,2%	44,5%	51,6%
	Statut demandé	33,8%	50,7%	38,3%
	Débouté, sans papiers	5,0%	4,8%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	22,6%	27,3%	21,2%
Familles	Hommes seuls	27,1%	25,6%	27,3%
	Femmes seules	15,0%	16,4%	17,4%
	Couples sans enfant	6,4%	6,8%	6,2%
	Pères isolés	4,2%	4,4%	3,7%
	Mères isolées	23,4%	22,0%	24,9%
	Couples avec enfants	23,9%	24,8%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	12,4%	13,1%	10,5%
	25-49 ans	63,7%	63,7%	66,2%
	50 ans et plus	23,9%	23,2%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	4,5%	4,6%	4,8%
	Emplois précaires ¹	11,1%	10,5%	10,9%
	Indépendant et informel	2,2%	1,6%	2,0%
	Total	17,8%	16,7%	17,7%
Formation professionnelle		1,6%	1,9%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	12,8%	12,2%	13,2%
	Non indemnisés	21,8%	18,4%	23,7%
	Total	34,5%	30,6%	36,8%
Inactifs	Etudiants	1,7%	1,8%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	13,0%	12,1%	11,3%
	Retraités	4,9%	5,2%	5,0%
	Au foyer	15,6%	20,7%	10,2%
	Sans droit au travail	2,2%	3,3%	7,1%
	Autres	8,6%	7,7%	8,6%
	Total	46,0%	50,9%	43,7%
Logements stables	Location HLM	26,7%	24,8%	38,9%
	Hébergement collectif	2,8%	2,6%	4,9%
	Location privée	39,3%	39,0%	28,5%
	Propriétaire	6,4%	7,0%	3,9%
	Total	75,3%	73,3%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,8%	1,1%	2,1%
	Caravane, péniche	8,1%	10,0%	2,0%
	Famille, amis	6,1%	6,1%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	9,7%	9,6%	11,1%
	Total	24,7%	26,7%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	135 €	143 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	14,6%	15,8%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	158 €	157 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	18,9%	17,8%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		844 €	868 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		480 €	518 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	43,0%	46,0%	61,8%
	Montant médian	650 €	600 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	5,2%	8,2%	15,9%
	RMI	33,0%	32,6%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	46,9%	47,5%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		9,3%	12,5%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Basse-Normandie

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 13 230 Situations rencontrées ▶ 2 190 Bénévoles ▶ 55 Lieux d'accueil ▶ 4 071 Situations analysées

Conjoncture 2008 : fin 2008, la récession atteint la région¹

L'activité économique en Basse-Normandie subit pleinement les effets de la crise au quatrième trimestre. La baisse de la production industrielle s'est aggravée, alors que la construction et les services aux entreprises sont en panne. L'emploi industriel se contracte fortement, le commerce et la construction commencent aussi à licencier. Seul l'agroalimentaire résiste. L'emploi intérimaire s'effondre et le taux de chômage régional s'établit au quatrième trimestre à 7,7%, contre 6,9% un an auparavant. Le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 9,4% sur l'année. Ces deux indicateurs font de la Basse-Normandie la région qui a connu la plus forte dégradation de l'emploi en 2008. En revanche les allocataires du RMI étaient en fin d'année sensiblement moins nombreux qu'en 2007.

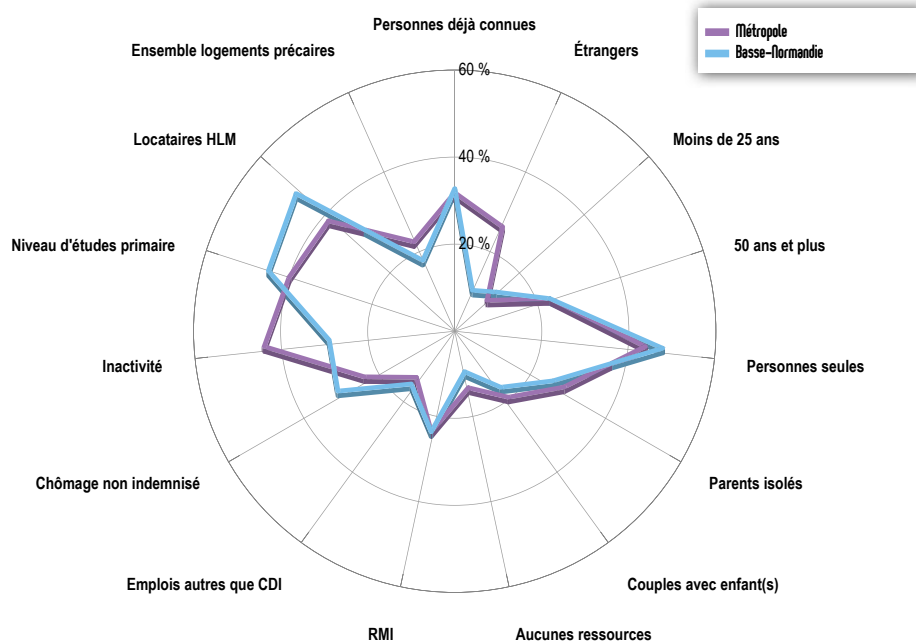
Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées a diminué en 2008, après deux années de hausse modérée.

C'est toujours en Basse-Normandie que le Secours Catholique rencontre le moins d'étrangers. Malgré une très légère augmentation en 2008, ils représentent tout juste 10% des accueillis.

Le milieu rural reste très présent : environ une situation sur cinq y vit. Pourtant les caractéristiques que l'on retrouve souvent en milieu rural (personnes plus âgées et isolées, propriétaires plus fréquents, logements plus souvent vétustes ou dégradés) ne sont pas celles des situations rencontrées dans la région. Bien que leur proportion recule un peu en 2008, les jeunes de moins de 25 ans sont plus présents qu'au plan national et les ménages sans enfant sont majoritaires, qu'il s'agisse de personnes vivant seules ou de couples sans enfant.

La caractéristique principale de la région reste la forte place qu'y tient le « travail pauvre » : en 2008, la part des personnes ayant un emploi augmente



encore, et pratiquement tous les statuts d'emploi sont concernés : CDI, CDD, travail intérimaire ou saisonnier et temps partiel. De fait, le salaire moyen net annuel est un des plus faibles de l'ensemble des régions, aussi bien pour les cadres que pour les ouvriers et les employés². La Basse-Normandie est la région où la proportion de personnes en formation professionnelle est la plus importante, ce qui est lié à la forte présence des jeunes. La proportion de demandeurs d'emploi parmi les situations rencontrées est stable, mais il y a davantage de chômeurs indemnisés et moins de personnes non indemnisées qu'en 2007. Les personnes rencontrées en Basse-Normandie sont dans l'ensemble plus proches de l'emploi que l'ensemble des accueillis. L'inactivité professionnelle reste minoritaire et diminue un peu en 2008, sans évolution significative d'une catégorie d'inactivité particulière. Compte tenu du petit nombre d'étrangers rencontrés, les personnes sans droit au travail sont très peu nombreuses. Les personnes sans domicile sont également peu représentées dans les accueils, de même que les mères au foyer. Toutes les autres catégories d'inactivité sont en proportions moyennes.

Si l'illettrisme est deux fois moins présent en Basse-Normandie que dans l'ensemble de la France métropolitaine, c'est en partie dû à la faible présence d'étrangers, mais le niveau d'études présente en 2008 deux différences avec la moyenne métropolitaine : davantage de personnes ont un niveau d'études primaire, davantage aussi ont un niveau d'études supérieur (la forte présence des moins de 25 ans y est certainement pour beaucoup) ; entre les deux, le niveau d'études secondaire se situe à un niveau moyen. Emplois peu qualifiés et faibles rémunérations, y compris pour les mieux formés, sont des composantes majeures de la pauvreté dans la région.

La grande précarité n'est pas très représentée dans les accueils de la région : 17,5% « seulement » des personnes ou familles rencontrées vivent en logement précaire en 2008, comme en 2007 ; les locataires du parc social sont en revanche très largement majoritaires et leur part augmente même un peu en 2008. Le taux d'effort des locataires est inférieur de 2 points à la moyenne métropolitaine, aussi bien dans le parc social que dans le parc privé.

¹ Sources : Insee Basse-Normandie, Cent pour Cent Conjoncture n° 189, mars 2009 ; Cnaf.

² Les salaires dans les régions, Insee.

Ensemble des situations		Basse-Normandie		France métropolitaine
4071 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		19,6 %	19,2 %	12,4 %
Étrangers (hors UE)	Maghreb	2,0 %	2,1 %	9,3 %
	Afrique subsaharienne	3,8 %	4,4 %	7,9 %
	Europe de l'Est	1,2 %	1,7 %	4,8 %
	Autres	0,6 %	0,9 %	2,1 %
	Statut accordé	49,0 %	52,5 %	51,6 %
	Statut demandé	40,8 %	37,4 %	38,3 %
	Débouté, sans papiers	10,2 %	10,1 %	10,2 %
	En France depuis moins de 6 mois	20,7 %	32,6 %	21,2 %
Familles	Hommes seuls	29,8 %	28,8 %	27,3 %
	Femmes seules	20,5 %	19,3 %	17,4 %
	Couples sans enfant	6,1 %	7,1 %	6,2 %
	Pères isolés	4,0 %	3,7 %	3,7 %
	Mères isolées	22,2 %	22,6 %	24,9 %
	Couples avec enfants	17,4 %	18,4 %	20,5 %
Age	Moins de 25 ans	13,8 %	12,9 %	10,5 %
	25-49 ans	63,9 %	63,9 %	66,2 %
	50 ans et plus	22,3 %	23,1 %	23,3 %
Emploi	CDI plein temps	5,6 %	6,1 %	4,8 %
	Emplois précaires ¹	12,7 %	13,6 %	10,9 %
	Indépendant et informel	1,6 %	1,6 %	2,0 %
	Total	20,0 %	21,4 %	17,7 %
Formation professionnelle		2,6 %	3,5 %	1,8 %
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	14,5 %	15,5 %	13,2 %
	Non indemnisés	32,1 %	30,6 %	23,7 %
	Total	46,6 %	46,1 %	36,8 %
Inactifs	Etudiants	1,8 %	2,0 %	1,4 %
	Incapacité liée à la santé	11,5 %	10,7 %	11,3 %
	Retraités	3,3 %	4,3 %	5,0 %
	Au foyer	8,5 %	6,5 %	10,2 %
	Sans droit au travail	1,3 %	1,1 %	7,1 %
	Autres	4,4 %	4,2 %	8,6 %
	Total	30,9 %	29,0 %	43,7 %
Logements stables	Location HLM	47,8 %	48,8 %	38,9 %
	Hébergement collectif	3,0 %	3,3 %	4,9 %
	Location privée	27,9 %	27,1 %	28,5 %
	Propriétaire	3,7 %	3,3 %	3,9 %
	Total	82,4 %	82,5 %	76,3 %
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	3,9 %	2,5 %	2,1 %
	Caravane, péniche	0,9 %	0,9 %	2,0 %
	Famille, amis	6,0 %	6,8 %	8,5 %
	Centre d'hébergement, abri de fortune	6,8 %	7,3 %	11,1 %
	Total	17,6 %	17,5 %	23,7 %
Parc social	Loyer moyen net	138 €	148 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	15,6 %	16,1 %	18,6 %
Parc privé	Loyer moyen net	185 €	202 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	21,2 %	22,0 %	24,5 %
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		841 €	881 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		556 €	584 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	71,5 %	73,9 %	61,8 %
	Montant médian	490 €	621 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	9,0 %	11,3 %	15,9 %
	RMI	29,8 %	25,6 %	26,3 %
	Transferts sociaux seulement	38,4 %	35,4 %	39,4 %
Au moins un délai ou une anomalie de perception		7,2 %	11,1 %	12,0 %

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Bourgogne

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 19 100 Situations rencontrées ▶ 1 300 Bénévoles ▶ 64 Lieux d'accueil ▶ 4 545 Situations analysées

Conjoncture 2008 : une fin d'année préoccupante¹

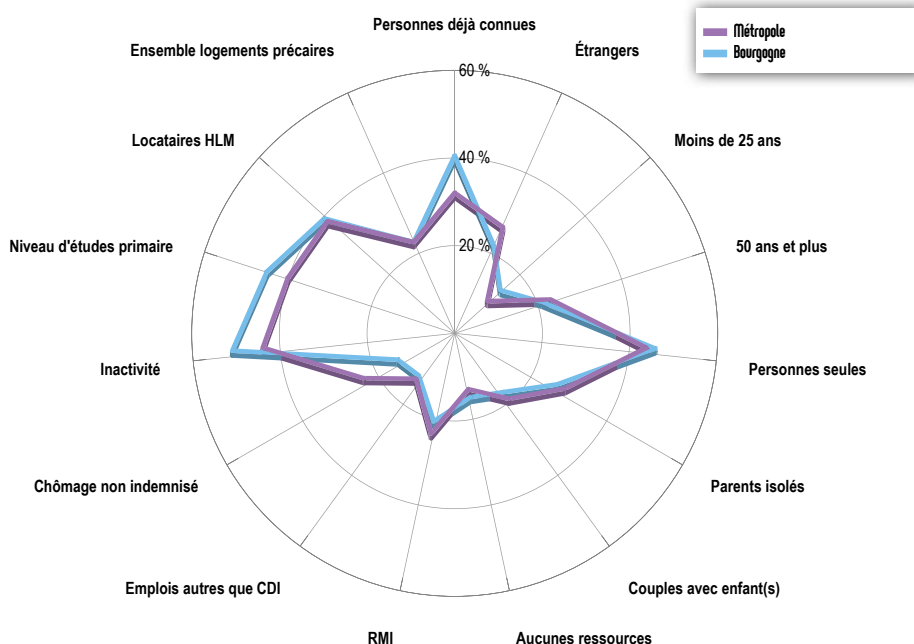
Au dernier trimestre de 2008, dans un contexte national et international déprimé, l'économie bourguignonne marque une nouvelle fois le pas. L'activité continue de se contracter dans tous les secteurs et les prévisions pour 2009 sont particulièrement pessimistes, notamment dans le bâtiment : le nombre de mises en chantier de logements a reculé d'un tiers en 2008. Les exportations et la création d'entreprises se réduisent à nouveau. Les effectifs salariés continuent de baisser. Le nombre d'allocataires du RMI a un peu progressé en 2008. Le taux de chômage, 6,8 % fin 2008, est en hausse, mais reste inférieur de 1 point à la moyenne métropolitaine. L'évolution est plus préoccupante pour les demandeurs d'emploi, leur augmentation de 9,4% en un an étant l'une des plus fortes enregistrées en région.

Les situations rencontrées

Leur nombre a diminué en 2008 après avoir augmenté en 2007, à l'inverse de la plupart des régions.

La proportion d'étrangers dans les accueils de Bourgogne est un peu supérieure, en 2008, à ce qu'elle était en 2007, mais surtout, les étrangers en attente de statut sont nettement plus fréquents alors que la part de ceux qui ont un statut en règle ou qui sont sans papiers diminue. Effectivement, les personnes récemment arrivées en France voient leur part augmenter.

La Bourgogne reste une des régions où la population accueillie est en moyenne la plus jeune. De ce fait, les personnes seules, aussi bien les hommes que les femmes, et les couples sans enfant y sont plus fréquents, alors que les familles avec enfant(s) sont plus rares. En 2008, sans que leur proportion change, un léger déplacement s'opère vers les familles monoparentales, dont la part augmente, tandis que celle des couples diminue. Le nombre moyen d'enfants par famille y est aussi plus faible que la moyenne métropolitaine.



La moitié des demandeurs rencontrés en Bourgogne est inactive professionnellement, contrairement à d'autres régions où jeunesse rime avec activité. Les personnes retraitées, invalides, au foyer ou étudiantes se trouvent dans des proportions moyennes, mais l'inactivité sans raison déterminée est le fait d'un quart des accueillis. Bien souvent, cette forme d'inactivité est liée à la grande précarité, dont on trouve par ailleurs d'autres traces. Ainsi, 17% des personnes ou familles n'ont aucunes ressources au moment où le Secours Catholique les rencontre. Il s'agit parfois de personnes dont la situation a changé et qui attendent de percevoir des ressources correspondant à leur nouvelle situation, mais ce n'est le plus souvent pas le cas, puisque la fréquence des délais ou anomalies de perception est relativement faible. Cela concerne plutôt des personnes qui n'ont pas de droits à faire valoir, particulièrement des jeunes très marginalisés.

La répartition par type de logement ne change pas et reste très proche de la moyenne métropolitaine : les trois quarts des personnes et familles rencontrées vivent en logement stable, un quart en logement précaire. À l'intérieur même de ces catégories, la Bourgogne ne présente

aucune particularité si ce n'est une représentation légèrement supérieure des propriétaires, qu'on peut rapprocher du caractère rural de la région. Pour les locataires, la situation est plutôt favorable puisque les taux d'effort sont inférieurs aux moyennes, aussi bien dans le parc social que dans le parc privé, ils ont même légèrement diminué en 2008.

À côté des jeunes en situation de grande précarité, nombreux dans la région, le Secours Catholique rencontre aussi en Bourgogne des ménages dont les revenus ne sont pas parmi les plus faibles mais qui – et c'est souvent ce qui les amène dans les accueils – sont très endettés : près de huit situations sur dix ont des impayés, ce qui est le maximum de toutes les régions. Aucune catégorie de dette n'émerge de façon spécifique, mais le montant médian des dettes est élevé et surtout, il a augmenté de plus de 20% depuis 2007.

¹ Sources : Insee Bourgogne Dimensions n° 56, mars 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Bourgogne		France métropolitaine
4545 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		20,4%	21,5%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	6,9%	7,4%	9,3%
	Afrique subsaharienne	5,6%	6,4%	7,9%
	Europe de l'Est	4,0%	4,0%	4,8%
	Autres	1,1%	1,5%	2,1%
	Statut accordé	61,2%	56,5%	51,6%
	Statut demandé	33,3%	40,5%	38,3%
	Débouté, sans papiers	5,5%	3,0%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	16,8%	22,9%	21,2%
Familles	Hommes seuls	29,5%	28,8%	27,3%
	Femmes seules	16,7%	17,6%	17,4%
	Couples sans enfant	6,9%	7,2%	6,2%
	Pères isolés	3,7%	3,1%	3,7%
	Mères isolées	22,7%	24,0%	24,9%
	Couples avec enfants	20,4%	19,3%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	13,5%	13,7%	10,5%
	25-49 ans	64,6%	64,9%	66,2%
	50 ans et plus	21,9%	21,5%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	5,6%	6,4%	4,8%
	Emplois précaires ¹	13,1%	11,0%	10,9%
	Indépendant et informel	0,9%	1,2%	2,0%
	Total	19,6%	18,5%	17,7%
Formation professionnelle		1,7%	1,4%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	13,6%	14,0%	13,2%
	Non indemnisés	15,4%	15,4%	23,7%
	Total	29,0%	29,4%	36,8%
Inactifs	Etudiants	1,6%	1,9%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	9,2%	9,0%	11,3%
	Retraités	4,9%	4,3%	5,0%
	Au foyer	9,5%	9,5%	10,2%
	Sans droit au travail	0,7%	1,3%	7,1%
	Autres	23,8%	24,6%	8,6%
	Total	49,7%	50,7%	43,7%
Logements stables	Location HLM	37,7%	39,7%	38,9%
	Hébergement collectif	2,2%	2,7%	4,9%
	Location privée	30,7%	28,9%	28,5%
	Propriétaire	5,7%	5,4%	3,9%
	Total	76,2%	76,7%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,9%	0,7%	2,1%
	Caravane, péniche	2,3%	2,5%	2,0%
	Famille, amis	9,8%	8,3%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	10,8%	11,8%	11,1%
	Total	23,8%	23,3%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	154 €	152 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	17,1%	16,3%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	201 €	189 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	22,7%	21,2%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		847 €	874 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		533 €	560 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	79,7%	78,6%	61,8%
	Montant médian	645 €	783 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	18,3%	17,2%	15,9%
	RMI	23,4%	23,4%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	34,3%	34,2%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		7,7%	8,4%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Bretagne

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ▲ 26 470 Situations rencontrées ▲ 4 130 Bénévoles ▲ 115 Lieux d'accueil ▲ 4 789 Situations analysées

Conjoncture 2008 : le paysage économique s'assombrit¹

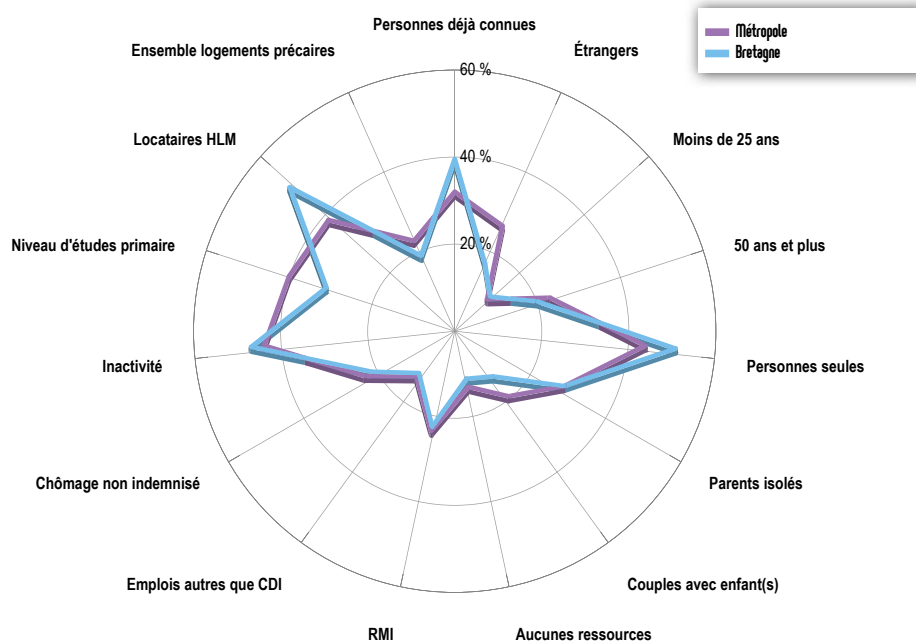
La Bretagne n'échappe pas à la crise économique et le marché du travail se dégrade nettement. Au troisième trimestre 2008, la région a connu un recul de l'emploi particulièrement fort dans le commerce et surtout l'industrie. Touchée de plein fouet, la filière automobile est dans la tourmente, avec une succession d'annonces de plans sociaux et de périodes de chômage partiel. Le bâtiment tourne au ralenti. La mévente des logements a provoqué une baisse des mises en chantier et de l'activité. Le taux de chômage (6,6% fin 2008) est en hausse de 0,3 point en un an, mais reste l'un des plus bas de France. Le nombre de demandeurs d'emploi est reparti à la hausse, mais les allocataires du RMI restent un peu moins nombreux qu'un an auparavant.

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées augmente de nouveau après avoir bien diminué en 2007.

Bien que toujours très inférieure à la moyenne métropolitaine, la proportion d'étrangers augmente dans la région et parmi eux, la part des situations en attente de statut est particulièrement élevée ; les étrangers sans papiers sont en revanche très peu nombreux. Si les Africains, ressortissants des deux Congos en particulier, sont toujours les plus nombreux, les Européens de l'Est sont en nette augmentation, Russes (pour la plupart, sans doute, Tchétchènes) et Arméniens en premier lieu. Cette augmentation de la part des étrangers sans statut s'accompagne d'une augmentation de la part des personnes sans ressources et de celle des sans droit au travail.

Les familles avec enfant(s) sont minoritaires parmi les situations rencontrées et c'est une constante de la région. Les personnes seules, et spécialement les hommes seuls, sont au contraire nombreux. On peut aussi noter en 2008 une augmentation des



pères seuls : la monoparentalité reste très majoritairement féminine, mais le Secours Catholique rencontre de plus en plus d'hommes seuls avec enfant(s).

La Bretagne est la région où la proportion de personnes inaptes au travail pour raison de santé est la plus importante, et cette caractéristique se renforce encore en 2008. Ce n'est pas lié à une répartition par âge particulière : les plus de 50 ans, en général les plus touchés par l'invalidité, ne sont pas plus nombreux et ce sont les 25-39 ans qui sont en proportion plus importante que la moyenne. Cette incapacité relève parfois de la maladie ou du handicap, un peu plus présents en Bretagne qu'ailleurs. Mais c'est surtout la solitude et ses conséquences en termes de dépression et parfois, d'alcoolisme, qui transparaissent ici : huit accueillis sur dix n'ont pas de conjoint, ce qui, conjugué à la pauvreté financière, expose fortement à la solitude et la Bretagne est, selon l'Ireb (Institut de recherches scientifiques sur les boissons), une des régions les plus touchées par l'alcoolisme, et ce dès l'adolescence².

Une autre caractéristique des situations rencontrées en Bretagne est leur niveau

de formation, nettement plus élevé que la moyenne : chez les Français ou chez les étrangers avec titre de séjour, l'illettrisme est plus rare et surtout, le niveau d'études secondaire est atteint par la moitié d'entre eux (contre 37,6% en métropole). C'est à rapprocher de la relative jeunesse des demandeurs.

La Bretagne est enfin la région où les services sociaux sont à l'origine du plus grand nombre de demandes nouvelles. Cela pourrait traduire un désengagement de ces services, mais il semble que ce n'est pas le cas et que ce n'est qu'après avoir fait jouer tous les mécanismes sociaux qu'ils adressent les personnes au Secours Catholique. Deux indices le laissent penser : la part des personnes sans ressources au moment de leur rencontre est relativement faible, ce qui indique que les personnes, dans l'ensemble, accèdent bien à leurs droits ; d'autre part la moitié des personnes et familles rencontrées sont locataires du parc social, ce qui est un chiffre important comparé à la moyenne métropolitaine, surtout dans une région où ce parc n'est pas particulièrement développé, et c'est là encore l'indice d'un bon fonctionnement des mécanismes publics.

¹ Sources : Insee Bretagne, Flash d'Octant n° 147, février 2009 ; Cnaf.

² Voir par exemple Thierry Fillaut, « Les jeunes et le boire en Bretagne pendant le second XXe siècle : un défi pour l'historien », Les Cahiers de l'Ireb n° 19, 2009.

Ensemble des situations		Bretagne		France métropolitaine
4789 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		6,9%	6,3%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	2,0%	1,9%	9,3%
	Afrique subsaharienne	5,8%	6,1%	7,9%
	Europe de l'Est	4,4%	5,8%	4,8%
	Autres	1,6%	1,7%	2,1%
	Statut accordé	38,9%	35,0%	51,6%
	Statut demandé	56,0%	62,2%	38,3%
	Débouté, sans papiers	5,1%	2,8%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	35,4%	38,7%	21,2%
Familles	Hommes seuls	31,4%	30,8%	27,3%
	Femmes seules	20,4%	20,1%	17,4%
	Couples sans enfant	4,9%	5,2%	6,2%
	Pères isolés	3,4%	4,6%	3,7%
	Mères isolées	25,1%	24,0%	24,9%
	Couples avec enfants	14,9%	15,3%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	10,9%	11,1%	10,5%
	25-49 ans	68,0%	68,4%	66,2%
	50 ans et plus	21,1%	20,5%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	4,2%	3,3%	4,8%
	Emplois précaires ¹	12,0%	11,0%	10,9%
	Indépendant et informel	1,2%	1,4%	2,0%
	Total	17,4%	15,7%	17,7%
Formation professionnelle		2,5%	2,0%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	14,0%	13,4%	13,2%
	Non indemnisés	23,6%	21,7%	23,7%
	Total	37,6%	35,0%	36,8%
Inactifs	Etudiants	1,6%	1,5%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	15,8%	17,0%	11,3%
	Retraités	3,0%	3,2%	5,0%
	Au foyer	9,0%	8,9%	10,2%
	Sans droit au travail	7,9%	11,2%	7,1%
	Autres	5,2%	5,5%	8,6%
	Total	42,5%	47,2%	43,7%
Logements stables	Location HLM	49,2%	50,5%	38,9%
	Hébergement collectif	4,7%	5,4%	4,9%
	Location privée	23,8%	22,8%	28,5%
	Propriétaire	2,6%	2,2%	3,9%
	Total	80,2%	80,8%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	1,0%	1,3%	2,1%
	Caravane, péniche	1,6%	2,0%	2,0%
	Famille, amis	7,3%	6,9%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	9,9%	8,9%	11,1%
	Total	19,8%	19,2%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	117 €	121 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	15,4%	15,4%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	177 €	204 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	24,1%	25,8%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		725 €	757 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		495 €	508 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	57,6%	58,0%	61,8%
	Montant médian	597 €	595 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	11,8%	13,0%	15,9%
	RMI	25,8%	25,3%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	44,7%	44,6%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		14,2%	13,6%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Centre

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 18 320 Situations rencontrées ▶ 1 980 Bénévoles ▶ 128 Lieux d'accueil ▶ 3 080 Situations analysées

Conjoncture 2008 : fin d'année difficile pour l'économie régionale¹

L'économie régionale pâtit de la crise générale. L'activité recule dans l'industrie comme dans le bâtiment, mais semble reprendre dans les services. La création d'entreprise continue à se contracter mais, sur l'ensemble de l'année 2008, seul le secteur des transports accuse une baisse notable de ses créations. Le taux de chômage, 6,9 % de la population active en décembre 2008, augmente de 0,5 point sur l'année. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 7 % en 2008. Cette dégradation est plus significative que dans les autres régions puisque le Centre rétrograde en 7^e position du classement national alors qu'il occupait la 4^e au début de l'année. L'évolution est tout aussi défavorable pour les allocataires du RMI, le Centre est l'une des trois régions où leur nombre augmente sensiblement (+0,9 % en 2008).

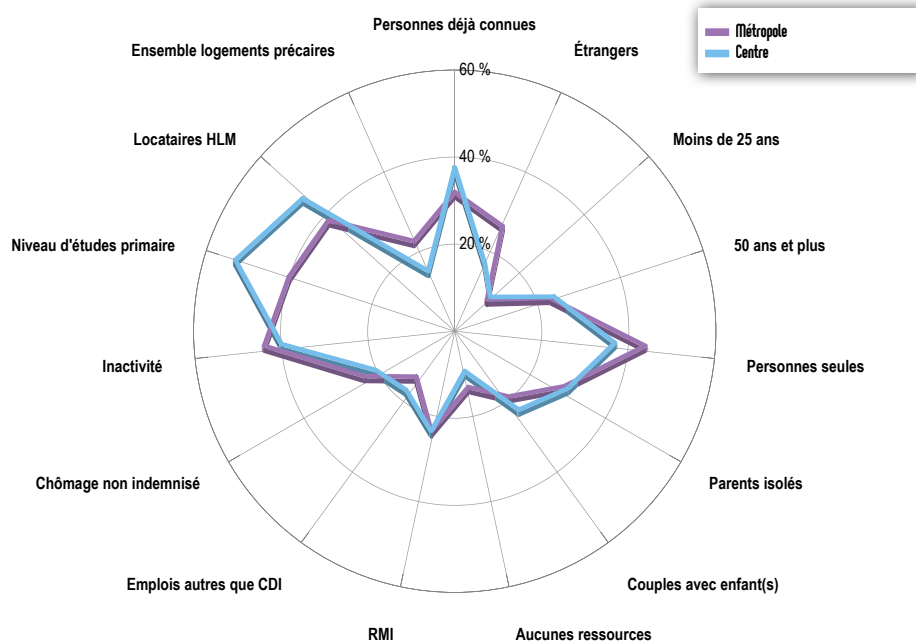
Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées a diminué en 2008.

Les étrangers sont toujours relativement peu nombreux en région Centre et leur part diminue encore en 2008. Un tiers d'entre eux est en attente de statut et un sur dix est sans papiers : par rapport à l'année précédente, les situations en attente de statut ont nettement diminué, mais il y a une augmentation à la fois des statuts en règle et des sans papiers. Les étrangers récemment arrivés en France sont en outre beaucoup moins nombreux qu'en 2007.

La proportion de situations rencontrées en milieu rural progresse de façon sensible, et c'est sans doute une explication à tout un ensemble d'évolutions. Alors même que la conjoncture s'est améliorée en 2007 et au début de l'année 2008, le milieu rural en aura moins profité.

Une majorité de situations est constituée de familles avec enfant(s), et cette majorité s'affirme encore en 2008, avec une augmentation de la proportion de



couples avec enfant(s) : les parents isolés restent plus nombreux mais l'écart se réduit entre les deux formes de familles. Cette évolution peut probablement être rapprochée de la diminution importante des divorces dans la région. Les couples sont en général plus solides devant la pauvreté que les ménages composés d'un seul adulte, mais ils sont aussi plus fréquents dans les zones rurales, vers lesquelles la pauvreté rencontrée s'est déplacée en 2008.

La proportion de demandeurs ayant un emploi a nettement augmenté, du fait des CDI à plein temps et des emplois à temps partiel. Le « travail pauvre » est de fait plus présent dans les zones rurales : l'éloignement entre domicile et lieu de travail se traduit par des frais et des temps de transport plus importants qu'en ville, ce qui relativise l'avantage du travail et du faible coût du logement. La recherche d'emploi et l'inactivité sont en revanche toutes deux en léger recul, sans qu'une catégorie particulière se détache.

Cette fragilisation de ménages qui sembleraient pourtant à l'abri de la pauvreté se retrouve aussi dans la

répartition par logement : les situations en logement précaire diminuent fortement alors que celles en logement stable progressent, et ce sont les locataires du secteur privé et les propriétaires qui voient leur part augmenter, ce qui est aussi cohérent avec l'augmentation du milieu rural dans les accueils. Les locataires du parc social restent cependant largement majoritaires. Le loyer moyen ne varie pour ainsi dire pas dans le parc social et augmente de 10 % dans le parc privé, ce qui est dû en partie au fait que les familles sont plus nombreuses. Au total, le taux d'effort varie peu, il diminue même dans le parc social.

Les situations endettées ne sont pas plus fréquentes et aucune catégorie d'impayés n'augmente de façon significative, mais le montant médian des dettes progresse de 9 %. La proportion d'allocataires du RMI parmi les accueillis est en baisse, mais celle des personnes en attente de RMI augmente : c'est la conséquence du retournement de tendance observé en 2008.

¹ Sources : Insee Centre, Note trimestrielle de conjoncture n° 12, avril 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Centre		France métropolitaine
3080 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		17,2%	22,8%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	4,5%	4,7%	9,3%
	Afrique subsaharienne	11,0%	7,8%	7,9%
	Europe de l'Est	2,7%	3,5%	4,8%
	Autres	1,2%	1,2%	2,1%
	Statut accordé	50,5%	53,6%	51,6%
	Statut demandé	40,1%	35,6%	38,3%
	Débouté, sans papiers	9,4%	10,7%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	18,5%	11,9%	21,2%
Familles	Hommes seuls	23,1%	20,4%	27,3%
	Femmes seules	16,5%	17,1%	17,4%
	Couples sans enfant	7,2%	7,7%	6,2%
	Pères isolés	3,4%	3,4%	3,7%
	Mères isolées	26,9%	26,6%	24,9%
	Couples avec enfants	22,9%	24,8%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	12,3%	10,7%	10,5%
	25-49 ans	65,3%	65,3%	66,2%
	50 ans et plus	22,5%	24,0%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	4,2%	6,2%	4,8%
	Emplois précaires ¹	13,6%	14,6%	10,9%
	Indépendant et informel	1,5%	2,1%	2,0%
	Total	19,3%	22,8%	17,7%
Formation professionnelle		1,9%	1,5%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	15,3%	14,3%	13,2%
	Non indemnisés	22,2%	20,7%	23,7%
	Total	37,5%	35,0%	36,8%
Inactifs	Etudiants	1,6%	1,5%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	10,4%	11,0%	11,3%
	Retraités	4,3%	5,7%	5,0%
	Au foyer	9,9%	9,1%	10,2%
	Sans droit au travail	4,7%	3,8%	7,1%
	Autres	10,4%	9,6%	8,6%
	Total	41,3%	40,7%	43,7%
Logements stables	Location HLM	46,9%	46,2%	38,9%
	Hébergement collectif	6,0%	5,9%	4,9%
	Location privée	24,2%	26,3%	28,5%
	Propriétaire	4,6%	6,6%	3,9%
	Total	81,8%	85,1%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	1,1%	1,1%	2,1%
	Caravane, péniche	3,0%	2,6%	2,0%
	Famille, amis	8,5%	6,3%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	5,6%	4,9%	11,1%
	Total	18,2%	14,9%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	145 €	146 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	17,0%	16,0%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	187 €	207 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	21,1%	21,7%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		817 €	888 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		521 €	548 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	58,3%	58,4%	61,8%
	Montant médian	686 €	750 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	11,9%	11,3%	15,9%
	RMI	28,8%	26,3%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	41,7%	38,7%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		7,8%	9,8%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Champagne-Ardenne

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ▲ 12 900 Situations rencontrées ▲ 1 520 Bénévoles ▲ 60 Lieux d'accueil ▲ 2 570 Situations analysées

Conjoncture 2008 : coup de frein¹

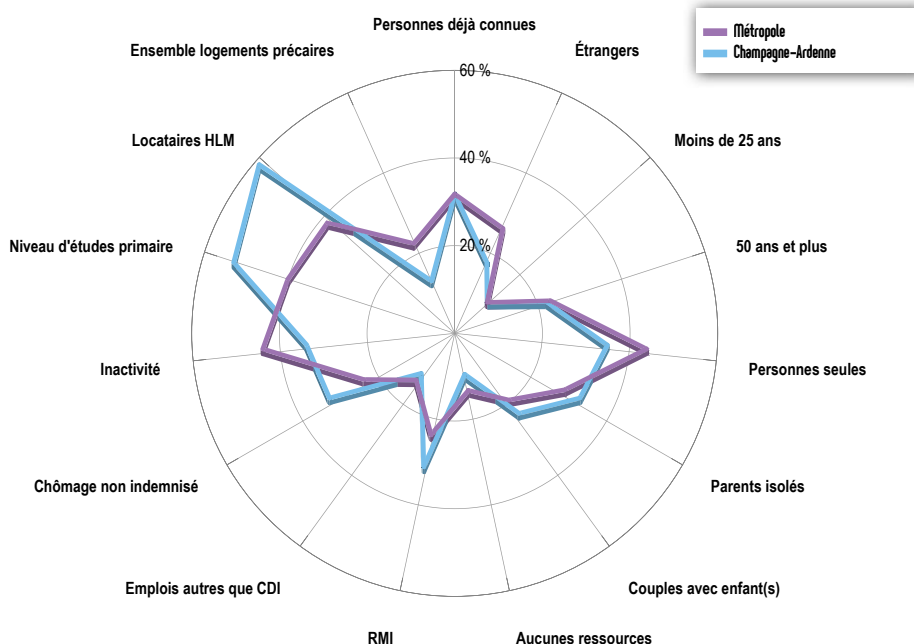
L'activité champardennaise a continué de reculer au quatrième trimestre 2008. Son décrochage a concerné tous les secteurs économiques mais plus particulièrement l'industrie. L'indice de l'activité régionale atteint son plus bas niveau depuis 1997. En conséquence de cette forte contraction, de nombreux emplois disparaissent. En un an, l'emploi salarié baisse de 2,1%, (-0,9% en France métropolitaine). Après trois trimestres de stagnation, le chômage repart à la hausse au quatrième trimestre. Le taux de chômage atteint 8,4% de la population active et le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 5,6% au cours de l'année. En revanche les allocataires du RMI sont encore en diminution en 2008 (-2,3%).

Les situations rencontrées

Elles sont plus nombreuses en 2008 qu'en 2007.

La proportion d'étrangers dans les accueils est relativement faible et moins importante encore qu'en 2007. Pour les trois quarts, il s'agit de personnes ou familles installées en France depuis plus de deux ans et la grande majorité d'entre elles disposent d'un statut en règle. Les situations en attente de statut ont beaucoup baissé en proportion et les étrangers sans papiers sont relativement peu nombreux.

La répartition par âge est très semblable à la moyenne métropolitaine et est pratiquement identique à celle de 2007. En revanche la répartition par type de ménage montre une forte prédominance des familles avec enfant(s), comme dans les autres régions du nord de la France. Un tiers des situations rencontrées sont des familles monoparentales et, contrairement à ce que l'on constate dans d'autres régions, la monoparentalité masculine n'augmente pas. La proportion de couples avec enfant(s) est un peu moins importante en 2008 et celle des couples sans enfant progresse légèrement. Le nombre moyen d'enfants par famille est plus élevé que la moyenne métropolitaine.



Les deux tiers des demandeurs sont actifs professionnellement et c'est caractéristique de la région. Mais parmi les actifs, ceux qui ont un emploi sont minoritaires et leur part diminue en 2008, tous les statuts d'emploi étant concernés par cette baisse. Près de la moitié des demandeurs sont en recherche d'emploi, le plus souvent sans indemnisation : il s'agit de personnes qui n'ont jamais travaillé, ou pas assez, ou qui ont cessé de travailler depuis trop longtemps pour avoir droit à des allocations chômage. Mais la proportion de chômeurs indemnisés augmente et 40% de ces chômeurs ont perdu leur emploi depuis moins de six mois. On peut remarquer un léger déplacement de la recherche d'emploi non indemnisée vers l'inactivité, ce qui est signe d'une dégradation de la conjoncture : l'espoir de trouver un travail pour ces personnes éloignées de l'emploi s'amenuise et une part grandissante y renonce et se déclare inactive ; l'inactivité « au foyer » est celle qui augmente le plus.

Les situations sans ressources sont relativement rares en Champagne-Ardenne. La fréquence des délais et anomalies de perception de ressources

est faible, et ce n'est pas sans lien. 44% des ménages rencontrés vivent uniquement de transferts sociaux, auxquels s'ajoutent parfois d'autres revenus, principalement des pensions alimentaires et des revenus « autres », souvent issus du travail informel : c'est la région où le plus de ménages perçoivent ces revenus complémentaires.

Champagne-Ardenne est avec l'Île-de-France la région qui possède le parc social le plus dense. Effectivement, c'est la région qui compte parmi les accueillies la plus forte proportion de locataires du parc social (60%). Les loyers sont relativement faibles, dans le parc social comme dans le parc privé ; les taux d'effort sont nettement inférieurs aux moyennes métropolitaines et n'augmentent pas en 2008. Malgré cela, près des trois quarts des ménages ont des impayés : si les loyers sont le plus souvent en cause, le crédit à la consommation tient une place très importante dans ces impayés, la plus forte de l'ensemble des régions.

¹ Sources : Insee Champagne-Ardenne, Flash Conjoncture n° 1, 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Champagne-Ardenne		France métropolitaine
2570 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		14,1%	13,8%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	8,6%	7,9%	9,3%
	Afrique subsaharienne	5,8%	4,5%	7,9%
	Europe de l'Est	3,3%	2,5%	4,8%
	Autres	1,4%	1,2%	2,1%
	Statut accordé	51,7%	63,9%	51,6%
	Statut demandé	40,9%	30,1%	38,3%
	Débouté, sans papiers	7,4%	6,0%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	3,8%	5,1%	21,2%
Familles	Hommes seuls	21,0%	20,2%	27,3%
	Femmes seules	14,2%	15,1%	17,4%
	Couples sans enfant	5,7%	7,0%	6,2%
	Pères isolés	3,2%	3,2%	3,7%
	Mères isolées	29,8%	29,7%	24,9%
	Couples avec enfants	26,2%	24,7%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	10,7%	9,8%	10,5%
	25-49 ans	67,1%	68,0%	66,2%
	50 ans et plus	22,2%	22,2%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	5,5%	4,8%	4,8%
	Emplois précaires ¹	10,4%	9,1%	10,9%
	Indépendant et informel	3,1%	2,4%	2,0%
	Total	19,0%	16,3%	17,7%
Formation professionnelle		1,5%	1,2%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	12,8%	15,3%	13,2%
	Non indemnisés	35,9%	33,2%	23,7%
	Total	48,8%	48,6%	36,8%
Inactifs	Etudiants	0,8%	1,1%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	9,7%	9,2%	11,3%
	Retraités	4,4%	5,7%	5,0%
	Au foyer	11,5%	13,6%	10,2%
	Sans droit au travail	0,6%	1,5%	7,1%
	Autres	3,8%	2,8%	8,6%
	Total	30,8%	33,9%	43,7%
Logements stables	Location HLM	57,4%	60,3%	38,9%
	Hébergement collectif	3,9%	4,4%	4,9%
	Location privée	20,0%	19,4%	28,5%
	Propriétaire	3,5%	2,9%	3,9%
	Total	84,7%	86,9%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,3%	0,6%	2,1%
	Caravane, péniche	1,4%	0,7%	2,0%
	Famille, amis	5,5%	4,3%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	8,1%	7,5%	11,1%
	Total	15,3%	13,1%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	156 €	159 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	17,0%	16,9%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	173 €	189 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	19,3%	19,8%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		858 €	892 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		519 €	534 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	71,7%	73,9%	61,8%
	Montant médian	1 095 €	1 000 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	10,8%	10,9%	15,9%
	RMI	32,2%	34,1%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	42,2%	44,1%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		9,1%	8,5%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Franche-Comté

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 12 780 Situations rencontrées ▶ 1 770 Bénévoles ▶ 34 Lieux d'accueil ▶ 2 289 Situations analysées

Conjoncture 2008 : l'activité décroche dans l'industrie¹

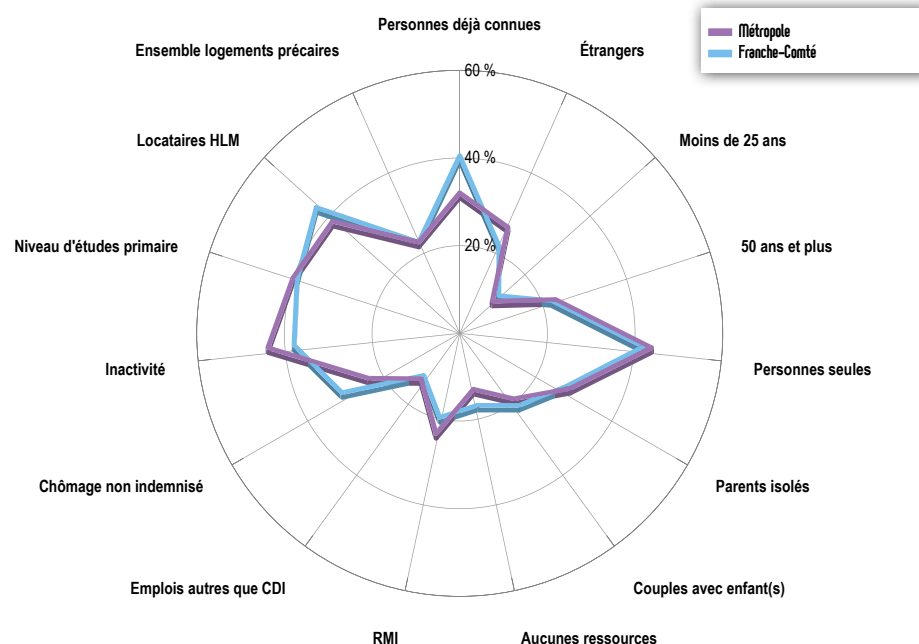
Fin 2008, l'économie régionale a souffert du ralentissement global de l'activité en France et dans le monde. Le recul des immatriculations de véhicules a eu pour conséquence une forte baisse d'activité dans l'automobile. L'ensemble de la production industrielle marque le pas en fin d'année. Le marché de l'immobilier est toujours ralenti. L'activité se replie dans les services marchands. Les créations d'entreprises reculent dans tous les secteurs. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 8,3% sur l'année, portant le taux de chômage à 7,6% fin 2008. Il est maintenant proche de la moyenne métropolitaine (7,8%). Le nombre d'allocataires du RMI s'est stabilisé alors que la tendance nationale est à la baisse en 2008.

Les situations rencontrées

Elles sont légèrement moins nombreuses en 2008.

Contrairement à la tendance générale, la proportion d'étrangers dans les accueils de Franche-Comté augmente en 2008, ce que confirme la part plus importante de récents arrivés. Aucune nationalité n'est spécialement concernée, les plus nombreux sont toujours les ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne et, presque à égalité, ceux de pays d'Europe de l'Est. Cette augmentation n'entraîne aucun changement dans la répartition par statut : six étrangers sur dix disposent d'un statut en règle leur permettant de travailler, et les étrangers sans papiers sont deux fois moins présents que dans l'ensemble de la France métropolitaine.

L'âge moyen des demandeurs ne change pas, mais les plus jeunes et les plus âgés voient leur part augmenter, alors que la tranche d'âge intermédiaire diminue. Cette évolution prolonge celle déjà observée l'an passé. À peine plus de la moitié des situations rencontrées en 2008 sont des familles avec enfant(s), ce qui marque un net recul : aussi bien les couples que les familles monoparentales sont moins fréquents, alors que la proportion de personnes seules augmente sensiblement, aussi bien celle



des hommes seuls que celle des femmes seules. C'est une conséquence de la modification de la répartition par âge, les plus jeunes et les plus âgés étant plus souvent seuls que les personnes d'âge intermédiaire.

La proportion de personnes actives professionnellement ne varie pas, mais l'emploi recule et le chômage progresse. Ce sont les CDI à plein temps et les emplois à temps partiel qui diminuent, et c'est le chômage non indemnisé qui augmente : la pauvreté rencontrée en 2008 se concentre sur des personnes plus éloignées de l'emploi, plus jeunes ou plus âgées. Ces changements de situations professionnelles se traduisent dans le domaine des ressources : la proportion de personnes ou familles sans aucunes ressources au moment de leur rencontre est beaucoup plus importante en 2008 qu'en 2007. Il peut s'agir de personnes n'ayant aucun droit à faire valoir, comme les étrangers sans titre de séjour ou les moins de 25 ans. Mais le plus souvent, ce sont des personnes qui ont perdu leur emploi ou qui ont épuisé leurs droits au chômage, et qui se trouvent de ce fait entre deux modes de rémunération : c'est ce qu'indique la proportion particulièrement élevée en 2008 (maximum de toutes les régions métropolitaines) de situations

faisant état de délais ou d'anomalies de perception. Les ressources concernées sont principalement les allocations chômage, attendues par 5% de leurs bénéficiaires potentiels, et le RMI, attendu par 7% de ses bénéficiaires potentiels. En conséquence, la proportion de ménages ayant des impayés est nettement plus importante que l'année précédente et le montant médian des impayés augmente de 14%.

Autre signe de concentration de la pauvreté vers des formes plus précaires, la part des logements précaires augmente nettement, principalement les hébergements par des proches – c'est souvent la situation des plus jeunes – et les centres d'hébergement. Pour les ménages habitant des logements stables, les taux d'effort des locataires rencontrés augmentent aussi bien dans le parc social que dans le parc privé, alors que les loyers moyens dans les deux parcs ne changent pas : c'est que les ressources de ces locataires ont diminué. Le revenu moyen de l'ensemble des situations rencontrées est, de fait, légèrement inférieur en 2008 à ce qu'il était en 2007.

¹ Sources : Insee Franche-Comté, Info Web n° 56, mai 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Franche-Comté		France métropolitaine
2289 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		12,5%	10,9%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	7,5%	8,4%	9,3%
	Afrique subsaharienne	2,7%	3,0%	7,9%
	Europe de l'Est	6,9%	7,7%	4,8%
	Autres	1,3%	1,5%	2,1%
	Statut accordé	58,5%	59,2%	51,6%
	Statut demandé	36,3%	35,1%	38,3%
	Débouté, sans papiers	5,2%	5,7%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	17,1%	20,2%	21,2%
Familles	Hommes seuls	24,3%	26,8%	27,3%
	Femmes seules	13,5%	15,1%	17,4%
	Couples sans enfant	7,0%	7,1%	6,2%
	Pères isolés	4,5%	4,5%	3,7%
	Mères isolées	26,3%	23,7%	24,9%
	Couples avec enfants	24,4%	22,8%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	11,2%	12,2%	10,5%
	25-49 ans	66,4%	65,5%	66,2%
	50 ans et plus	22,3%	22,3%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	5,2%	3,7%	4,8%
	Emplois précaires ¹	11,3%	10,2%	10,9%
	Indépendant et informel	1,2%	1,2%	2,0%
	Total	17,7%	15,1%	17,7%
Formation professionnelle		1,9%	1,7%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	14,9%	14,4%	13,2%
	Non indemnisés	27,3%	30,7%	23,7%
	Total	42,2%	45,2%	36,8%
Inactifs	Etudiants	1,3%	1,7%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	10,5%	10,8%	11,3%
	Retraités	4,8%	5,1%	5,0%
	Au foyer	10,8%	8,9%	10,2%
	Sans droit au travail	3,9%	7,2%	7,1%
	Autres	7,0%	4,4%	8,6%
	Total	38,3%	38,1%	43,7%
Logements stables	Location HLM	47,1%	43,6%	38,9%
	Hébergement collectif	9,5%	8,0%	4,9%
	Location privée	21,3%	22,3%	28,5%
	Propriétaire	4,4%	3,3%	3,9%
	Total	82,3%	77,2%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,3%	0,4%	2,1%
	Caravane, péniche	2,0%	2,1%	2,0%
	Famille, amis	7,9%	9,1%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	7,5%	11,2%	11,1%
	Total	17,7%	22,8%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	170 €	170 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	19,9%	19,6%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	218 €	219 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	23,3%	25,2%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		838 €	833 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		526 €	530 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	57,8%	66,7%	61,8%
	Montant médian	783 €	894 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	13,0%	18,8%	15,9%
	RMI	24,8%	22,2%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	34,7%	33,8%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		17,2%	18,9%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Haute-Normandie

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 19 030 Situations rencontrées ▶ 1 340 Bénévoles ▶ 82 Lieux d'accueil ▶ 3 072 Situations analysées

Conjoncture 2008 : hausse du chômage deux fois plus rapide chez les hommes¹

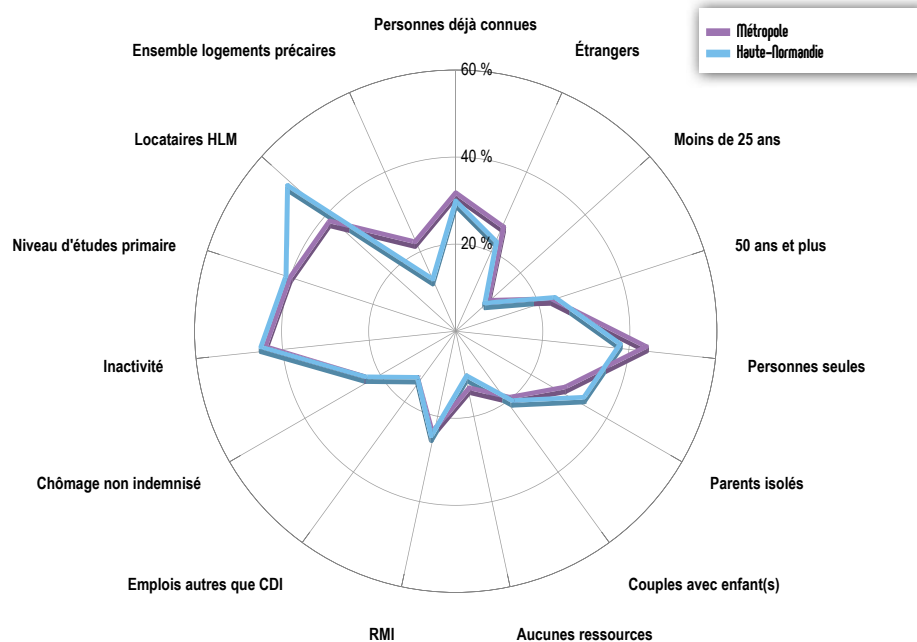
Depuis l'automne 2008, la Haute-Normandie est durement touchée par les annonces de réductions d'effectifs et de fermetures de sites. Fait nouveau, la dégradation du marché du travail ne se limite pas à la chute des missions d'intérim ou de l'emploi des jeunes, mais concerne également la main-d'œuvre masculine, force vive de l'industrie locale. Seuls les emplois salariés dans les services, notamment portuaires, augmentent. Le taux de chômage régional s'établit au quatrième trimestre à 8,6%, en hausse de 0,6 point en un an. Le nombre de demandeurs d'emplois a progressé de 5,5% sur l'année. En revanche, fin 2008, les allocataires du RMI étaient moins nombreux qu'un an plus tôt.

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées a augmenté en 2008 et retrouve pratiquement son niveau de 2006.

La part des étrangers dans les accueils a augmenté en 2008. La Haute-Normandie est la région de l'ouest de la France qui en rencontre le plus, tout en restant en deçà de la moyenne métropolitaine. Les situations en attente de statut ou sans papiers ont beaucoup diminué et, pour près des trois quarts, les étrangers rencontrés ont un statut qui leur permet de travailler. La moitié des étrangers rencontrés sont originaires d'Afrique subsaharienne.

La Haute-Normandie se distingue toujours des autres régions du Grand Ouest par une présence plus marquée des familles : 56% des situations rencontrées sont des familles avec enfant(s), avec une majorité de familles monoparentales. En 2008, on note en particulier une nette augmentation de la proportion de pères isolés, c'est la plus importante de toutes les régions. À l'inverse, les personnes seules, hommes ou femmes, sont moins fréquentes qu'au plan national. En moyenne, les demandeurs sont plus âgés



que la moyenne métropolitaine : moins de jeunes fréquentent les accueils, mais plus de personnes dans la quarantaine. La proportion de personnes âgées de 50 à 59 ans augmente.

L'année 2008 voit une concentration des accueils sur les personnes ayant de réelles difficultés dans le domaine de l'emploi : invalidité, illettrisme, formes particulières d'emploi ; l'amélioration de la conjoncture, dont les effets se prolongent sur toute une partie de l'année, a sans doute permis aux personnes les moins handicapées dans ce domaine de sortir des accueils. On note en effet que l'inactivité professionnelle est en progression, en particulier du fait de l'augmentation de l'invalidité, qui touche particulièrement les personnes en fin de carrière. L'inactivité au foyer reste nettement plus importante qu'au plan national, et c'est bien sûr à relier à la forte proportion de mères isolées ; cette forme d'inactivité diminue cependant en 2008. La proportion de personnes en recherche d'emploi recule : celle des chômeurs indemnisés, proches de l'emploi, ne varie pas, mais les personnes non indemnisées sont moins nombreuses.

La part des personnes ayant un emploi est, quant à elle, en augmentation : si les CDI sont moins nombreux, presque tous les autres statuts d'emploi augmentent, particulièrement les CDD, emplois à temps partiel et emplois intérimaires. La part des personnes en formation professionnelle augmente aussi. Enfin, la proportion de personnes ayant des difficultés à lire ou à écrire est en hausse, peut-être en lien avec la plus forte présence étrangère.

La Haute-Normandie est toujours une des régions où le Secours Catholique rencontre le moins de personnes en domicile précaire. Plus de la moitié des situations rencontrées sont locataires du parc social, où le taux d'effort net est identique à la moyenne métropolitaine ; il est en revanche plus faible que la moyenne dans le parc privé. Près des trois quarts des personnes et familles ont des dettes, soit nettement plus qu'en 2007, et nettement plus aussi que dans l'ensemble de la métropole. Les dettes de loyer sont les plus fréquentes, mais les dettes d'eau restent caractéristiques de la région et leur fréquence est la même que celle des dettes d'énergie.

¹ Sources : Insee Haute-Normandie, Cahier d'Aval n° 81, mai 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Haute-Normandie		France métropolitaine
		2007	2008	2008
3072 situations en 2008				
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		9,1%	9,5%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	6,2%	5,5%	9,3%
	Afrique subsaharienne	9,5%	10,8%	7,9%
	Europe de l'Est	3,5%	4,4%	4,8%
	Autres	0,8%	1,6%	2,1%
	Statut accordé	54,1%	71,2%	51,6%
	Statut demandé	41,3%	27,0%	38,3%
	Débouté, sans papiers	4,6%	1,8%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	10,7%	15,4%	21,2%
Familles	Hommes seuls	18,7%	22,5%	27,3%
	Femmes seules	15,4%	15,2%	17,4%
	Couples sans enfant	7,3%	6,5%	6,2%
	Pères isolés	3,3%	6,8%	3,7%
	Mères isolées	32,4%	27,1%	24,9%
	Couples avec enfants	22,9%	21,9%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	9,4%	9,2%	10,5%
	25-49 ans	68,1%	67,1%	66,2%
	50 ans et plus	22,5%	23,6%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	4,4%	3,8%	4,8%
	Emplois précaires ¹	9,7%	11,4%	10,9%
	Indépendant et informel	1,4%	1,3%	2,0%
	Total	15,5%	16,5%	17,7%
Formation professionnelle		1,8%	2,1%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	12,8%	12,4%	13,2%
	Non indemnisés	26,5%	23,6%	23,7%
	Total	39,3%	36,0%	36,8%
Inactifs	Etudiants	1,4%	1,5%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	7,8%	10,2%	11,3%
	Retraités	4,1%	4,6%	5,0%
	Au foyer	18,8%	17,5%	10,2%
	Sans droit au travail	6,1%	7,2%	7,1%
	Autres	5,2%	4,5%	8,6%
	Total	43,4%	45,4%	43,7%
Logements stables	Location HLM	55,3%	52,3%	38,9%
	Hébergement collectif	6,6%	8,8%	4,9%
	Location privée	22,4%	21,7%	28,5%
	Propriétaire	3,1%	4,3%	3,9%
	Total	87,5%	87,1%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	2,2%	2,0%	2,1%
	Caravane, péniche	1,8%	0,9%	2,0%
	Famille, amis	5,8%	5,8%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	2,6%	4,2%	11,1%
	Total	12,5%	12,9%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	153 €	171 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	17,0%	18,2%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	202 €	195 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	23,4%	20,7%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		855 €	886 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		508 €	537 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	64,6%	74,2%	61,8%
	Montant médian	715 €	745 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	9,6%	12,3%	15,9%
	RMI	28,5%	26,6%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	40,6%	39,1%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		9,7%	9,3%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Ile-de-france

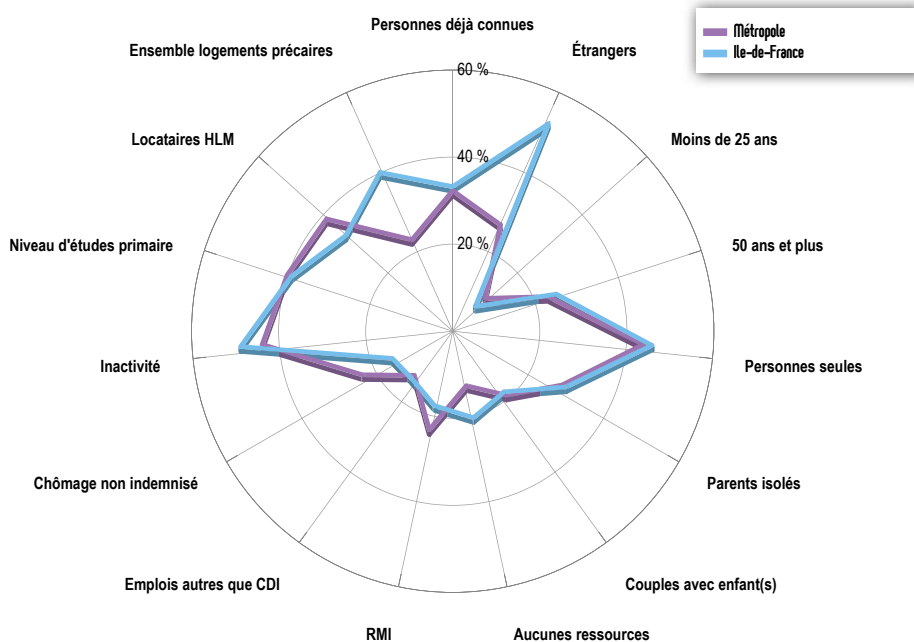
CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ▴ 99 060 Situations rencontrées ▴ 7 620 Bénévoles ▴ 362 Lieux d'accueil ▴ 9 387 Situations analysées

**Conjoncture 2008 :
l'économie francilienne en repli¹**

La région reste jusqu'à présent moins fortement touchée que l'ensemble du pays par la dégradation de la conjoncture. Le poids du secteur tertiaire a atténué l'impact de la crise. Cependant, le niveau des carnets de commande continue à se détériorer, les stocks sont jugés importants et le nombre d'autorisations de mise en chantier de logements diminue de 5%. Au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage s'établit à 6,8% contre 7,8% en métropole, en recul de 0,1 point sur un an. Les secteurs comme les services aux entreprises ont été jusqu'à présent moins affectés par les pertes d'emploi. Fin 2008, le nombre de demandeurs d'emploi était en hausse de 1% par rapport à fin 2007. Quant aux allocataires du RMI, leur proportion a reculé de 3,4% sur l'année (-2,3% pour la France entière).

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées est en 2008 du même ordre qu'en 2007. L'Ile-de-France présente par rapport aux autres régions métropolitaines de fortes particularités. C'est tout d'abord la région où le Secours Catholique rencontre le plus d'étrangers : sans changement par rapport à 2007, ils représentent plus de la moitié des situations rencontrées en 2008. La tendance observée sur les nationalités se poursuit : alors que les personnes en provenance du Maghreb voient leur part diminuer, celles qui viennent d'Afrique subsaharienne forment maintenant le groupe le plus important ; les Européens de l'Est sont relativement peu nombreux, mais l'éventail des nationalités présentes est beaucoup plus ouvert que dans le reste du pays. Pour 80% d'entre eux, ces étrangers sont en France depuis au moins deux ans. La part des situations en attente de statut continue à diminuer. Avec la région PACA, l'Ile-de-France détient le record des situations sans papiers, mais leur part diminue un peu en 2008.



C'est aussi la région où les situations en logement précaire sont les plus nombreuses, la forme la plus fréquente de précarité du logement est l'hébergement par des proches, famille ou amis. C'est sans doute ce qui explique aussi que c'est la région où le surpeuplement du logement est le plus souvent mentionné. Mais l'année 2008 marque un recul des situations en centre d'hébergement ou d'urgence. Inversement, la proportion de personnes et familles en logement stable – essentiellement locataires du parc privé et du parc social – augmente.

L'Ile-de-France est la région où les loyers sont les plus élevés, même après aides au logement. Le taux d'effort moyen des locataires du parc social rencontrés augmente encore en 2008 et dépasse 25%. En revanche, dans le parc privé, le taux d'effort baisse légèrement, ce qui ne l'empêche pas de rester particulièrement élevé. C'est dans la région que l'on observe la plus grande fréquence des impayés de loyer, mais aussi des impayés d'impôts et de taxes. À peine plus de la

moitié des ménages rencontrés en Ile-de-France ont des impayés, mais le montant médian de ces impayés atteint un niveau record.

En Ile-de-France, plus du quart des personnes rencontrées par le Secours Catholique ont un emploi, en particulier un CDI à plein temps. Cela n'a rien d'étonnant puisque le SMIC mensuel est du même ordre que le seuil de pauvreté régional (voisin de 1 000 euros selon les dernières estimations disponibles²), ce qui signifie qu'une personne seule percevant uniquement le SMIC, sans autre revenu, est pauvre, à plus forte raison s'il s'agit d'un ménage de plusieurs personnes. Les demandeurs d'emploi sont en revanche relativement peu représentés parmi ceux qui perçoivent des indemnités de chômage que ceux qui n'y ont pas droit. Mais l'inactivité professionnelle reste importante, en raison du grand nombre d'étrangers sans titre de séjour autorisant à travailler, et elle augmente encore nettement en 2008.

¹ Sources : Insee Ile-de-France, Conjoncture n° 203, avril 2009 ; Cnaf.

² Insee, Niveaux de vie médians selon la région, 2006 : le niveau de vie médian de l'Ile-de-France est égal à 19 945 €, ce qui donne un seuil de pauvreté régional de 997 € pour 2006. En 2008, ce seuil dépasse certainement 1 000 €.

Ensemble des situations		Ile-de-France		France métropolitaine
9387 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		0,1%	0,1%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	18,2%	17,3%	9,3%
	Afrique subsaharienne	21,8%	23,4%	7,9%
	Europe de l'Est	2,6%	2,3%	4,8%
	Autres	7,8%	6,8%	2,1%
	Statut accordé	50,6%	54,1%	51,6%
	Statut demandé	30,0%	28,1%	38,3%
	Débouté, sans papiers	19,4%	17,8%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	8,4%	9,0%	21,2%
Familles	Hommes seuls	32,7%	28,5%	27,3%
	Femmes seules	17,9%	17,4%	17,4%
	Couples sans enfant	4,5%	4,5%	6,2%
	Pères isolés	2,6%	3,0%	3,7%
	Mères isolées	25,0%	27,0%	24,9%
	Couples avec enfants	17,4%	19,7%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	7,7%	7,4%	10,5%
	25-49 ans	67,9%	67,0%	66,2%
	50 ans et plus	24,4%	25,5%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	7,4%	8,1%	4,8%
	Emplois précaires ¹	11,3%	11,1%	10,9%
	Indépendant et informel	2,8%	3,3%	2,0%
	Total	21,5%	22,4%	17,7%
Formation professionnelle		2,5%	2,1%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	9,5%	10,1%	13,2%
	Non indemnisés	22,2%	16,4%	23,7%
	Total	31,7%	26,5%	36,8%
Inactifs	Etudiants	1,3%	1,4%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	10,7%	10,6%	11,3%
	Retraités	5,2%	6,4%	5,0%
	Au foyer	3,9%	5,7%	10,2%
	Sans droit au travail	16,7%	18,2%	7,1%
	Autres	6,5%	6,7%	8,6%
	Total	44,3%	49,1%	43,7%
Logements stables	Location HLM	31,2%	33,3%	38,9%
	Hébergement collectif	6,2%	6,3%	4,9%
	Location privée	15,2%	16,7%	28,5%
	Propriétaire	2,9%	2,9%	3,9%
	Total	55,5%	59,3%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	7,1%	7,7%	2,1%
	Caravane, péniche	1,7%	1,5%	2,0%
	Famille, amis	19,2%	18,4%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	16,7%	13,2%	11,1%
	Total	44,5%	40,7%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	248 €	259 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	24,9%	26,1%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	347 €	357 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	37,8%	36,8%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		886 €	900 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		547 €	550 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	54,7%	56,4%	61,8%
	Montant médian	800 €	1 000 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	25,7%	23,2%	15,9%
	RMI	22,2%	19,8%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	30,9%	30,2%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		11,0%	11,7%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Languedoc-Roussillon

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ▲ 35 310 Situations rencontrées ▲ 3 070 Bénévoles ▲ 116 Lieux d'accueil ▲ 2 505 Situations analysées

Conjoncture 2008 : dégradation de l'activité économique dès l'été¹

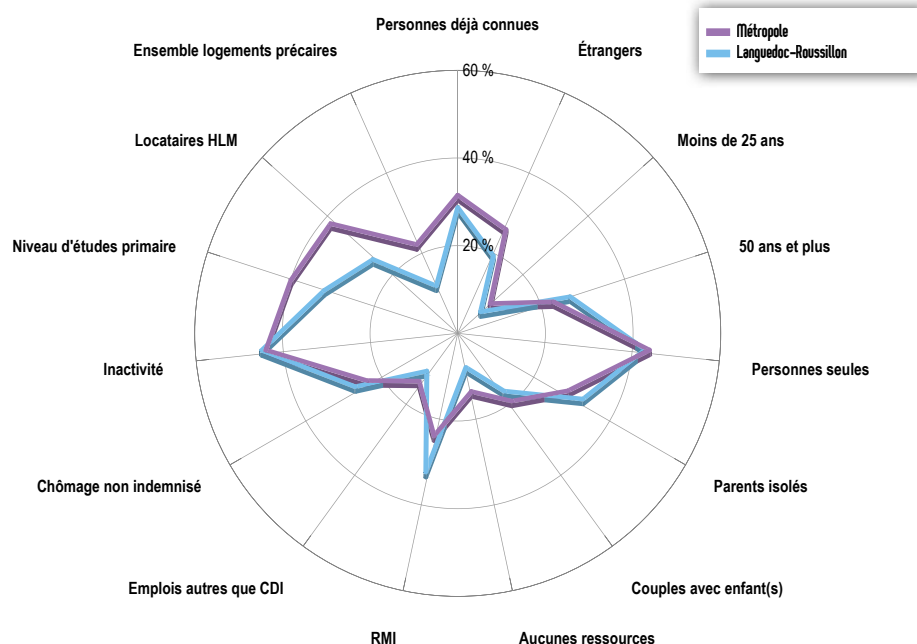
L'activité a nettement fléchi au cours du second semestre 2008, après s'être maintenue au premier semestre. Le ralentissement de l'activité est particulièrement sensible dans les secteurs de la construction, de l'activité immobilière et du commerce. Il intervient également dans l'industrie, où il n'épargne aucun secteur, et dans les services aux entreprises. Cette dégradation entraîne une baisse des offres d'emplois et une montée du chômage. Avec une progression de 6% en un an du nombre de demandeurs d'emplois, le taux de chômage atteint 11,2%. Les allocataires du RMI sont un peu moins nombreux que l'année précédente, mais représentent 5,4% de la population active. Le Languedoc-Roussillon est la région où trois indicateurs de pauvreté – le taux de chômage, le taux de CMU et le taux de minima sociaux – sont les plus élevés.

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées a augmenté en 2008.

La proportion d'étrangers dans les accueils de Languedoc-Roussillon n'est pas très élevée, mais surtout, il s'agit la plupart du temps de personnes ou de familles installées depuis longtemps en France et bénéficiant de l'ensemble des droits que procure un statut régulier. Les plus nombreux sont les ressortissants de pays du Maghreb.

Sans changement en 2008, les personnes rencontrées sont plus âgées que la moyenne métropolitaine, les plus jeunes en particulier sont peu représentés. Les familles monoparentales sont particulièrement nombreuses et si, comme dans la plupart des régions, la monoparentalité masculine augmente, elle reste très minoritaire. Ces caractéristiques ont des conséquences dans plusieurs domaines, la présence d'enfants entraînant toujours la mobilisation des services sociaux et la mise en œuvre des droits : la proportion de situations en logement précaire est deux fois plus faible que la moyenne métropolitaine,



les situations sans ressources sont peu nombreuses, l'inactivité « au foyer » est relativement répandue, la proportion de situations ne vivant que de transferts sociaux est élevée, avec en particulier le taux maximal de bénéficiaires du RMI. Une autre forme d'inactivité importante est l'incapacité pour raison de santé, qui touche le plus souvent des personnes autour de la cinquantaine, nombreuses aussi dans la région. Les personnes rencontrées sont très majoritairement éloignées de l'emploi, si l'on considère comme proches de l'emploi celles qui travaillent effectivement ou qui sont au chômage indemnisé. L'emploi ne concerne qu'une situation sur six et, dans leur grande majorité, les personnes qui cherchent du travail ne perçoivent pas d'indemnisation du chômage, soit qu'elles n'aient jamais travaillé, soit pas assez, soit qu'elles aient cessé de travailler depuis trop longtemps pour avoir des droits à faire valoir. En ce qui concerne le niveau de formation des personnes rencontrées, on trouve à la fois la plus forte proportion régionale de personnes titulaires au moins du bac et une proportion élevée de personnes ayant des difficultés à lire ou à écrire : cette dernière particularité est à relier à l'âge des personnes et à l'origine étrangère de certaines d'entre elles.

Pour ces personnes et familles vivant largement de transferts sociaux, les délais et anomalies de perception peuvent avoir des conséquences graves, or ils sont particulièrement fréquents dans la région, malgré une diminution significative en 2008. Ces retards affectent le RMI et les allocations chômage, mais aussi, et c'est plus rare, les allocations logement. Les situations ajoutant des revenus divers à ceux issus du travail ou des transferts sociaux (en particulier revenus du travail informel) sont relativement nombreuses.

Le parc locatif social est peu développé dans la région et n'a pratiquement pas augmenté en 2008. Plus de la moitié des ménages rencontrés vivent donc en location privée. Si les loyers, déduction faite des aides au logement, sont inférieurs à la moyenne métropolitaine dans les deux parcs, ils ont nettement augmenté dans le parc privé, alors que l'aide moyenne au logement n'a pas changé, si bien que le taux d'effort moyen des locataires de ce parc augmente et dépasse de plus de 7 points le taux d'effort dans le parc social. C'est certainement une des raisons pour lesquelles les trois quarts des personnes et familles rencontrées ont des dettes qui portent le plus souvent sur les loyers et l'énergie.

¹ Sources : Insee Languedoc-Roussillon, Repères Conjoncture n° 5, mai 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Languedoc-Roussillon		France métropolitaine
2 505 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		18,6%	21,6%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	10,8%	11,4%	9,3%
	Afrique subsaharienne	2,8%	2,0%	7,9%
	Europe de l'Est	1,5%	3,1%	4,8%
	Autres	1,1%	1,1%	2,1%
	Statut accordé	81,0%	76,6%	51,6%
	Statut demandé	15,9%	19,4%	38,3%
	Débouté, sans papiers	3,2%	4,0%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	8,1%	12,7%	21,2%
Familles	Hommes seuls	23,6%	23,9%	27,3%
	Femmes seules	20,1%	18,8%	17,4%
	Couples sans enfant	7,0%	6,4%	6,2%
	Pères isolés	2,6%	3,9%	3,7%
	Mères isolées	30,3%	28,8%	24,9%
	Couples avec enfants	16,4%	18,3%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	8,4%	6,7%	10,5%
	25-49 ans	64,4%	66,6%	66,2%
	50 ans et plus	27,2%	26,7%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	2,5%	4,0%	4,8%
	Emplois précaires ¹	9,6%	8,6%	10,9%
	Indépendant et informel	1,5%	2,1%	2,0%
	Total	13,6%	14,7%	17,7%
Formation professionnelle		2,4%	2,1%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	11,5%	11,4%	13,2%
	Non indemnisés	28,6%	27,0%	23,7%
	Total	40,1%	38,4%	36,8%
Inactifs	Etudiants	3,3%	1,7%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	15,6%	15,4%	11,3%
	Retraités	6,1%	6,1%	5,0%
	Au foyer	9,1%	13,2%	10,2%
	Sans droit au travail	2,9%	1,5%	7,1%
	Autres	6,9%	7,0%	8,6%
	Total	43,9%	44,8%	43,7%
Logements stables	Location HLM	24,6%	26,4%	38,9%
	Hébergement collectif	2,1%	2,2%	4,9%
	Location privée	56,1%	55,7%	28,5%
	Propriétaire	4,4%	4,1%	3,9%
	Total	87,1%	88,4%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	1,1%	0,7%	2,1%
	Caravane, péniche	1,1%	1,3%	2,0%
	Famille, amis	5,3%	4,2%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	5,4%	5,4%	11,1%
	Total	12,9%	11,6%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	131 €	140 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	14,3%	15,0%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	176 €	198 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	20,8%	22,5%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		845 €	877 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		571 €	569 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	76,5%	74,5%	61,8%
	Montant médian	602 €	664 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	9,6%	8,8%	15,9%
	RMI	37,7%	35,4%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	47,0%	47,2%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		17,7%	15,0%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Limousin

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 12 600 Situations rencontrées ▶ 570 Bénévoles ▶ 34 Lieux d'accueil ▶ 1 285 Situations analysées

Conjoncture 2008 : le recul de l'activité pénalise l'emploi¹

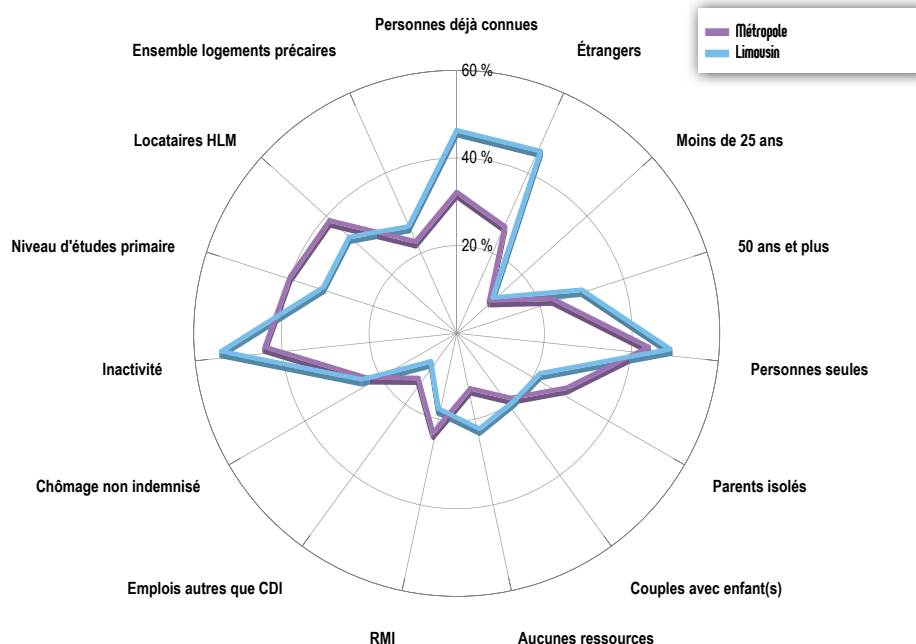
La fin de l'année 2008 est marquée par une forte contraction de l'activité économique. La baisse d'activité touche les industries de biens intermédiaires mais aussi celles des biens de consommation. Le recul de l'investissement immobilier entraîne une diminution de 25 % des autorisations de construire. Les défaillances d'entreprises se poursuivent au second semestre. L'emploi s'ajuste à la baisse de l'activité et le chômage augmente fortement depuis la fin de l'été 2008. Avec 6,5 % de la population active à la recherche d'un emploi au quatrième trimestre 2008, le taux de chômage progresse de 0,4 point en un an. Le Limousin est l'une des rares régions où le nombre d'allocataires du RMI a sensiblement progressé en 2008 (+3,7 %).

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées augmente en 2008.

Sans que cela recouvre l'ensemble des situations rencontrées, deux formes de pauvreté caractérisées existent en Limousin : d'une part des personnes âgées et isolées en milieu rural, d'autre part des étrangers en attente de statut ou sans papiers, concentrés principalement à Limoges.

Près de la moitié des situations rencontrées sont en effet des étrangers, originaires, pour la plupart, du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne (ressortissants de Guinée et des deux Congos en premier lieu). Un certain nombre de Bulgares, membres de l'Union européenne, se trouvent également parmi ces situations. Moins du tiers des personnes pour qui c'est nécessaire ont un statut en règle leur permettant de travailler, et la proportion de situations en attente de statut augmente en 2008, et dépasse 60 %. Les personnes récemment arrivées en France ne sont pourtant pas particulièrement nombreuses et les démarches sont peut-être plus difficiles et plus lentes dans cette région. Cela se traduit, dans le domaine des situations professionnelles, par une



proportion élevée d'inactivité « sans droit au travail » et, dans le domaine du logement, par une proportion élevée aussi de logements précaires, auxquels on peut ajouter les hébergements collectifs, dont les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) font partie. Ainsi, un accueilli sur six n'a pas de logement et vit en centre d'hébergement, en squat ou à la rue. Et une situation sur quatre est sans ressources, ce qui est bien le fait de personnes qui n'ont pas de droit à faire valoir, puisque le taux d'anomalies de perception est extrêmement faible.

30 % des demandeurs ont au moins 50 ans. Les personnes de 60 ans et plus sont, en particulier, deux fois plus nombreuses proportionnellement que dans l'ensemble de la métropole. En conséquence, les personnes retraitées et invalides sont aussi plus fréquentes. Près de la moitié des situations rencontrées sont des personnes seules, surtout des hommes, auxquels s'ajoutent des couples sans enfant dans une proportion relativement importante. Les familles avec enfant(s) sont minoritaires.

La moitié des demandeurs rencontrés en Limousin est ainsi inactive

professionnellement, que ce soit faute de statut donnant droit au travail ou en raison de l'âge, et la crise économique ne change pas grand-chose à ces situations. L'emploi est peu présent dans la région, de même que le chômage indemnisé, et les personnes rencontrées sont loin de l'emploi ; la recherche d'emploi non indemnisée se situe en revanche au même niveau qu'au plan national. Malgré l'importance de l'inactivité, le pourcentage de bénéficiaires du RMI est particulièrement faible et, même en ne tenant pas compte des étrangers sans statut, il n'atteint pas le quart des situations rencontrées. Le revenu moyen des personnes ou familles rencontrées est le plus faible de l'ensemble des régions métropolitaines.

Les trois quarts des ménages rencontrés vivent en logement stable, les locataires du parc privé sont un peu moins nombreux que les locataires du parc social ; la proportion de propriétaires (6 %) est une des plus importantes de l'ensemble des régions. Les loyers ne sont pas spécialement élevés, mais rapportés aux faibles revenus des locataires, ils représentent des taux d'effort supérieurs à la moyenne dans les deux parcs.

¹ Sources : Insee Limousin, Focal n° 54, juin 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Limousin		France métropolitaine
1 285 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		16,6 %	15,3 %	12,4 %
Étrangers (hors UE)	Maghreb	13,8 %	16,2 %	9,3 %
	Afrique subsaharienne	18,1 %	17,4 %	7,9 %
	Europe de l'Est	4,3 %	4,0 %	4,8 %
	Autres	1,2 %	1,6 %	2,1 %
	Statut accordé	32,8 %	30,4 %	51,6 %
	Statut demandé	58,0 %	61,3 %	38,3 %
	Débouté, sans papiers	9,2 %	8,3 %	10,2 %
	En France depuis moins de 6 mois	27,1 %	18,7 %	21,2 %
Familles	Hommes seuls	32,8 %	35,2 %	27,3 %
	Femmes seules	15,7 %	13,8 %	17,4 %
	Couples sans enfant	7,2 %	7,5 %	6,2 %
	Pères isolés	2,6 %	2,2 %	3,7 %
	Mères isolées	18,3 %	19,5 %	24,9 %
	Couples avec enfants	23,5 %	21,8 %	20,5 %
Age	Moins de 25 ans	11,6 %	10,5 %	10,5 %
	25-49 ans	60,9 %	59,9 %	66,2 %
	50 ans et plus	27,5 %	29,6 %	23,3 %
Emploi	CDI plein temps	3,6 %	3,5 %	4,8 %
	Emplois précaires ¹	6,8 %	7,8 %	10,9 %
	Indépendant et informel	1,2 %	1,0 %	2,0 %
	Total	11,6 %	12,3 %	17,7 %
Formation professionnelle		1,1 %	2,1 %	1,8 %
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	9,4 %	6,5 %	13,2 %
	Non indemnisés	20,5 %	25,2 %	23,7 %
	Total	29,9 %	31,7 %	36,8 %
Inactifs	Etudiants	0,9 %	0,5 %	1,4 %
	Incapacité liée à la santé	8,9 %	9,6 %	11,3 %
	Retraités	7,8 %	9,5 %	5,0 %
	Au foyer	3,1 %	2,7 %	10,2 %
	Sans droit au travail	34,5 %	30,5 %	7,1 %
	Autres	2,1 %	1,1 %	8,6 %
	Total	57,3 %	53,9 %	43,7 %
Logements stables	Location HLM	28,5 %	32,7 %	38,9 %
	Hébergement collectif	6,7 %	7,5 %	4,9 %
	Location privée	29,7 %	27,0 %	28,5 %
	Propriétaire	6,2 %	6,1 %	3,9 %
	Total	71,1 %	73,3 %	76,3 %
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	2,1 %	1,5 %	2,1 %
	Caravane, péniche	0,5 %	0,9 %	2,0 %
	Famille, amis	10,3 %	9,1 %	8,5 %
	Centre d'hébergement, abri de fortune	16,1 %	15,1 %	11,1 %
	Total	28,9 %	26,7 %	23,7 %
Parc social	Loyer moyen net	150 €	156 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	18,8 %	19,0 %	18,6 %
Parc privé	Loyer moyen net	208 €	195 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	28,8 %	25,9 %	24,5 %
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		728 €	756 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		486 €	511 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	28,1 %	26,9 %	61,8 %
	Montant médian	650 €	633 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	26,9 %	25,1 %	15,9 %
	RMI	18,4 %	19,6 %	26,3 %
	Transferts sociaux seulement	36,8 %	36,2 %	39,4 %
Au moins un délai ou une anomalie de perception		3,7 %	2,6 %	12,0 %

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Lorraine

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ▲ 18 750 Situations rencontrées ▲ 2 670 Bénévoles ▲ 83 Lieux d'accueil ▲ 6 552 Situations analysées

Conjoncture 2008 : la Lorraine sévèrement touchée par la crise¹

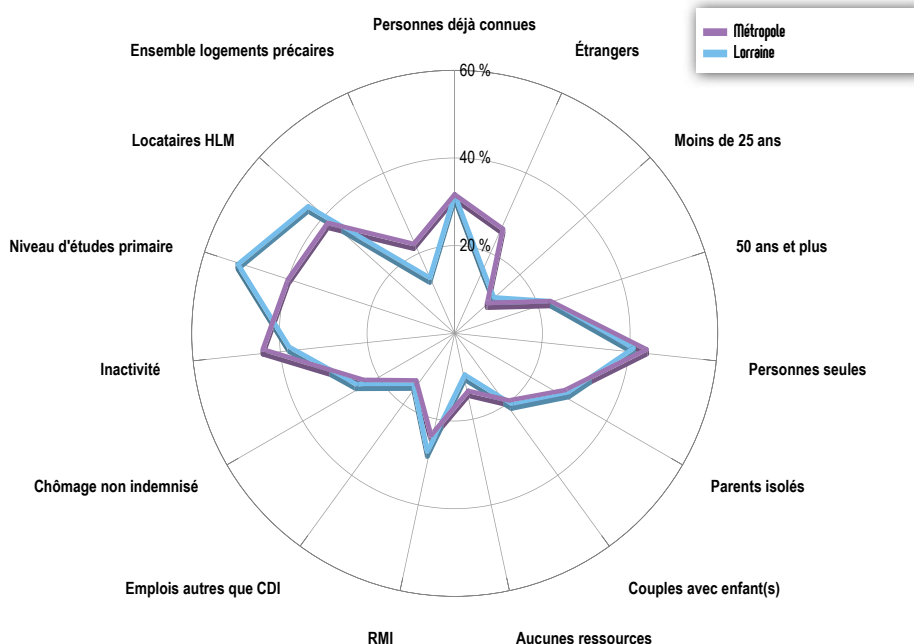
Après un début d'année 2008 positif, le secteur de la construction réduit ses effectifs en fin d'année. La dégradation persistante de l'activité industrielle concerne toutes les branches, notamment la sidérurgie et la construction automobile. Seul le secteur tertiaire est encore orienté à la hausse en fin d'année. La remontée du chômage se confirme ; au quatrième trimestre 2008, il touche 8,1% de la population active. Sur un an, le taux augmente de 0,3 point, dans les mêmes proportions que la moyenne métropolitaine. Le nombre des Lorrains demandeurs d'emploi a augmenté de 6% entre fin 2007 et fin 2008. La Lorraine est l'une des six régions où le nombre d'allocataires du RMI a progressé en 2008.

Les situations rencontrées

Leur nombre a augmenté en 2008.

La proportion d'étrangers rencontrés dans la région est à peine supérieure en 2008 à ce qu'elle était en 2007. Comme l'an passé, la majorité de ceux pour qui c'est nécessaire disposent d'un titre de séjour en règle leur permettant de travailler ; un tiers environ sont en attente de statut, mais les étrangers sans papiers, tout en restant très minoritaires, sont deux fois plus nombreux en 2008. La grande majorité des étrangers rencontrés sont en France depuis au moins deux ans.

La population rencontrée en Lorraine vieillit : les tranches d'âge les plus élevées voient leur effectif augmenter alors que les 25-39 ans sont un peu moins présents. Dans l'ensemble, cette répartition par âge reste très voisine de la moyenne métropolitaine. On note peu de changement dans la répartition selon le type de ménage : les familles avec enfant(s) restent majoritaires, et parmi elles, les parents isolés sont plus nombreux que les couples ; les pères seuls ne connaissent pas en Lorraine la même progression que dans beaucoup d'autres régions.



Les évolutions de situations professionnelles sont de faible ampleur et prolongent la tendance de 2007. La majorité des demandeurs sont actifs professionnellement et, dans l'ensemble, plus proches de l'emploi que la moyenne des régions métropolitaines : la proportion de personnes ayant un emploi augmente, du fait à la fois des CDI à plein temps et des emplois à temps partiel. La proportion de personnes en recherche d'emploi diminue, qu'il s'agisse de chômeurs indemnisés ou de personnes n'ayant pas ou plus de droits aux allocations chômage. Quant aux inactifs, leur part augmente : davantage de personnes retraitées ou invalides, davantage aussi de personnes au foyer : lorsque la conjoncture se dégrade, des personnes renoncent à chercher un travail et se disent inactives. Le niveau moyen de formation est peu élevé en Lorraine : si l'illettrisme est moins présent (ou moins repéré) qu'en moyenne métropolitaine, la moitié des demandeurs rencontrés n'ont qu'un niveau d'études primaire et il y a peu d'évolution dans ce domaine, contrairement à l'ensemble des régions.

46% des ménages rencontrés vivent uniquement de transferts sociaux, ce qui les rend vulnérables à tout délai ou anomalie de perception de ressources :

ces délais diminuent en 2008, mais restent à un niveau plus élevé que la moyenne. Ils portent surtout sur le RMI et les allocations chômage : tout changement de situation entraînant un changement de ressources met en grande difficultés ces personnes, qui n'ont jamais de quoi vivre un certain temps sans revenu. Le revenu moyen des ménages lorrains rencontrés par le Secours Catholique est un des plus faibles de métropole, et le niveau de vie moyen² est le plus faible de toutes les régions. La proportion de situations ayant des impayés est relativement peu importante et c'est moins paradoxal qu'il n'y paraît, car les ménages qui ont le plus tendance à s'endetter sont les moins pauvres. Pour ceux qui ont des impayés, le découvert bancaire est fréquent et traduit bien l'insuffisance chronique de ressources, qui est le lot courant des accueillis de Lorraine.

La plupart des personnes et familles rencontrées vivent en logement stable, majoritairement en location HLM. Les loyers n'ont que très peu évolué entre 2007 et 2008, aussi bien dans le parc social que dans le parc privé, et les taux d'effort n'ont pas changé : compte tenu de la faiblesse des revenus dans la région, ils restent plus élevés que la moyenne.

¹ Sources : Insee Lorraine, Économie Lorraine n° 167, mai 2009 ; Cnaf.

² Le niveau de vie est estimé par le revenu par unité de consommation, qui tient compte de l'ensemble des revenus et de la composition du ménage.

Ensemble des situations		Lorraine		France métropolitaine
		2007	2008	2008
6 557 situations en 2008				
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		8,3%	7,8%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	6,0%	6,0%	9,3%
	Afrique subsaharienne	2,9%	2,9%	7,9%
	Europe de l'Est	3,3%	4,0%	4,8%
	Autres	1,3%	1,6%	2,1%
	Statut accordé	60,3%	53,9%	51,6%
	Statut demandé	34,5%	34,4%	38,3%
	Débouté, sans papiers	5,2%	11,7%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	15,5%	14,4%	21,2%
Familles	Hommes seuls	24,7%	24,1%	27,3%
	Femmes seules	15,5%	16,9%	17,4%
	Couples sans enfant	7,1%	7,0%	6,2%
	Pères isolés	3,4%	2,8%	3,7%
	Mères isolées	28,1%	27,3%	24,9%
	Couples avec enfants	21,2%	22,0%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	11,0%	11,6%	10,5%
	25-49 ans	67,7%	65,2%	66,2%
	50 ans et plus	21,3%	23,2%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	3,4%	3,8%	4,8%
	Emplois précaires ¹	11,0%	12,0%	10,9%
	Indépendant et informel	2,3%	2,3%	2,0%
	Total	16,6%	18,1%	17,7%
Formation professionnelle		1,2%	1,0%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	17,3%	16,3%	13,2%
	Non indemnisés	27,3%	26,1%	23,7%
	Total	44,6%	42,4%	36,8%
Inactifs	Etudiants	2,0%	1,9%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	8,1%	8,8%	11,3%
	Retraités	3,5%	4,4%	5,0%
	Au foyer	14,5%	15,3%	10,2%
	Sans droit au travail	4,1%	2,8%	7,1%
	Autres	5,5%	5,2%	8,6%
	Total	37,6%	38,5%	43,7%
Logements stables	Location HLM	43,4%	45,0%	38,9%
	Hébergement collectif	5,9%	5,2%	4,9%
	Location privée	33,5%	31,4%	28,5%
	Propriétaire	3,6%	4,4%	3,9%
	Total	86,3%	86,0%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,8%	0,6%	2,1%
	Caravane, péniche	1,4%	0,9%	2,0%
	Famille, amis	6,9%	7,4%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	4,7%	5,1%	11,1%
	Total	13,7%	14,0%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	170 €	174 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	22,2%	22,0%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	209 €	208 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	26,7%	26,1%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		744 €	766 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		463 €	478 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	54,5%	57,0%	61,8%
	Montant médian	620 €	689 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	11,4%	10,7%	15,9%
	RMI	31,5%	29,9%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	44,6%	45,6%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		16,0%	15,2%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Midi-Pyrénées

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 31 290 Situations rencontrées ▶ 3 020 Bénévoles ▶ 144 Lieux d'accueil ▶ 5 145 Situations analysées

Conjoncture 2008 : la crise ébranle le bâtiment, l'industrie résiste mieux¹

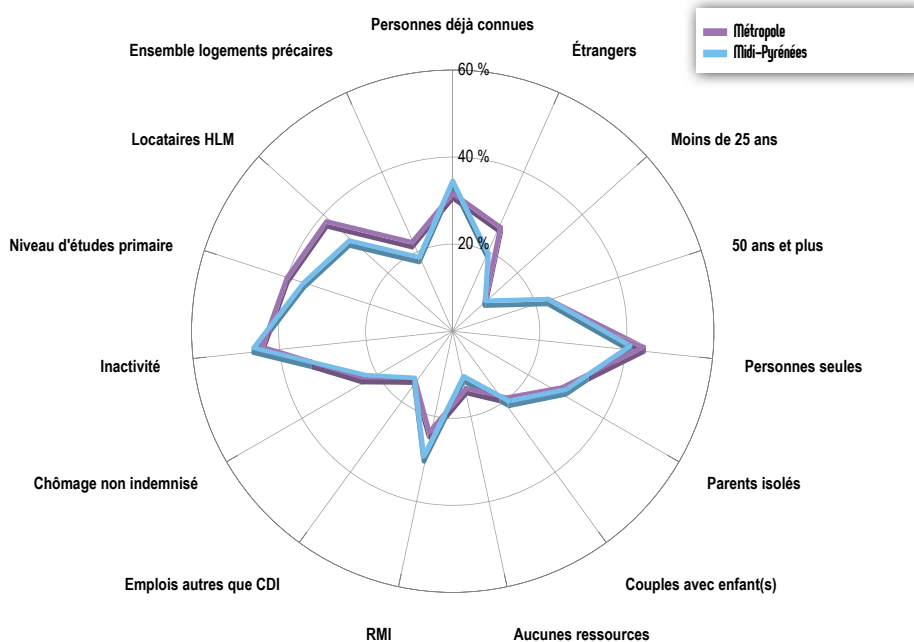
La tempête qui secoue l'économie a en Midi-Pyrénées des effets différents de ceux qui affectent l'économie nationale. Si la construction est particulièrement touchée par le retournement du marché immobilier, le repli de l'industrie régionale est moins prononcé qu'au niveau national grâce à la construction aéronautique et spatiale et à l'agroalimentaire. Le commerce et les services aux entreprises fléchissent, mais le tourisme est épargné. Au final, le chômage progresse et le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 6,4% en 2008. La hausse du taux de chômage (0,3 point en un an) est identique à la moyenne métropolitaine. En revanche la baisse du nombre d'allocataires du RMI de 3,7% est sensiblement supérieure à l'évolution nationale.

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées en Midi-Pyrénées a encore diminué en 2008.

La région se distingue peu de la moyenne métropolitaine dans la plupart des domaines étudiés : la répartition des accueillis par âge, par situation familiale et par situation professionnelle est très voisine de celle de l'ensemble des régions. Et les évolutions constatées entre 2007 et 2008 sont de faible ampleur.

La proportion d'étrangers dans les accueils est un peu plus faible, bien qu'ayant un peu augmenté en 2008. Ces étrangers sont souvent originaires du Maghreb et, pratiquement à égalité, des pays de l'Union européenne, d'Europe de l'Est et d'Afrique subsaharienne. La grande majorité des étrangers a un statut en règle leur permettant de travailler en France, mais la proportion de situations sans papiers a un peu augmenté en 2008, sans atteindre toutefois le pourcentage métropolitain. Près de 80% des étrangers rencontrés sont en France depuis au moins deux ans.



Les hommes seuls voient leur part diminuer, alors que celle des familles monoparentales augmente, aussi bien celle des pères seuls que celle des mères seules, qui restent toujours bien plus nombreuses.

Parmi les situations professionnelles, on constate un déplacement de l'inactivité vers la recherche d'emploi, le plus souvent non indemnisée : c'est ce que l'on constate souvent lorsque la conjoncture économique s'améliore, ce qui a été le cas pendant toute une partie de l'année 2008. L'espoir de trouver un emploi est plus grand et, même si la situation réelle des personnes ne change pas, elles se disent plus souvent en recherche d'emploi. Ce sont principalement les inactifs « autres », ceux qui ne sont ni étudiants ni retraités ni invalides ni au foyer, qui opèrent ce changement. La proportion de personnes ayant des difficultés à lire ou à écrire est importante et en forte augmentation.

Les personnes vivant en logement stable sont relativement plus nombreuses qu'au plan national, et leur part augmente. Le parc social est moins développé dans les régions du sud de la France, mais Midi-

Pyrénées est une des régions où il a le plus progressé en 2008 et la proportion de locataires HLM dans les accueils augmente, tout en restant encore inférieure à la moyenne métropolitaine. La location privée est en revanche très représentée et augmente aussi : ce « parc social de fait » est moins cher que la moyenne des locations privées, il est en revanche plus souvent qualifié d'insalubre, vétuste ou dégradé. 20% des situations vivent en milieu rural. Les taux d'effort nets augmentent d'un point dans les deux parcs mais restent inférieurs aux moyennes métropolitaines.

L'année 2008, juste avant la crise, a été une année plutôt favorable et la pauvreté rencontrée s'est concentrée sur les personnes ayant les plus grandes difficultés, en particulier face à l'emploi. C'est ce que confirme aussi la baisse de la proportion de ménages ayant des impayés : ceux qui sont dans des difficultés lourdes et persistantes en ont en général moins que ceux qui sont plus proches d'une vie « normale ».

¹ Source : Insee Midi-Pyrénées, Note de conjoncture n° 4, avril 2009.

Ensemble des situations		Midi-Pyrénées		France métropolitaine
5 145 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		16,1%	19,8%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	7,1%	8,4%	9,3%
	Afrique subsaharienne	2,6%	2,9%	7,9%
	Europe de l'Est	3,2%	3,4%	4,8%
	Autres	0,8%	1,2%	2,1%
	Statut accordé	65,2%	65,3%	51,6%
	Statut demandé	29,5%	27,8%	38,3%
	Débouté, sans papiers	5,2%	7,0%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	8,3%	10,8%	21,2%
Familles	Hommes seuls	28,8%	24,9%	27,3%
	Femmes seules	15,9%	16,1%	17,4%
	Couples sans enfant	6,9%	6,8%	6,2%
	Pères isolés	3,7%	5,5%	3,7%
	Mères isolées	24,5%	24,4%	24,9%
	Couples avec enfants	20,2%	22,3%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	9,9%	10,1%	10,5%
	25-49 ans	66,8%	66,6%	66,2%
	50 ans et plus	23,4%	23,3%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	3,2%	3,8%	4,8%
	Emplois précaires ¹	10,8%	10,9%	10,9%
	Indépendant et informel	1,8%	1,8%	2,0%
	Total	15,8%	16,5%	17,7%
Formation professionnelle		2,0%	2,1%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	12,1%	12,7%	13,2%
	Non indemnisés	20,7%	23,0%	23,7%
	Total	32,9%	35,7%	36,8%
Inactifs	Etudiants	0,7%	0,9%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	13,2%	12,6%	11,3%
	Retraités	4,9%	5,0%	5,0%
	Au foyer	11,1%	11,9%	10,2%
	Sans droit au travail	3,7%	3,1%	7,1%
	Autres	15,8%	12,2%	8,6%
	Total	49,4%	45,7%	43,7%
Logements stables	Location HLM	30,2%	32,3%	38,9%
	Hébergement collectif	1,9%	3,3%	4,9%
	Location privée	39,2%	41,4%	28,5%
	Propriétaire	3,9%	3,7%	3,9%
	Total	75,3%	80,8%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,6%	0,3%	2,1%
	Caravane, péniche	3,4%	3,2%	2,0%
	Famille, amis	6,0%	6,6%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	14,7%	9,1%	11,1%
	Total	24,7%	19,2%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	126 €	141 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	14,9%	16,0%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	178 €	192 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	21,4%	22,2%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		799 €	834 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		523 €	534 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	57,2%	54,7%	61,8%
	Montant médian	600 €	670 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	12,9%	12,3%	15,9%
	RMI	33,9%	32,1%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	45,0%	46,4%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		8,5%	11,2%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Nord-Pas-de-Calais

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 48 760 Situations rencontrées ▶ 3 600 Bénévoles ▶ 140 Lieux d'accueil ▶ 4 328 Situations analysées

Conjoncture 2008 : la région entre en récession¹

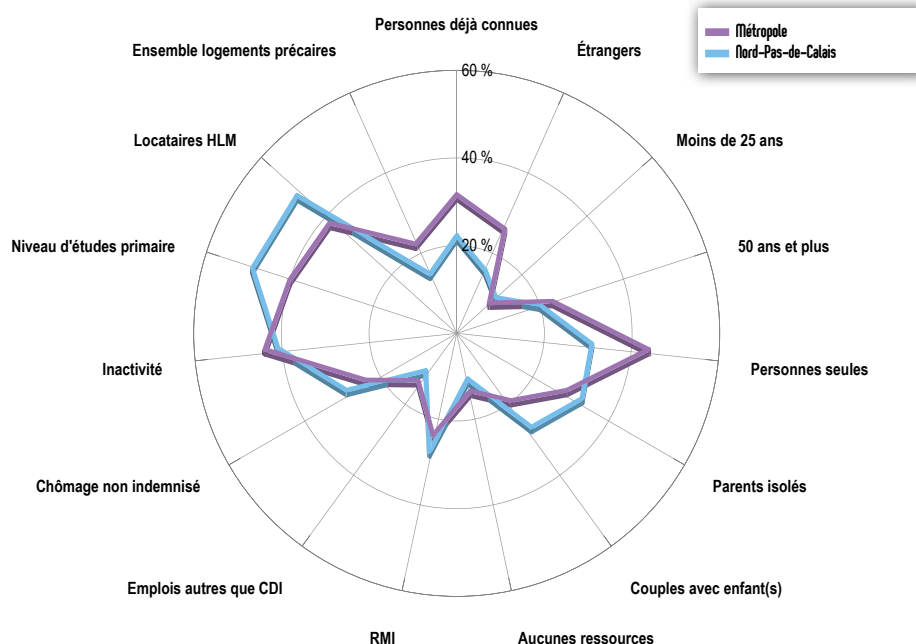
La brutale crise financière de l'automne a engendré un grippage quasi immédiat de l'économie, dont les conséquences en matière d'emploi ont été sensibles avant la fin de l'année. La réduction drastique du nombre d'intérimaires témoigne de la volonté d'ajuster rapidement les capacités de production. L'ensemble du secteur tertiaire est atteint et seuls les transports et les services aux particuliers ont créé plus d'emplois qu'ils n'en supprimaient, mais cela n'a pas suffi à compenser la disparition de 7 000 postes dans l'industrie. Après trois ans d'amélioration, le retournement du marché du travail a été brutal. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 4,8% en un an. Fin 2008, le taux de chômage s'élève à 11,1%, contre 10,7% un an plus tôt. Le nombre d'allocataires du RMI a encore diminué légèrement (-0,7%).

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées a augmenté de 2%.

Les étrangers sont en proportion relativement faible dans les accueils de la région : les nombreuses personnes aidées par le Secours Catholique à Calais n'entrent pas dans nos statistiques, qui s'appuient sur un dossier d'accueil et un suivi. Plus de la moitié des étrangers rencontrés ont un statut en règle et la proportion de personnes sans papiers est très faible.

Les situations rencontrées en Nord-Pas-de-Calais se caractérisent principalement par une forte composante familiale : moins du tiers des ménages sont constitués d'une personne seule et plus de 60% sont des familles avec enfant(s), avec un peu plus de familles monoparentales que de couples. En 2008, on note une augmentation de la part des couples avec enfant(s), ce qui est signe d'une dégradation de l'environnement économique : les couples sont en effet plus solides face à la pauvreté du fait que l'ensemble des tâches familiales, y compris le travail, est réparti sur deux adultes ; lorsque la pauvreté des couples



augmente, cela signifie que même à deux, il est plus dur de s'en sortir. Les personnes rencontrées sont aussi, plus souvent que la moyenne métropolitaine, dans l'âge actif, et l'année 2008 montre un certain rajeunissement : l'âge moyen des demandeurs était de 39,9 ans en 2007, il est de 39,5 ans en 2008, alors que la moyenne métropolitaine en 2008 est de 40,7 ans.

La proportion de personnes ayant un emploi est relativement faible, elle a cependant légèrement augmenté en 2008, principalement du fait des emplois à temps partiel et des emplois « autres » ou informels. La part des demandeurs d'emploi, quant à elle, augmente nettement. Contrairement à la plupart des régions, cette hausse est due principalement à celle de la part des chômeurs indemnisés (+3 points) : 45% ont perdu leur emploi depuis moins de six mois. L'inactivité professionnelle est en recul, en particulier celle des personnes au foyer, qui est la forme la plus répandue dans la région ; les personnes retraitées ou invalides sont nettement moins présentes en Nord-Pas-de-Calais que dans la moyenne des régions métropolitaines. Le niveau de formation dans la région est en général faible : la moitié des personnes

rencontrées n'ont qu'un niveau d'études primaire, ce qui est le maximum de l'ensemble des régions.

Dans une conjoncture très difficile, les pertes d'emploi, la difficulté pour beaucoup de retrouver un travail et l'arrivée en fin de droits aux indemnités de chômage se traduisent par une augmentation des délais et anomalies de perception qui portent principalement sur les allocations chômage et sur le RMI. La proportion de bénéficiaires du RMI en 2008 est pourtant moins importante qu'en 2007, de même que la part des situations vivant uniquement de transferts sociaux, mais le retournement est en cours.

La très grande majorité des situations rencontrées vit en logement stable, un peu plus encore en 2008 qu'en 2007. En particulier, la moitié d'entre elles est locataire du parc social. Aussi bien dans le parc social que dans le parc privé, les taux d'effort sont plus faibles que la moyenne, et même un peu plus faibles en 2008 qu'en 2007.

La proportion de situations mentionnant des dettes est proche de la moyenne, mais on note toujours la très forte place de l'eau et du crédit à la consommation dans ces dettes.

¹ Sources : Insee Nord-Pas-de-Calais, Dossiers de profils n° 94, mai 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Nord-Pas-de-Calais		France métropolitaine
4 328 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		7,4%	6,0%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	7,9%	8,2%	9,3%
	Afrique subsaharienne	4,9%	4,8%	7,9%
	Europe de l'Est	2,1%	1,8%	4,8%
	Autres	0,6%	0,5%	2,1%
	Statut accordé	50,4%	55,0%	51,6%
	Statut demandé	47,1%	42,1%	38,3%
	Débouté, sans papiers	2,5%	2,9%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	20,6%	20,9%	21,2%
Familles	Hommes seuls	15,8%	15,9%	27,3%
	Femmes seules	14,2%	15,1%	17,4%
	Couples sans enfant	7,7%	6,4%	6,2%
	Pères isolés	2,8%	4,4%	3,7%
	Mères isolées	32,3%	29,0%	24,9%
	Couples avec enfants	27,3%	29,2%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	10,5%	11,9%	10,5%
	25-49 ans	67,6%	68,1%	66,2%
	50 ans et plus	21,8%	20,0%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	2,9%	2,9%	4,8%
	Emplois précaires ¹	8,1%	9,0%	10,9%
	Indépendant et informel	1,1%	1,5%	2,0%
	Total	12,2%	13,5%	17,7%
Formation professionnelle		0,9%	0,8%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	12,8%	15,6%	13,2%
	Non indemnisés	28,7%	29,3%	23,7%
	Total	41,5%	44,9%	36,8%
Inactifs	Etudiants	0,7%	0,6%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	9,3%	9,2%	11,3%
	Retraités	2,8%	2,8%	5,0%
	Au foyer	18,6%	16,5%	10,2%
	Sans droit au travail	8,9%	7,5%	7,1%
	Autres	5,3%	4,3%	8,6%
	Total	45,5%	40,9%	43,7%
Logements stables	Location HLM	48,7%	49,2%	38,9%
	Hébergement collectif	2,8%	2,6%	4,9%
	Location privée	27,8%	28,3%	28,5%
	Propriétaire	4,9%	5,0%	3,9%
	Total	84,1%	85,1%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	1,4%	1,5%	2,1%
	Caravane, péniche	0,7%	0,8%	2,0%
	Famille, amis	7,9%	7,5%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	5,8%	5,2%	11,1%
	Total	15,9%	14,9%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	152 €	147 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	17,0%	16,0%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	199 €	207 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	22,5%	22,4%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		860 €	888 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		491 €	507 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	63,4%	63,6%	61,8%
	Montant médian	611 €	700 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	12,3%	11,6%	15,9%
	RMI	35,0%	30,5%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	46,0%	43,6%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		13,2%	16,3%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Pays de la Loire

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 30 910 Situations rencontrées ▶ 7 020 Bénévoles ▶ 144 Lieux d'accueil ▶ 6 887 Situations analysées

Conjoncture 2008 : remontée sensible du chômage en fin d'année¹

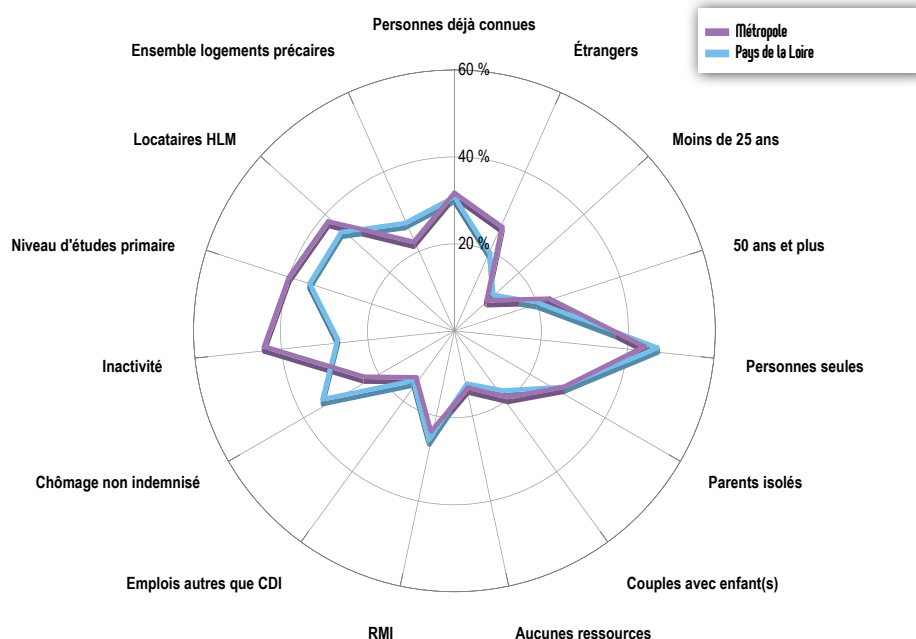
La forte contraction de l'activité économique enregistrée en fin d'année s'est accompagnée de destructions d'emplois importantes, notamment dans l'industrie. Au dernier trimestre 2008, le taux de chômage s'établit à 6,7% de la population active. Sa progression annuelle est de 0,5 point contre 0,3 point en France métropolitaine. Fin 2008, le nombre de demandeurs d'emploi était en progression de 7,6% sur l'année contre 5,3% en France métropolitaine. Les jeunes de moins de 25 ans sont les premiers touchés par la dégradation économique : le plus souvent en CDD ou en intérim, leurs contrats n'ont pas été renouvelés. Le nombre d'allocataires du RMI diminue encore mais moins que dans les autres régions.

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées a diminué en 2008.

Une situation rencontrée sur cinq est de nationalité étrangère, comme en 2007, les plus nombreux sont les ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne. La moitié des étrangers ont un statut en règle leur permettant de travailler. Bien qu'elle diminue, la part des situations en attente de statut reste importante et celle des situations sans papiers augmente. 63% des étrangers rencontrés sont installés en France depuis au moins deux ans et les arrivées récentes diminuent.

La population rencontrée en Pays de la Loire est en moyenne la plus jeune de l'ensemble des régions : l'âge moyen des demandeurs est de 39,4 ans, contre 40,7 ans en moyenne métropolitaine. Comme partout, on constate pourtant une tendance au vieillissement, avec une augmentation particulière de la tranche d'âge 50-59 ans, qui est celle du baby-boom d'après-guerre. Malgré une augmentation en 2008 de la proportion de familles avec enfant(s), ces familles restent minoritaires parmi les situations rencontrées. Par rapport à la répartition métropolitaine, les ménages d'un seul adulte sont plus fréquents, qu'il s'agisse



d'hommes seuls, de femmes seules ou de mères isolées ; en revanche les couples sont un peu plus rares.

Les trois quarts des demandeurs rencontrés en Pays de la Loire sont actifs professionnellement et c'est le maximum de toutes les régions métropolitaines, ce qui est à relier à la relative jeunesse des accueillis. L'activité professionnelle consiste le plus souvent en une recherche d'emploi sans indemnisation : il s'agit de personnes qui n'ont jamais travaillé, ou trop peu, ou qui ont cessé de travailler depuis trop longtemps pour avoir droit à des indemnités de chômage. Ce sont souvent des femmes et des jeunes. Mais la population rencontrée reste globalement plus proche de l'emploi que la moyenne des accueillis métropolitains : l'emploi lui-même est plus fréquent et tous les statuts d'emploi sont dans ce cas ; la formation professionnelle est à un niveau élevé et le chômage indemnisé est lui aussi plus répandu. 2008 marque cependant un recul par rapport à 2007. Réciproquement, l'inactivité professionnelle est au niveau le plus faible de l'ensemble des régions. Avec le léger vieillissement observé, l'inactivité pour raison de santé ou d'âge progresse un peu. L'inactivité au foyer et l'inactivité « autre », sans raison déterminée, sont très peu fréquentes,

les personnes se déclarant plus souvent qu'ailleurs en recherche d'emploi. Le niveau de formation des accueillis est dans l'ensemble supérieur à la moyenne : 45% des demandeurs ont un niveau d'études secondaire, contre 35% au niveau national, et l'illettrisme est moins répandu. Le niveau de formation s'est en effet élevé de manière rapide et générale au cours des années récentes dans les Pays de la Loire. Le taux de sortie de formation initiale sans qualification est ainsi plus faible dans la région qu'au niveau national, et il existe de nombreuses formations en apprentissage².

La grande exclusion est présente dans la région et plus du quart des situations rencontrées vivent en logement précaire, 14% en centre d'hébergement, squat ou à la rue ; 14% aussi n'ont aucunes ressources : les plus jeunes sont certainement nombreux parmi ces très précaires. La majorité des personnes et familles vivant en logement stable sont locataires et, aussi bien dans le parc social que dans le parc privé, les taux d'effort sont inférieurs aux moyennes et ont même un peu diminué en 2008. On note enfin, dans la région, une fréquence particulièrement élevée des dettes d'eau.

¹ Sources : Insee Pays de la Loire, Informations statistiques n° 322, avril 2009 ; Cnaf.

² Insee Pays de la Loire, Forces et faiblesses caractérisant l'économie des Pays de la Loire, dossier n° 32, janvier 2009.

Ensemble des situations		Pays de la Loire		France métropolitaine
		2007	2008	2008
6 887 situations en 2008				
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		14,8%	16,9%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	4,8%	4,8%	9,3%
	Afrique subsaharienne	8,2%	8,0%	7,9%
	Europe de l'Est	3,8%	4,1%	4,8%
	Autres	0,8%	1,2%	2,1%
	Statut accordé	51,6%	50,6%	51,6%
	Statut demandé	41,0%	39,2%	38,3%
	Débouté, sans papiers	7,4%	10,2%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	23,7%	17,8%	21,2%
Familles	Hommes seuls	31,7%	28,2%	27,3%
	Femmes seules	17,5%	18,3%	17,4%
	Couples sans enfant	5,7%	6,0%	6,2%
	Pères isolés	3,2%	3,4%	3,7%
	Mères isolées	24,0%	25,4%	24,9%
	Couples avec enfants	17,8%	18,7%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	13,6%	12,2%	10,5%
	25-49 ans	67,8%	67,5%	66,2%
	50 ans et plus	18,6%	20,4%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	5,2%	5,1%	4,8%
	Emplois précaires ¹	14,0%	13,4%	10,9%
	Indépendant et informel	1,3%	1,3%	2,0%
	Total	20,5%	19,8%	17,7%
Formation professionnelle		2,3%	2,9%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	15,7%	14,9%	13,2%
	Non indemnisés	36,2%	35,2%	23,7%
	Total	51,9%	50,1%	36,8%
Inactifs	Etudiants	0,9%	1,1%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	8,9%	10,6%	11,3%
	Retraités	3,2%	4,2%	5,0%
	Au foyer	5,7%	6,3%	10,2%
	Sans droit au travail	4,6%	3,5%	7,1%
	Autres	2,1%	1,5%	8,6%
	Total	25,4%	27,2%	43,7%
Logements stables	Location HLM	35,5%	34,6%	38,9%
	Hébergement collectif	4,1%	3,7%	4,9%
	Location privée	29,1%	30,6%	28,5%
	Propriétaire	2,9%	3,5%	3,9%
	Total	71,6%	72,4%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	1,5%	1,7%	2,1%
	Caravane, péniche	3,2%	3,0%	2,0%
	Famille, amis	9,5%	8,8%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	14,2%	14,2%	11,1%
	Total	28,4%	27,6%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	145 €	145 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	16,3%	15,9%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	218 €	214 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	24,7%	23,1%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		833 €	880 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		547 €	575 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	54,2%	60,8%	61,8%
	Montant médian	532 €	566 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	17,2%	13,6%	15,9%
	RMI	28,6%	28,1%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	40,6%	40,8%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		12,6%	13,6%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Picardie

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 14 130 Situations rencontrées ▶ 1 600 Bénévoles ▶ 53 Lieux d'accueil ▶ 2 382 Situations analysées

Conjoncture 2008 : la région n'échappe pas au ralentissement économique¹

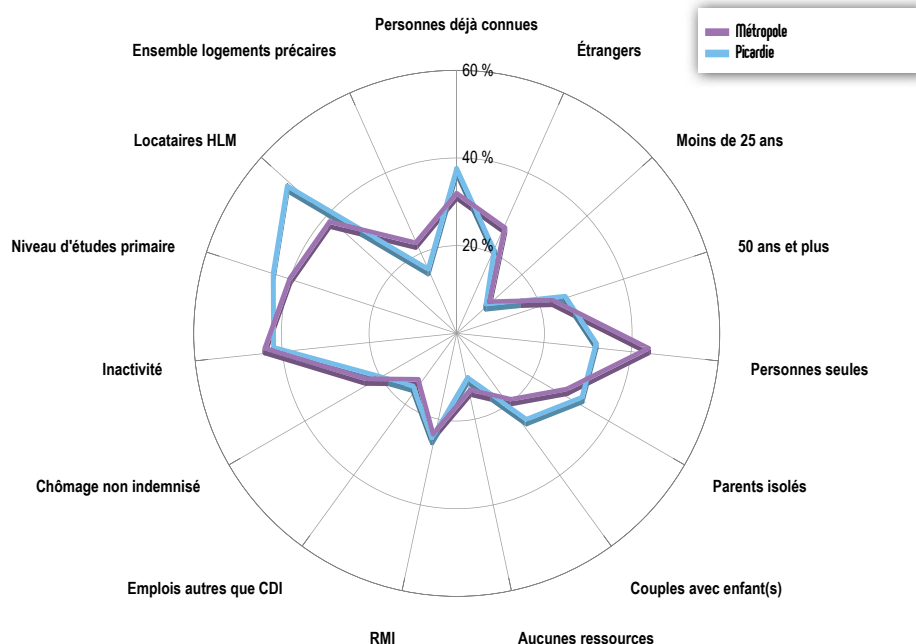
L'activité industrielle s'est sensiblement repliée au cours du quatrième trimestre 2008, sous l'effet d'un tassement de la demande. Dans le bâtiment, l'activité a ralenti en fin d'année. L'emploi salarié marchand s'est stabilisé de janvier à septembre, puis a diminué au cours du quatrième trimestre 2008 avec l'accroissement des pertes dans le secteur industriel et un essoufflement dans les services. Le secteur de la construction connaît sa première baisse d'effectif trimestrielle depuis 2003. Le taux de chômage, 9,0% au quatrième trimestre, est en hausse de 0,5 point en un an. Le nombre de demandeurs d'emploi est en augmentation de 4,1% sur l'année. Celui des allocataires du RMI diminue de 1%, soit deux fois moins vite qu'au niveau national.

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées augmente en 2008.

La proportion d'étrangers est toujours de l'ordre de 20% et dans leur grande majorité, ils ont un statut leur permettant de travailler ; les situations en attente de statut sont en diminution ; la part des étrangers sans papiers augmente mais reste inférieure de moitié à la moyenne métropolitaine. Les trois quarts des étrangers rencontrés vivent en France depuis au moins deux ans.

Six situations sur dix sont des familles avec enfant(s), comme en 2007, mais alors que ces familles se répartissaient par moitié entre couples et parents isolés, la proportion de couples diminue en 2008 et celle des parents isolés augmente, principalement du fait des pères seuls, deux fois plus nombreux en 2008 : ils représentent maintenant une famille monoparentale sur cinq. Si les personnes seules sont nettement moins fréquentes en Picardie, les couples, avec et sans enfant(s) sont surreprésentés.



Les personnes rencontrées en Picardie sont plus âgées que la moyenne et cette tendance s'accroît : l'âge moyen est de 41,7 ans en 2008 contre 40,9 ans en 2007 et 40,7 ans en moyenne métropolitaine. Les personnes dans la cinquantaine représentent en particulier près d'une situation sur cinq.

Malgré cette caractéristique, l'activité professionnelle est plus importante en Picardie que dans la moyenne des régions : plus de 20% des demandeurs ont un emploi. Les CDI à plein temps sont les plus fréquents avec le travail informel (« petits boulots », travail au noir), qui atteint là un maximum. Le travail intérimaire ou saisonnier a augmenté en 2008 alors que le travail à temps partiel recule. La proportion de demandeurs d'emploi ne varie pas, mais les chômeurs indemnisés sont un peu plus nombreux et les non indemnisés un peu moins. Dans l'ensemble, les personnes rencontrées en Picardie sont moins éloignées de l'emploi qu'en moyenne métropolitaine. L'inactivité professionnelle reste malgré tout la situation la plus fréquente, avec surtout des personnes au foyer, des

personnes en invalidité et des inactifs « autres », sans raison déterminée, particulièrement représentés en 2008. La proportion de personnes ayant des difficultés à lire ou à écrire est particulièrement élevée en 2008, et le niveau de formation dans l'ensemble est inférieur à la moyenne, ce qui est aussi à relier avec l'âge plus élevé des personnes rencontrées.

La plupart des personnes et familles rencontrées vivent en logement stable, plus encore en 2008 qu'en 2007, du fait de l'augmentation de la part des locataires du parc HLM qui dépasse la moitié de l'ensemble des ménages rencontrés en Picardie. L'augmentation des loyers moyens dans les deux parcs a été plus importante que celle des revenus des locataires, si bien que les taux d'effort augmentent dans les deux parcs et se situent au-dessus des moyennes métropolitaines. La proportion de situations ayant des impayés augmente : la plupart des impayés portent sur les loyers et l'énergie, mais les dettes d'eau sont particulièrement fréquentes en Picardie.

¹ Sources : Insee Picardie, IPC n° 62 et 65, mars et juin 2009 ; Chnaf.

Ensemble des situations		Picardie		France métropolitaine
2 382 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		13,2%	14,1%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	6,7%	6,7%	9,3%
	Afrique subsaharienne	8,8%	9,2%	7,9%
	Europe de l'Est	2,4%	2,7%	4,8%
	Autres	1,5%	1,0%	2,1%
	Statut accordé	58,8%	63,0%	51,6%
	Statut demandé	37,2%	31,8%	38,3%
	Débouté, sans papiers	4,0%	5,2%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	8,5%	8,8%	21,2%
Familles	Hommes seuls	17,0%	18,5%	27,3%
	Femmes seules	15,6%	13,0%	17,4%
	Couples sans enfant	7,3%	8,2%	6,2%
	Pères isolés	3,1%	6,2%	3,7%
	Mères isolées	27,7%	26,6%	24,9%
	Couples avec enfants	29,3%	27,4%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	10,8%	9,4%	10,5%
	25-49 ans	64,7%	64,1%	66,2%
	50 ans et plus	24,4%	26,4%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	6,0%	5,6%	4,8%
	Emplois précaires ¹	8,4%	9,6%	10,9%
	Indépendant et informel	5,5%	5,8%	2,0%
	Total	19,9%	20,9%	17,7%
Formation professionnelle		1,1%	1,0%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	13,4%	14,8%	13,2%
	Non indemnisés	23,6%	21,9%	23,7%
	Total	37,0%	36,7%	36,8%
Inactifs	Etudiants	0,6%	0,8%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	9,6%	9,7%	11,3%
	Retraités	5,7%	4,7%	5,0%
	Au foyer	14,2%	10,2%	10,2%
	Sans droit au travail	2,2%	1,6%	7,1%
	Autres	9,8%	14,5%	8,6%
	Total	42,1%	41,4%	43,7%
Logements stables	Location HLM	49,0%	52,2%	38,9%
	Hébergement collectif	2,6%	3,7%	4,9%
	Location privée	22,2%	22,4%	28,5%
	Propriétaire	6,7%	5,6%	3,9%
	Total	80,5%	83,8%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	1,8%	1,7%	2,1%
	Caravane, péniche	1,0%	1,4%	2,0%
	Famille, amis	9,6%	6,7%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	7,0%	6,4%	11,1%
	Total	19,5%	16,2%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	163 €	180 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	17,6%	19,8%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	229 €	245 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	25,3%	26,9%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		903 €	895 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		524 €	531 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	65,2%	71,3%	61,8%
	Montant médian	749 €	750 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	13,9%	12,5%	15,9%
	RMI	27,0%	27,0%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	37,0%	39,3%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		10,4%	7,5%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Poitou-Charentes

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 21 560 Situations rencontrées ▶ 2 200 Bénévoles ▶ 74 Lieux d'accueil ▶ 3 433 Situations analysées

Conjoncture 2008 : dans la tourmente¹

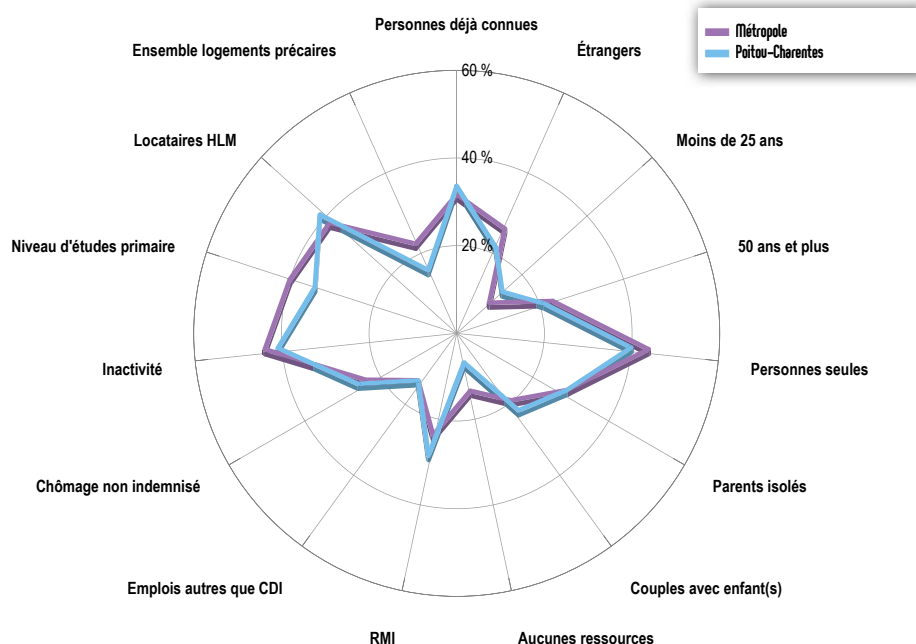
En 2008, le nombre d'emplois a reculé dans tous les secteurs. La construction est particulièrement touchée par le retournement du marché immobilier, le commerce poursuit la dégradation, le repli de l'industrie régionale est moins prononcé qu'au niveau national grâce à l'agroalimentaire, qui maintient ses effectifs, mais on enregistre de fortes réductions dans l'automobile et les biens intermédiaires. Le secteur des services, plus gros pourvoyeur d'emplois de la région, voit ses effectifs chuter du fait de l'effondrement de l'emploi intérimaire. La situation a continué à se dégrader en fin d'année 2008 et le taux de chômage est de 7,7% en fin d'année. Le nombre d'allocataires du RMI est en hausse de 0,2% alors qu'il baisse de 2,3% sur l'ensemble des régions.

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées a augmenté en 2008, contrairement à la tendance générale. La région a subi plus tôt que les autres les effets de la crise, mais cela n'introduit pas de changements importants dans les formes de pauvreté rencontrées : ce sont les mêmes qu'avant la crise, il y en a simplement davantage.

C'est toujours en Poitou-Charentes que le Secours Catholique rencontre le plus de situations en milieu rural, et cela correspond à la physionomie de la région, qui est une région rurale sans grande métropole.

La proportion d'étrangers dans les accueils est inférieure à la moyenne et elle diminue un peu. Plus de la moitié de ces situations sont originaires d'Afrique subsaharienne, les deux tiers sont en France depuis au moins deux ans et la proportion d'arrivés récents diminue. La moitié seulement des étrangers ont un statut en règle, provisoire ou définitif, leur permettant de travailler. La part des étrangers en attente de statut est presque aussi importante que celle des étrangers



avec statut en règle, mais celle des étrangers sans papiers est relativement faible. En 2007, les personnes en attente de statut étaient plus nombreuses que celles qui avaient obtenu un titre de séjour, de ce point de vue, 2008 marque une légère amélioration.

Les personnes rencontrées en Poitou-Charentes sont en moyenne plus jeunes qu'au plan national, c'est même la région où la part des moins de 25 ans est la plus importante. Les plus de 60 ans voient leur part progresser légèrement. Les familles avec enfant(s) représentent plus de la moitié des situations rencontrées et la proportion de couples avec enfant(s) augmente, mais les familles monoparentales sont toujours les plus nombreuses. Comme dans un grand nombre de régions, la monoparentalité masculine a tendance à augmenter tout en restant très minoritaire.

Sans changement depuis 2007, la proportion de demandeurs ayant un emploi est légèrement supérieure à la moyenne métropolitaine ; les emplois à temps partiel sont un peu moins fréquents que dans l'ensemble des

régions métropolitaines et les emplois intérimaires et saisonniers le sont un peu plus, sans que les différences soient très marquées. La formation professionnelle est également plus présente. Ces caractéristiques d'activité professionnelle sont liées à la jeunesse de la population rencontrée. La recherche d'emploi, aussi bien indemnisée que non indemnisée, recule un peu, tandis que l'inactivité progresse malgré la diminution du nombre d'étrangers sans droit au travail : on compte en effet davantage de retraités et de personnes au foyer. Pour ces dernières, cela correspond à ce que l'on constate souvent : lorsque la conjoncture se dégrade, de plus en plus de personnes renoncent à chercher un emploi qu'elles ont peu de chances de trouver, surtout dans une région rurale.

Peu de personnes sont sans ressources, en lien sans doute avec un taux d'anomalies de perception faible, et la grande précarité est peu présente dans les accueils du Secours Catholique. On note pourtant une progression des logements précaires. La proportion de locataires du parc social augmente, avec un taux d'effort net relativement faible et en baisse.

¹ Sources : Insee Poitou-Charentes, Décimal n° 292, mai 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Poitou-Charentes		France métropolitaine
		2007	2008	2008
3 433 situations en 2008				
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		30,3%	28,9%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	3,0%	3,0%	9,3%
	Afrique subsaharienne	15,5%	12,4%	7,9%
	Europe de l'Est	2,5%	3,7%	4,8%
	Autres	0,8%	0,7%	2,1%
	Statut accordé	45,4%	49,9%	51,6%
	Statut demandé	48,5%	46,1%	38,3%
	Débouté, sans papiers	6,0%	4,0%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	13,2%	11,5%	21,2%
Familles	Hommes seuls	25,6%	23,6%	27,3%
	Femmes seules	15,7%	16,5%	17,4%
	Couples sans enfant	7,0%	6,8%	6,2%
	Pères isolés	3,5%	4,1%	3,7%
	Mères isolées	25,3%	25,0%	24,9%
	Couples avec enfants	23,0%	24,0%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	14,0%	13,9%	10,5%
	25-49 ans	65,6%	65,1%	66,2%
	50 ans et plus	20,4%	21,1%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	4,5%	5,0%	4,8%
	Emplois précaires ¹	12,9%	11,1%	10,9%
	Indépendant et informel	1,1%	2,2%	2,0%
	Total	18,5%	18,2%	17,7%
Formation professionnelle		1,9%	2,4%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	12,8%	11,7%	13,2%
	Non indemnisés	27,0%	26,3%	23,7%
	Total	39,8%	38,0%	36,8%
Inactifs	Etudiants	2,2%	1,2%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	9,8%	11,6%	11,3%
	Retraités	3,3%	5,8%	5,0%
	Au foyer	11,0%	12,9%	10,2%
	Sans droit au travail	8,3%	5,0%	7,1%
	Autres	5,2%	4,9%	8,6%
	Total	39,8%	41,4%	43,7%
Logements stables	Location HLM	38,4%	41,6%	38,9%
	Hébergement collectif	4,4%	2,2%	4,9%
	Location privée	39,6%	35,5%	28,5%
	Propriétaire	4,3%	4,3%	3,9%
	Total	86,6%	83,7%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	0,6%	0,4%	2,1%
	Caravane, péniche	1,2%	1,6%	2,0%
	Famille, amis	6,0%	7,4%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	5,6%	6,9%	11,1%
	Total	13,4%	16,3%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	130 €	137 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	17,4%	16,6%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	178 €	195 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	23,5%	22,6%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		727 €	807 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		469 €	522 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	78,1%	72,4%	61,8%
	Montant médian	339 €	408 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	8,0%	8,0%	15,9%
	RMI	31,9%	31,1%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	51,5%	47,2%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		6,5%	7,8%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ◀ 49 790 Situations rencontrées ▶ 3 810 Bénévoles ▶ 202 Lieux d'accueil ▶ 7 481 Situations analysées

Conjoncture 2008 : détérioration de l'activité au quatrième trimestre¹

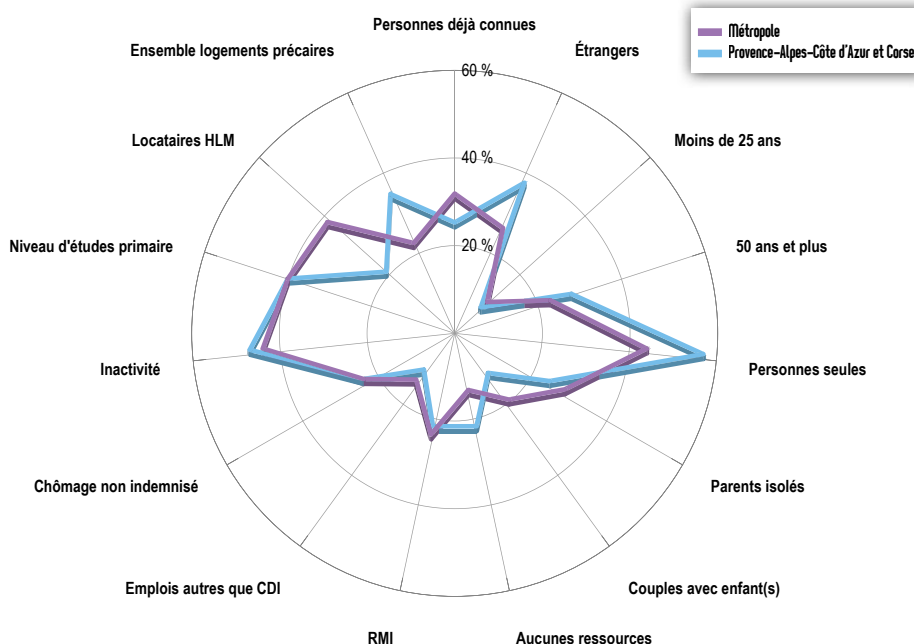
La situation économique se détériore fortement au cours de l'année 2008. Dès le deuxième trimestre, les créations d'emploi salarié s'interrompent et la dégradation s'accélère en fin d'année, aboutissant à une hausse brutale du chômage. Dans la construction, les mises en chantier s'effondrent, après trois années de fort dynamisme. Dans l'industrie, les effectifs salariés sont de nouveau en recul. Seul le secteur tertiaire a été créateur d'emplois en 2008, mais la croissance modérée de l'emploi s'accompagne d'une augmentation spectaculaire du nombre des demandeurs d'emploi à partir du mois d'octobre. Le taux de chômage en fin d'année s'établit au même niveau qu'un an auparavant (9,3%) mais cette stabilité masque une forte dégradation au quatrième trimestre. Le nombre d'allocataires du RMI diminue encore, mais moins qu'en 2007.

Les situations rencontrées

Elles sont plus nombreuses en 2008 qu'en 2007².

La proportion d'étrangers dans les accueils de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et Corse est toujours importante et elle a augmenté en 2008. La majorité des étrangers rencontrés est toujours originaire des pays du Maghreb mais l'Union européenne vient en deuxième place, avec en particulier la Roumanie, la Pologne et l'Italie. La proportion de personnes et familles arrivées depuis moins de six mois est deux fois plus importante en 2008 qu'en 2007. Parmi les ressortissants de pays hors Union européenne, un peu plus de la moitié disposent d'un statut en règle, les autorisant à travailler, soit nettement moins qu'en 2007 ; les plus récemment arrivés sont pour une part en cours de demande et la proportion de statuts en attente est en augmentation. Mais c'est surtout la proportion de situations sans papiers qui augmente et atteint 18% des étrangers rencontrés.

Près de six situations rencontrées sur dix sont des personnes seules. Les



hommes seuls sont particulièrement nombreux, mais les femmes seules sont aussi en proportion plus importante qu'en moyenne métropolitaine. Les personnes âgées d'au moins 50 ans sont surreprésentées, particulièrement les plus âgées. La proportion de familles avec enfant(s) est la plus faible de toutes les régions et elle diminue encore en 2008. Les couples, qu'ils aient ou non des enfants, sont spécialement peu nombreux.

Un quart environ des situations rencontrées sont sans ressources au moment de la rencontre : ce sont, pour une grande part, des étrangers sans papiers et sans droits. En ne tenant compte que des personnes françaises ou des étrangers ayant un statut en règle, cette proportion est encore de 20%, soit une valeur très supérieure à la moyenne métropolitaine. La fréquence des délais et anomalies de perception diminue en 2008, mais reste encore supérieure à la moyenne. Ce sont principalement le RMI, les allocations chômage et, de façon spécifique dans cette région, les allocations logement qui subissent ces délais.

Près de la moitié des demandeurs sont inactifs professionnellement. Les inactifs pour raison de santé sont particulièrement nombreux, et de plus en plus, ce qui est à relier à l'âge des personnes rencontrées. L'emploi est peu présent chez les personnes rencontrées, même en ne tenant compte que de celles qui ont un statut leur permettant de travailler. Elles sont pour la plupart éloignées de l'emploi et la grande majorité des demandeurs d'emploi ne perçoivent pas d'indemnités de chômage : il s'agit de personnes qui n'ont jamais travaillé, ou trop peu, ou qui ont cessé de travailler depuis trop longtemps pour avoir droit à ces indemnités.

Le logement précaire est très présent chez les personnes et familles rencontrées et la proportion de personnes à la rue a nettement augmenté en 2008, en lien sans doute avec les nombreuses situations sans papiers rencontrées. La densité du parc social est faible dans la région et les loyers du parc privé sont élevés ; un ménage rencontré sur cinq seulement est locataire du parc social, un sur trois est locataire du parc privé. Pour ces derniers, le taux d'effort atteint 30% en moyenne.

¹ Sources : Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur, Sud Insee Conjoncture n° 27, mai 2009 ; Cnaf.

² Le chiffre de 2007 a été revu et est de 46 330.

Ensemble des situations		PACA + Corse		France métropolitaine
7 481 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		6,1%	8,5%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	20,1%	21,2%	9,3%
	Afrique subsaharienne	2,9%	3,5%	7,9%
	Europe de l'Est	3,5%	3,2%	4,8%
	Autres	1,0%	1,4%	2,1%
	Statut accordé	63,0%	52,9%	51,6%
	Statut demandé	26,2%	29,2%	38,3%
	Débouté, sans papiers	10,8%	17,9%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	17,7%	39,1%	21,2%
Familles	Hommes seuls	34,8%	37,7%	27,3%
	Femmes seules	18,8%	19,5%	17,4%
	Couples sans enfant	5,0%	4,1%	6,2%
	Pères isolés	3,2%	2,7%	3,7%
	Mères isolées	23,8%	22,5%	24,9%
	Couples avec enfants	14,4%	13,5%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	7,4%	8,4%	10,5%
	25-49 ans	62,0%	63,2%	66,2%
	50 ans et plus	30,6%	28,4%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	2,7%	3,0%	4,8%
	Emplois précaires ¹	8,0%	8,7%	10,9%
	Indépendant et informel	1,2%	1,9%	2,0%
	Total	11,9%	13,6%	17,7%
Formation professionnelle		1,2%	1,8%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	13,4%	13,4%	13,2%
	Non indemnisés	23,9%	23,8%	23,7%
	Total	37,3%	37,2%	36,8%
Inactifs	Etudiants	0,7%	0,8%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	13,7%	15,1%	11,3%
	Retraités	8,8%	7,8%	5,0%
	Au foyer	7,3%	8,0%	10,2%
	Sans droit au travail	5,2%	4,5%	7,1%
	Autres	13,9%	11,2%	8,6%
	Total	49,6%	47,3%	43,7%
Logements stables	Location HLM	19,0%	21,4%	38,9%
	Hébergement collectif	5,7%	5,2%	4,9%
	Location privée	41,3%	34,9%	28,5%
	Propriétaire	2,5%	2,6%	3,9%
	Total	68,5%	64,1%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	3,7%	3,5%	2,1%
	Caravane, péniche	1,1%	1,8%	2,0%
	Famille, amis	8,8%	8,1%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	17,9%	22,4%	11,1%
	Total	31,5%	35,9%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	168 €	153 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	19,6%	17,4%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	245 €	259 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	30,4%	30,6%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		772 €	820 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		540 €	551 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	47,7%	48,3%	61,8%
	Montant médian	800 €	798 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	20,7%	24,0%	15,9%
	RMI	26,2%	23,5%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	39,7%	36,6%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		14,9%	13,9%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Rhône-Alpes

CHIFFRES SECOURS CATHOLIQUE 2008 ▲ 42 800 Situations rencontrées ▲ 4 560 Bénévoles ▲ 207 Lieux d'accueil ▲ 8 531 Situations analysées

**Conjoncture 2008 :
la récession se prolonge¹**

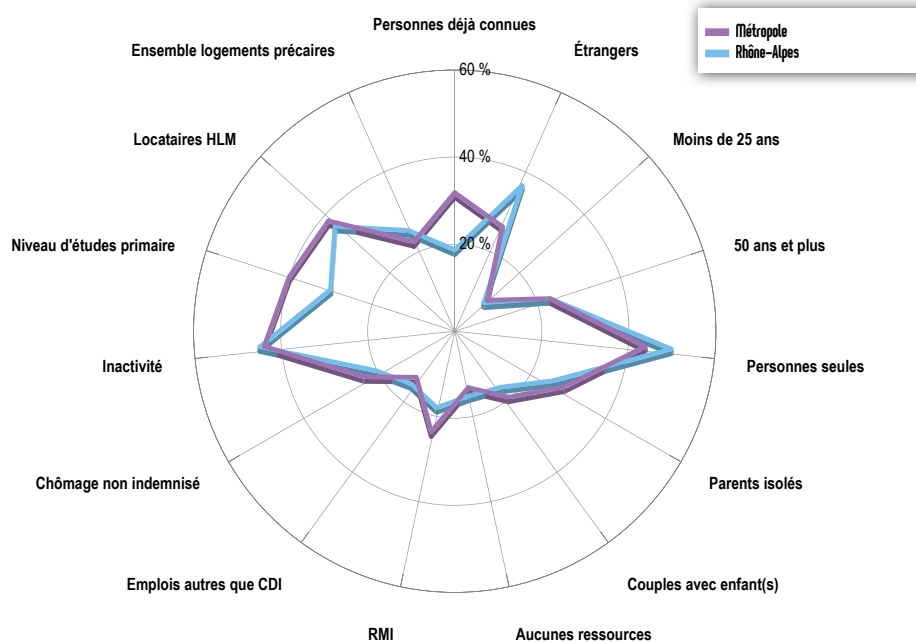
Le poids de l'industrie et des exportations rend la région plus sensible que le reste de la France métropolitaine au contexte mondial, très défavorable. L'emploi en pâtit et plus particulièrement l'emploi intérimaire, auquel le recours est important dans l'industrie. En 2008 l'emploi régional augmente encore très légèrement. La construction affiche la progression la plus forte avec +2,7% et seule l'industrie perd des effectifs (-1,4%). Mais l'emploi intérimaire recule de 19% sur l'année, jusqu'à 29% dans l'industrie. Le taux de chômage, 7% en fin d'année, augmente de 0,4 point en 2008. C'est la conséquence de la très forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (9,5% en un an). En revanche celui des allocataires du RMI continue, pour la troisième année consécutive, de diminuer (-3,3% en 2008).

Les situations rencontrées

Le nombre de situations rencontrées augmente depuis 2005.

Les étrangers représentent une fraction importante de cette population rencontrée. Leur part diminue d'un point en 2008, mais reste très nettement supérieure à la moyenne métropolitaine. La part des étrangers originaires du Maghreb augmente alors que celle des étrangers originaires d'Afrique subsaharienne et, plus encore, d'Europe de l'Est recule. Conséquence de ce changement de répartition entre nationalités, la proportion de statuts en règle, provisoires ou définitifs progresse nettement, mais les situations en attente de statut restent majoritaires et la part des étrangers sans papiers augmente aussi. La proportion de personnes arrivées en France depuis moins de six mois diminue. Les étrangers rencontrés en 2008 sont plus souvent des personnes et familles installées en France depuis plusieurs années.

La majorité des situations rencontrées en Rhône-Alpes sont des personnes seules ou des couples sans enfant. En 2008, c'est encore le cas, mais la proportion de femmes seules augmente, alors que celle



des hommes seuls recule et que celle des couples sans enfant ne varie pour ainsi dire pas. La proportion de familles avec enfant(s) est toujours inférieure à la moyenne métropolitaine et les familles monoparentales restent plus nombreuses que les couples. L'âge moyen des demandeurs augmente très légèrement : moins de jeunes, davantage de personnes de 60 ans et plus : les femmes seules rencontrées, dont la proportion augmente, sont probablement souvent des personnes âgées.

Parmi les personnes ayant droit au travail, la proportion de personnes ayant un emploi augmente : les CDI à plein temps sont plus fréquents, ce qui n'est pas très bon signe, puisqu'ils ne suffisent pas à éviter le recours au Secours Catholique. Les autres formes d'emploi et la demande d'emploi, aussi bien indemnisée que non indemnisée, ne varient que légèrement. Globalement, l'inactivité professionnelle diminue chez les personnes rencontrées, mais c'est le résultat d'évolutions contrastées : l'inactivité pour raison de santé et l'inactivité « au foyer » progressent en effet, et aussi, dans une moindre mesure, l'inactivité « autre » qui n'est liée ni à l'âge, ni au handicap,

ni aux études – elle est souvent le fait de personnes en situation de grande exclusion. Au contraire, la proportion d'étudiants et surtout de personnes sans droit au travail reculent nettement, conséquence de la diminution des situations d'attente de statut.

Près de 70% de l'ensemble des situations rencontrées vivent en logement stable, et cela représente une forte augmentation. Les locataires du parc social sont toujours majoritaires, mais c'est la proportion de locataires du parc privé qui progresse le plus. Les loyers sont supérieurs aux moyennes métropolitaines dans les deux parcs et ont nettement augmenté en 2008, si bien que les taux d'effort progressent, particulièrement dans le parc social. On note que l'aide moyenne au logement des personnes rencontrées est identique et en 2007 et en 2008, bien que les loyers bruts progressent (+2,9% dans le parc social, +5,7% dans le parc privé). Quant aux situations vivant en logement précaire, elles sont nettement moins fréquentes en 2008, avec en particulier une proportion deux fois plus faible de personnes à la rue.

¹ Sources : Insee Rhône-Alpes Conjoncture n° 7, avril 2009 ; Cnaf.

Ensemble des situations		Rhône-Alpes		France métropolitaine
8 531 situations en 2008		2007	2008	2008
Pourcentage de situations vivant en milieu rural		7,2%	9,2%	12,4%
Étrangers (hors UE)	Maghreb	11,9%	13,7%	9,3%
	Afrique subsaharienne	11,6%	10,6%	7,9%
	Europe de l'Est	13,9%	11,6%	4,8%
	Autres	2,3%	2,3%	2,1%
	Statut accordé	32,3%	40,2%	51,6%
	Statut demandé	63,5%	53,7%	38,3%
	Débouté, sans papiers	4,3%	6,1%	10,2%
	En France depuis moins de 6 mois	41,7%	33,4%	21,2%
Familles	Hommes seuls	33,4%	31,5%	27,3%
	Femmes seules	18,8%	20,9%	17,4%
	Couples sans enfant	6,0%	6,3%	6,2%
	Pères isolés	2,7%	3,0%	3,7%
	Mères isolées	21,6%	21,5%	24,9%
	Couples avec enfants	17,5%	16,9%	20,5%
Age	Moins de 25 ans	11,2%	10,0%	10,5%
	25-49 ans	67,6%	67,7%	66,2%
	50 ans et plus	21,3%	22,3%	23,3%
Emploi	CDI plein temps	4,8%	5,8%	4,8%
	Emplois précaires ¹	11,6%	12,1%	10,9%
	Indépendant et informel	1,9%	2,1%	2,0%
	Total	18,2%	20,0%	17,7%
Formation professionnelle		1,9%	1,4%	1,8%
Demandeurs d'emploi	Indemnisés ou en attente	10,2%	11,0%	13,2%
	Non indemnisés	21,7%	22,1%	23,7%
	Total	31,8%	33,1%	36,8%
Inactifs	Etudiants	4,1%	1,3%	1,4%
	Incapacité liée à la santé	10,0%	12,1%	11,3%
	Retraités	5,1%	5,4%	5,0%
	Au foyer	4,2%	6,5%	10,2%
	Sans droit au travail	17,0%	10,9%	7,1%
	Autres	7,6%	9,3%	8,6%
	Total	48,0%	45,4%	43,7%
Logements stables	Location HLM	32,6%	35,2%	38,9%
	Hébergement collectif	8,1%	6,8%	4,9%
	Location privée	20,8%	24,0%	28,5%
	Propriétaire	2,9%	3,6%	3,9%
	Total	64,3%	69,6%	76,3%
Logements précaires	Hôtel, pension, garni	3,2%	2,5%	2,1%
	Caravane, péniche	1,5%	1,1%	2,0%
	Famille, amis	9,8%	9,4%	8,5%
	Centre d'hébergement, abri de fortune	21,3%	17,3%	11,1%
	Total	35,7%	30,4%	23,7%
Parc social	Loyer moyen net	194 €	206 €	166 €
	Taux d'effort net d'aide	20,2%	22,0%	18,6%
Parc privé	Loyer moyen net	221 €	246 €	218 €
	Taux d'effort net d'aide	25,4%	26,0%	24,5%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		860 €	883 €	852 €
Revenu par UC moyen (hors situations sans ressources)		568 €	577 €	539 €
Impayés	Pourcentage de situations	70,8%	66,8%	61,8%
	Montant médian	579 €	602 €	693 €
Ressources perçues	Aucunes	24,1%	21,7%	15,9%
	RMI	20,5%	19,2%	26,3%
	Transferts sociaux seulement	32,5%	34,0%	39,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		9,8%	8,9%	12,0%

¹ CDD plein temps, temps partiel, intérimaire et saisonnier, emplois aidés

Départements d'outre-mer

GUADELOUPE 582 Situations analysées ▾ MARTINIQUE 622 Situations analysées ▾ GUYANE 141 Situations analysées ▾ LA RÉUNION 257 Situations analysées

Guadeloupe

582 situations analysées

Les étrangers sont toujours nombreux dans les accueils de Guadeloupe. Leur proportion diminue en 2008 mais surtout, beaucoup moins sont sans papiers. Plus de la moitié ont un statut en règle et les situations en attente de statut se réduisent. En conséquence, les situations sans ressources sont beaucoup moins fréquentes. Les étrangers sont toujours, pour la plupart, originaires d'Haïti ou de République Dominicaine.

Dans l'ensemble, les personnes rencontrées sont un peu plus âgées qu'en métropole. Mais ce qui caractérise davantage les situations rencontrées, c'est la répartition familiale : les couples sont rares, qu'ils aient ou non des enfants ; les hommes seuls sont beaucoup moins présents qu'en métropole ; les parents isolés représentent au contraire près de la moitié des situations rencontrées, avec une très grande majorité de mères seules. Le nombre moyen d'enfants par famille est nettement supérieur à la moyenne métropolitaine. Cela se traduit au plan professionnel par un éloignement de l'emploi très marqué : 60% des demandeurs sont inactifs, le plus souvent « au foyer », et 24% sont en recherche d'emploi non indemnisée, ce qui concrètement revient au même puisque seule l'intention de travailler diffère. L'emploi et le chômage indemnisé sont particulièrement rares. Plus de la moitié des ménages rencontrés ne vivent que de transferts sociaux, auxquels s'ajoutent parfois des revenus du travail informel.

Sans changement par rapport à 2007, les trois quarts des situations rencontrées vivent en logement stable, avec un taux élevé de propriétaires, notamment en milieu rural. Un quart des ménages rencontrés vivent en logement précaire,

mais en Guadeloupe, presque toutes les personnes en logement précaire sont hébergées par des proches.

Martinique

622 situations analysées

Contrairement à la Guadeloupe, la Martinique ne compte que peu d'étrangers dans ses accueils et la plupart ont un statut en règle. En moyenne, les demandeurs sont âgés : la proportion des 25-39 ans est très nettement inférieure à la moyenne métropolitaine, alors que celle des personnes de plus de 40 ans est élevée. Plus de la moitié des ménages rencontrés sont des parents isolés, très rarement des hommes, et les couples avec ou sans enfant(s) sont relativement rares, de même que les personnes seules.

Les personnes rencontrées sont plus proches de l'emploi qu'en Guadeloupe. 22% ont un emploi : il s'agit aussi souvent de CDI à plein temps que d'emploi à temps partiel et que d'emploi informel. La moitié des ménages vivent en milieu rural et le travail agricole est certainement très répandu, avec des statuts divers. La recherche d'emploi, indemnisée ou non, et l'inactivité professionnelle se situent dans des proportions comparables aux moyennes métropolitaines, mais l'inactivité « au foyer » est beaucoup plus fréquente. On compte également un peu plus de retraités.

Plus de huit ménages sur dix vivent en logement stable et les propriétaires sont nombreux. La plupart des situations en logement précaire sont hébergées par des proches.

Guyane

141 situations analysées

Le nombre de données recueillies en 2008 est trop faible pour être significatif, mais on note les mêmes caractéristiques

que les années passées. Il s'agit dans la très grande majorité des cas d'étrangers (Haïtiens principalement), dont seule une petite part a un statut en règle. Dans l'ensemble, les demandeurs sont jeunes, la moitié d'entre eux sont des mères seules. Plus des trois quarts des ménages n'ont aucune ressource et aucune activité professionnelle. 60% sont hébergés par des proches et 27% sont locataires de logements privés.

La Réunion

257 situations analysées

Le nombre de situations analysées n'est pas très élevé et ne permet sans doute pas de rendre compte de l'ensemble de la pauvreté rencontrée à La Réunion, mais il permet d'en caractériser certaines formes. La population rencontrée ressemble à celle rencontrée en Martinique. Presque tous les accueillis sont de nationalité française. Dans l'ensemble, ils sont plus âgés que la moyenne métropolitaine et les femmes sans conjoint sont particulièrement représentées, qu'elles aient ou non des enfants avec elles. Les couples sont plus rares.

Ces ménages sont presque tous en logement stable, 30% vivent en milieu rural et les propriétaires sont fréquents. Les informations sur les situations professionnelles manquent, mais d'après les ressources perçues, on peut penser que 20% environ des demandeurs ont un emploi et qu'il s'agit souvent, comme en Martinique, de travail rural parfois informel. L'inactivité professionnelle reste cependant la situation la plus fréquente et la moitié des ménages rencontrés ne vivent que de transferts sociaux.

Ensemble des situations 2008		Guadeloupe	Martinique	Guyane	la Réunion	Métropole
Contact	Premier contact	84,1%	83,0%	78,4%	ns	66,6%
	Personne déjà connue	15,9%	17,0%	21,6%	ns	33,4%
Situations adressées par les services sociaux		74,5%	84,0%	80,4%	ns	70,2%
Nationalité	France DOM TOM	72,1%	93,9%	6,7%	99,1%	73,0%
	Haïti	17,6%	2,9%	53,0%	0,0%	0,2%
	Autres nationalités	10,3%	3,3%	40,3%	0,9%	26,8%
Statut des étrangers	Statut accordé	54,8%	61,9%	22,1%	ns	53,6%
	Statut demandé en attente	18,3%	33,3%	45,3%	ns	36,3%
hors CEE	Débouté, sans papiers	26,9%	4,8%	32,6%	ns	10,1%
En France depuis	moins de 6 mois	4,1%	ns	17,6%	ns	19,5%
	2 ans et plus	91,8%	ns	74,1%	ns	65,2%
Age	Moins de 25 ans	9,6%	10,7%	14,5%	9,1%	10,5%
	25-39	41,6%	31,7%	48,6%	37,8%	40,9%
	40-49	27,3%	29,5%	19,6%	23,2%	25,2%
	50-59	11,6%	19,3%	13,0%	19,5%	16,3%
	60 et plus	9,9%	8,8%	4,3%	10,4%	7,0%
Famille	Personnes seules	35,7%	31,2%	38,3%	44,0%	44,5%
	Couple sans enfant	3,6%	2,4%	2,1%	3,9%	6,2%
	Familles monoparentales	48,8%	51,8%	49,6%	34,2%	28,8%
	Couple avec enfant	11,9%	14,6%	9,9%	17,9%	20,6%
Nombre moyen d'enfants par famille		2,37	2,21	2,32	1,82	2,14
Ressources perçues	Aucunes	16,9%	6,2%	76,9%	1,6%	15,5%
	Allocations familiales	49,0%	52,3%	11,0%	46,0%	30,5%
	Prestations logement	41,8%	41,9%	2,2%	45,2%	57,6%
	RMI	27,3%	32,7%	6,6%	39,1%	26,4%
Au moins un délai ou une anomalie de perception		22,1%	4,6%	11,0%	6,5%	12,2%
Revenu mensuel moyen (hors situations sans ressources)		737 €	898 €	ns	770 €	853 €
Niveau de vie moyen (hors situations sans ressources)		433 €	408 €	ns	535 €	539 €
Emploi	CDI plein temps	0,8%	5,2%	ns	ns	4,8%
	CDD plein temps	0,5%	1,7%	ns	ns	1,6%
	Temps partiel	2,2%	5,4%	ns	ns	5,3%
	Emplois aidés	1,1%	2,7%	ns	ns	1,1%
	Intérim, saisonnier	0,8%	1,7%	ns	ns	3,1%
	A son compte et informel	2,7%	5,8%	ns	ns	2,0%
	Total	8,2%	22,4%	ns	ns	17,7%
Formation professionnelle		1,9%	2,9%	ns	ns	1,8%
Demandeurs d'emploi	Chômage indemnisé ou attente	5,8%	12,2%	ns	ns	13,2%
	Chômage sans droits reconnus	24,5%	19,9%	ns	ns	23,6%
	Total	30,2%	32,2%	ns	ns	36,8%
Inactivité	Etudiant	6,3%	2,7%	ns	ns	1,5%
	Incapacité liée à la santé	6,6%	5,8%	ns	ns	11,2%
	Retraite, préretraite	3,3%	7,5%	ns	ns	5,1%
	Au foyer	34,3%	21,4%	ns	ns	10,2%
	Sans droit au travail	3,6%	0,4%	ns	ns	6,9%
	Autre sans emploi	5,5%	4,8%	ns	ns	8,7%
	Total	59,6%	42,5%	ns	ns	43,6%
Logements stables	Location HLM	33,9%	39,1%	3,7%	33,8%	39,2%
	Hébergement collectif	3,4%	0,2%	1,2%	0,9%	5,0%
	Location privée	28,4%	27,8%	26,8%	38,5%	28,5%
	Propriétaire	11,5%	15,3%	0,0%	18,6%	3,9%
	Total	77,2%	82,4%	31,7%	91,8%	76,6%
Logements précaires	Famille, amis	19,0%	12,9%	59,8%	3,9%	8,4%
	Centre d'hébergement, abri de fortune, rue	3,6%	3,8%	8,5%	1,3%	10,9%
	Autre précaire	0,2%	0,9%	0,0%	3,0%	4,1%
	Total	22,8%	17,6%	68,3%	8,2%	23,4%

Sources statistiques et analyse Dominique Saint-Macary -
Département Enquêtes & Analyses Statistiques **Maquette**
Véronique Baudoin - Maquette & Création - Direction de
la communication **Photos** Elodie Perriot, Sébastien Le
Clézio **Fabrication** Sandrine Routier - Fadip - Direction de
la communication **Impression** Napoléon Alexandre **Tirage**
7 300 exemplaires.

Ce rapport qui présente les statistiques d'accueil du Secours Catholique vise à sensibiliser le public sur la question de la pauvreté.

Cette sensibilisation passe aussi par la campagne d'appel au don que le Secours Catholique mène durant le mois de novembre : la Collecte Nationale.

Cette Collecte Nationale représente une échéance financière majeure dans la vie de l'association, elle constitue également un moment privilégié d'information ; un temps d'explication de l'activité multiforme qu'exerce le Secours Catholique.

Cette campagne, relayée en télévision, en affichage, en radio et sur le web est principalement portée par une grande part des 65 000 bénévoles que compte l'association.

Dans le contexte actuel de grandes difficultés pour les plus démunis, ces bénévoles qui se trouvent « aux avant-postes », se mobilisent aussi pour assurer les moyens financiers nécessaires à leur action.

Informations sur la Collecte Nationale : direction de la Communication – 0145 49 74 35 dir-communication@secours-catholique.org



STATISTIQUES D'ACCUEIL 2008

avec le soutien du CRÉDIT COOPÉRATIF

SECOURS CATHOLIQUE

Enquêtes & Analyses Statistiques

01 45 49 74 23

dept-statistiques@secours-catholique.org